

document de travail

décembre 2011 | **118**

Quelle(s) classe(s) moyenne(s) en Afrique ? Une revue de littérature

Dominique Darbon, Professeur, Institut d'études politiques de Bordeaux
Comi Toulabor, directeur de recherches, LAM, Bordeaux

Contacts :

Virginie Diaz, département de la Recherche, AFD (diazv@afd.fr)

Thomas Melonio, département de la Recherche, AFD (meloniot@afd.fr)

Département de la Recherche

Agence Française de Développement 5 rue Roland Barthes
Direction de la Stratégie 75012 Paris - France
Département de la Recherche www.afd.fr



Avertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'AFD ou de ses institutions partenaires.

Le projet « Classes moyennes en Afrique », appuyé par le Ministère des Affaires étrangères (DGM) et les départements Communication et Recherche de l'AFD, est une tentative originale d'associer photographie, journalisme et recherche pour cerner la notion de classes moyennes dans les pays en développement.

Dans le cadre de ce projet ont été menées des enquêtes et des reportages photos sur le terrain (Côte d'Ivoire, Kenya, Maroc, Mozambique et Sénégal), plusieurs expositions, l'édition d'un ouvrage photographique (Joan Bardeletti, *Petite prospérité*, paru chez Editions Images en Manœuvre, 2011) ainsi que des travaux de recherche pilotés par Dominique Darbon au centre de recherche Les Afriques dans le Monde – LAM – Bordeaux.

Ont collaboré à ce travail dans l'équipe de recherche : Johanna Bornscheim, Élodie Escusa, Jamillah Hamidou, Mounir Krata, Baptiste Léonard, Javier Mateo-Giron, Cindy Morillas, Clélie Nallet, Ambra Simonini, Mako Wakabayashi, étudiants (es) en Master 2, Politique et développement en Afrique et dans les pays du Sud, Sciences Po Bordeaux, 2010.

Directeur de la publication : Dov ZERAH

Directeur de la rédaction : Robert PECCOUD

ISSN : 1958-539X

Dépôt légal : 4^{ème} trimestre 2011.

Mise en page : Laurence WUNDERLE

Sommaire

	Résumé	5
	Introduction	7
1.	La classe moyenne dans la littérature des sciences humaines et sociales sur l’Afrique subsaharienne	11
1.1.	Une notion discutable mais débattue : 1950-1980	11
1.2.	Le constat d’un usage oublié : une notion neutralisée et ignorée : 1980-2000	13
1.3.	Retour sur ces aléas	16
2.	Le repérage économique des classes moyennes	19
2.1.	Une notion trop pleine et trop vide	19
2.2.	La polarisation sur les critères de revenus et de pouvoir d’achat : <i>middle class or middle income group</i> ?	21
3.	De l’usage du concept de « classes moyennes » en science politique et en sociologie : une analyse multicritères	28
3.1.	Retour sur la notion de classe moyenne en science politique et en sociologie	28
3.2.	Le recours au critère de situation ou d’occupation professionnelle : le partage d’activités professionnelles de même type est-il un critère majeur ?	30
3.3.	Représentation, prestige social et mise en scène de soi	33
4.	Les enjeux de la mobilisation d’un groupe	42
4.1.	La mobilisation politique et le rapport à l’ordre politique	42
4.2.	Des corrélations contestées et rejetées	43
4.3.	Des corrélations positives stimulantes ?	43
4.4.	Des interprétations plus nuancées de ces corrélations	46
4.5.	Conclusion sur les corrélations	47
4.6.	Une notion floue, des corollaires sous-jacents toujours très présents	47
5.	À la découverte des formations sociales en Afrique : “<i>Mapping the Middle</i>”	50
	Conclusion générale	52
	Annexe méthodologique	53
	Liste des sigles et abréviations	55
	Bibliographie et sources statistiques	56

Résumé

La notion de classe moyenne en Afrique subsaharienne apparaît comme floue, difficile à saisir et peu opérationnelle. Son contenu, ses critères d'identification et ses usages ne cessent de fluctuer, ce qui rend les corrélations avec le développement, la croissance, la stabilité politique ou la démocratie particulièrement aléatoires. La notion est d'autant plus fragile qu'en Afrique subsaharienne l'importance du secteur informel, le cumul systématique des activités, la non fiabilité des répertoires professionnels, la multitude d'activités inconnues au nord et le poids de la pauvreté ne cessent d'en diluer la présence. Cette interrogation sur la classe moyenne en Afrique permet néanmoins de mieux appréhender la constitution de nouvelles formations sociales. Parmi celles-ci se retrouvent les populations en cours d'« enrichissement », mais aussi l'ensemble des individus (et non pas une catégorie particulière) qui émergent de la précarité (c'est-à-dire qui satisfont de manière structurelle aux dépenses

contraintes et disposent d'un revenu arbitral minimal), sans être pour autant à l'abri d'un déclassement rapide. La notion chinoise de « petite prospérité » (*xiaokang*) couplée à ces deux critères, fournit l'intuition la plus pertinente de ce dernier ensemble en lui conférant une homogénéité. Elle met en évidence, à partir des positions occupées sur les marchés du travail et de la consommation, les processus de formation sociale et les évolutions économiques en cours en Afrique subsaharienne. L'identification et l'interprétation de ces processus d'émergence de nouvelles formations sociales remettent en question les catégories classiques d'interprétation (secteurs formel et informel ; secteurs public et privé ; pauvreté et activité...). Ce faisant, elles deviennent un enjeu déterminant pour l'analyse du développement en Afrique et appellent la réalisation d'enquêtes systématiques.

Introduction

Cette étude est un document exploratoire, dressant un état de l'art non exhaustif sur la notion de classe moyenne¹ confrontée à l'Afrique subsaharienne. Elle ne préjuge ni de l'existence de classes moyennes en Afrique, ni de leur non existence. Elle interroge la notion en la confrontant à la littérature disponible et en utilisant quelques études exploratoires menées en Côte d'Ivoire, au Kenya et au Mozambique. L'étude s'intéresse ainsi au développement de nouvelles formations sociales en Afrique subsaharienne. Elle confronte en particulier des situations sociales de « petite prospérité », pour reprendre l'expression chinoise (*xiaokang*), ou de sorties de la vulnérabilité toujours menacées par un risque de déclassement, au concept de classe moyenne. Elle évalue la pertinence des corrélations qui sont attachées systématiquement à ce concept, tant en termes de développement économique que de régulations politiques et institutionnelles, voire de démocratie.

Le document vise à tester une notion dont l'usage en sciences sociales est aussi controversé que délicat en raison de son caractère polysémique. L'entreprise est d'autant plus difficile qu'elle s'exerce sur un espace social (l'Afrique subsaharienne) où sa pertinence ne semble pas *a priori* aller de soi, tellement les processus de développement et les modalités de régulation sociale et économique prennent des formes diverses et propres dans la plupart des espaces.

La notion de classe moyenne en Afrique a suscité peu de recherches, notamment en sociologie et en économie, comme si l'idée même de classe perdait sur le continent africain de son intérêt. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce faible intérêt : d'une part, la faiblesse d'une bourgeoisie et d'un prolétariat national², le développement limité du

mode de production capitaliste et industriel, et un marché formel du travail résiduel ; d'autre part, la concurrence d'autres formes de solidarité et de stratification sociales, fondées sur les variables identitaires ethniques, claniques ou familiales, ou les formes clientélistes et néopatrimoniales de construction des relations de pouvoir. Pourtant, depuis le début des années 2000, la notion de classe moyenne réapparaît sur le continent africain à la faveur du frémissement économique qui parcourt nombre de pays africains et d'une vision d'une Afrique « dernière frontière ». Ce phénomène s'explique autant par un changement économique « objectif » que par la production d'un discours sur ce thème par des « entrepreneurs de normes », des experts et universitaires relayés par la presse, qui tentent à la fois de saisir une réalité changeante et de conforter leur place sur le marché du savoir et de la consultance.

La mondialisation et les politiques économiques menées depuis les années 1990 ont produit trois grands types d'effets :

- d'abord, depuis le début des années 2000, l'Afrique subsaharienne connaît une prospérité nouvelle, avec des taux de croissance annuels importants (3 à 6,5 %) et des flux financiers qui se manifestent par la visibilité croissante de zones de prospérité concentrées dans les grandes villes du continent et de groupes sociaux aisés. Le projet « classe moyenne » est en partie fondé sur cette visibilité accrue, qui semble témoigner de l'enrichissement d'une partie de la population (marquée par de très fortes inégalités de revenus) et de l'avènement de nouveaux modes de vie et de consommation et de nouvelles aspirations politiques et économiques ;

¹ Classe moyenne, classes moyennes, *middle class* sont utilisés ici comme des équivalents sémantiques et de manière interchangeable.

² À l'exception de l'Afrique du Sud, cf. encadré 1.

- la mondialisation a aussi eu pour effet de globaliser les interrogations sur la réalité sociale, et ainsi de généraliser les analyses établies dans des pays connaissant les plus fortes croissances. La montée en puissance de la « classe moyenne » chinoise (pour une première analyse voir Rocca, 2008), de ces 100 à 500 millions d'individus selon les critères retenus³ qui bénéficient de la « *petite prospérité* » (*xiaokang*), de la classe moyenne indienne avec toutes les incertitudes qui sont liées à cette notion (Tawa Lama-Rewal, 2007 ; Deshpande, 2006), ainsi que le succès des modèles d'État développementalistes (*developmental state* ; Mukandawire) fondés sur l'*embeddeness* (Peter Evans), ont contribué à faire de la question des classes moyennes un enjeu global. Ainsi, le *Global Economic Prospects 2007* de la Banque mondiale insiste sur l'expansion rapide d'une « *global middle class* », qui se manifesterait dans les pays en développement et qui toucherait aussi, bien que de manière plus résiduelle, l'Afrique subsaharienne. Pour cette partie du monde une double interrogation se pose : d'une part la définition et la catégorisation de cette *global middle class* africaine qui passerait de 12 millions en 2005 à 48 millions en 2030 selon la Banque mondiale ; d'autre part la marginalisation éventuelle de l'Afrique subsaharienne dans ce processus global de « moyennisation » du monde.

Par ailleurs, en partie en réaction à l'afropessimisme, plusieurs auteurs ont popularisé l'idée de l'émergence d'un marché africain solvable⁴ constitué non plus par une micro élite captant l'essentiel des ressources, mais par un bloc étendu de catégories sociales accédant à la prospérité (marchands, fonctionnaires à nouveau payés convenablement, entrepreneurs...), formé de 150 à 300 millions de personnes, constituant ce que Mahajan (2008) appelle « Africa2s », pour les distinguer des riches (50 à 100 millions de personnes) et des pauvres. Le débat sur le « *bottom pyramide* » et le potentiel économique existant parmi les populations du bas de l'échelle de revenus témoigne de la même manière de cette nouvelle façon de percevoir la pauvreté non plus comme un facteur bloquant mais comme une opportunité, un potentiel de

développement (Prahalad 2008). L'augmentation des flux financiers, la concentration croissante des populations dans des zones bien délimitées sur le continent africain, l'urbanisation, la mise à disposition de produits et technologies à bon marché et les aspirations à des modes de consommation nouveaux, ouvrent de nouveaux marchés comme le démontre clairement l'expansion de la téléphonie mobile par exemple (McKinsey, 2010).

Qui plus est, la résurgence de la notion de classe moyenne ne peut être isolée de l'émergence récente de questionnements sur l'efficacité de l'aide internationale, supposant notamment un meilleur ciblage des soutiens financiers internationaux au profit de catégories dont les comportements et les niveaux de revenu permettraient un effet multiplicateur accru et faciliteraient un mouvement vertueux de *trickle down* (Dollar & Kraay, 2000 ; Collier, 2007) ;

- enfin, la catégorie « classe moyenne », comme toute autre forme de construction de catégories, est le résultat du positionnement des « sujets » de la catégorie qui cherchent à optimiser leurs ressources grâce à des jeux de pouvoir. Autour de cette notion, trois types de stratégies cumulatives sont décelables : *i*) celle d'acteurs aux intérêts divergents qui constatent que leur association leur permet d'échapper aux pressions de groupes plus pauvres qui les envient et cherchent à profiter de leurs ressources (remise en cause de l'ordre, remise en cause du fonctionnement économique dont les classes moyennes bénéficient), ou des plus riches qui tentent de limiter leur expansion et de maintenir leur domination ; *ii*) celle d'acteurs dirigeants qui cherchent à élargir leurs soutiens en se ralliant de nouveaux clients (exemple de la Tunisie) et à trouver de nouveaux espaces de légitimation fondés sur l'enrichissement, permettant ainsi de compenser des échecs politiques ; et *iii*) celle de groupes dirigeants, des « riches » et des « en haut du haut » qui tentent de s'approprier ce nom de classe moyenne, beaucoup plus légitime, au plan national et international, parce qu'affectée de valeurs positives tant en termes de progrès économique que de soutien à la démocratisation. Les exemples sud-africains des « *black*

³ Un peu moins de 100 millions si l'on conjugue un enrichissement avec l'obtention d'un niveau d'éducation supérieur et d'un mode de vie plus aisé ; de 300 à 500 millions si l'on ne prend en compte que l'accès stabilisé à un niveau de revenus supérieur.

⁴ Lire par exemple « Le consommateur africain, nouvel Eldorado » dans *Le Figaro Economie* du 10 septembre 2010.

diamonds” ou des élites urbaines ghanéennes sont ici particulièrement éclairants. L’hétérogénéité de ces stratégies contribue très largement à entretenir l’ambiguïté sur cette notion.

Le retour ou plutôt le frémissement en cours autour de l’une des notions les plus contestées des sciences sociales se déroule alors que se multiplient les travaux discutant d’un déclin des classes moyennes dans les pays développés et de ses conséquences sociales et institutionnelles (voir Lipietz, 1998 ; Chauvel, 2006 ; Hartmann, 2006 ; Gaggi et Narduzzi, 2006). On consultera aussi le Demos “*Middle class security index*” et les études très intéressantes faites sur la middle class américaine, notamment celle de Weller et Staub (2006) et de Huffington (2011).

Comme très (trop) souvent en Afrique subsaharienne, on applique des notions ou des concepts importés, sans que soit attestée leur pertinence⁵. Les définitions utilisées sont pourtant très discutables. On ne peut pas parler de classes moyennes « en soi », comme si la notion de classe moyenne était indépendante de tous les liens qui sont établis plus ou moins intuitivement entre ce terme et ceux de développement économique, de stabilité institutionnelle, de régulation et de démocratie. Anthony Giddens rappelle comme bien d’autres sociologues que “...*large part of the chequered history of the concept of class has to be understood in terms of the changing concerns of those who have made use of the notion, concerns which reflect changing directions of emphasis within sociology itself*” (1977 : 99). Derrière les critères de différenciation sociale retenus et les efforts de catégorisation, apparaissent en effet des représentations de l’organisation sociale qui structurent les visions établies de l’avenir des sociétés.

In fine, la notion de classe moyenne apparaît peu opérante pour interpréter ou anticiper les évolutions sociales en Afrique subsaharienne. Elle présente cependant l’avantage de cerner un ensemble de population hétérogène, invisible

et impensé sur ce continent. Elle montre l’urgence de travailler sur ces nouvelles formations sociales en partant des catégories professionnelles, des marchés du travail et de la consommation. Pour appréhender ces réalités on utilisera aussi bien des critères de revenu que de comportements, d’attitudes, de style de vie et de représentations sociales, dont seule la combinaison permet d’interroger la signification sociale des mutations en cours. Cette étude tente de dresser un bilan de la littérature et y confronte les résultats de micro études exploratoires, réalisées parallèlement au travail photographique de Joan Bardeletti au Kenya, au Mozambique et en Côte d’Ivoire. Un petit échantillon de personnes identifiées sur des critères postulés comme pertinents sur la base de la littérature existante (fourchettes de revenus autour du revenu médian, sur l’observation de leurs possessions et de leur consommation et sur leurs aspirations et organisation familiale) a été soumis à des questions visant à préciser leurs caractéristiques matérielles et leurs attentes, représentations et préférences. Les entretiens ont été réalisés sur les lieux de vie ou de travail de ces personnes, considérées comme représentatives de la diversité des classes moyennes. Leurs profils sont hétérogènes puisqu’il s’agit d’hommes et de femmes, tirant leurs revenus d’activités formelles ou informelles, travaillant dans le privé ou comme fonctionnaire, célibataires ou mariés avec une famille étendue. Parallèlement, ces personnes et ces foyers ont fait l’objet d’un travail photographique qui matérialise leurs situations mais aussi leurs aspirations. Ces échantillons permettent de formuler des hypothèses, qui devront faire l’objet de vérification. Il ne s’agit donc pas ici de publier un résultat d’enquêtes, mais bien de dresser un état de l’art non exhaustif, servant de cadre théorique et de discussion d’hypothèses pour une recherche en cours d’approfondissement⁶.

⁵ Parmi ces transferts intempestifs, celui qui conduit à comparer directement le pouvoir d’achat de la Chine (*Jeune Afrique*, n° 2598-2599, 24 octobre 2010) ou de l’Inde (étude McKinsey 2010) montrant que l’Afrique dispose de 16 millions de consommateurs de niveau de vie européen contre 12 seulement pour l’Inde) et de l’Afrique – ainsi transformée en une unité politique unique, sous gouvernance unique hors de tout contextualisation.

⁶ Des travaux de plus grande envergure sont en cours en Afrique du sud, en Éthiopie, au Ghana et au Mozambique.

1. La classe moyenne dans la littérature des sciences humaines et sociales sur l'Afrique subsaharienne

Les notions de classe et de classe moyenne connaissent un sort singulier dans les sciences sociales sur les terrains africains. Utilisées comme des entrées fondamentales pour l'interprétation de ces sociétés des années 1950 à la fin des années 1970, elles tendent par la suite à disparaître du répertoire d'analyse pour ne revenir que dans le courant des années 2000. Ce constat est dressé par Luckam Robin, Gyimah-Boadi Emmanuel, Ahadzie William et Boateng Nana (2005), dans leur étude sur le Ghana, lorsqu'ils écrivent *"There is a near dearth of empirical studies to help us in mapping Ghana's middle classes. All the major studies of individual middle class groups, including Oppong's (1974) of middle class marriages,*

Kennedy's (1980) of Ghanaian businessmen and Luckham's (1976 and 1978) of the legal profession were published at least two decades ago" (2005: 3).

Cette rupture dans l'intérêt porté aux classes moyennes trouve deux explications : d'une part elle témoigne de l'affaiblissement des catégories associées aux classes moyennes en Afrique à partir de la grande crise des années 1970 et 1980 ; d'autre part, elle est consécutive à la remise en cause de l'analyse marxiste ou d'inspiration marxiste et à l'émergence de nouvelles catégories d'analyse qui vont remplacer cette notion de classe moyenne, de manière le plus souvent intuitive et tout aussi peu raisonnée, par celles d'élites, de société civile, de forces vives, de communautés...

1.1. Une notion discutable mais débattue : 1950-1980

"The British needed a 'class' who in a crisis can be relied on to stand by us, and whose interests are wholly identified with ours. And the British knew what they meant by 'class'. Winston Churchill, Under-Secretary of State for the Colonies, devoted a chapter to the question when recounting his visit in 1907 to East Africa. He could imagine no development without the ambitions of capitalists, employers and professional men who, with discipline, education and justice, would stir 'the African aboriginal' out of his 'contented degradation' into 'peaceful industry'. The local prospects for such a class were not promising" Berman et Lonsdale (1992 : 33).

La littérature concernant l'analyse des « classes moyennes » en Afrique subsaharienne dans les années 1950-1980 est limitée. Elle tend à privilégier l'étude du phénomène de « stratification sociale » dans les structures dites

« traditionnelles » ou dans les dynamiques urbaines précoloniales, coloniales et postcoloniales, sur le thème plus particulier des classes moyennes, *"middle class"* ou *"middle africans"*, qui sont certes nommées, mais ne sont pas inscrites en général au centre des recherches.

Le concept fait cependant l'objet de références presque systématiques dans de nombreux rapports de l'IRD (ex-ORSTOM) sur les pays de l'aire francophone et dans des ethnographies à caractère fonctionnaliste des années 1940 à 1960 (Maquet, 1964 ; Bernard, 1965). L'analyse la plus systématique d'une classe moyenne en Afrique est dressée en 1955 par Marcel Soret (Soret, 1955) pour l'AEF *"un pays dont le développement vient à peine de commencer"* (p. 5) et où la « classe moyenne », au singulier, est analysée selon plusieurs aspects : définitionnel (pp. 2-3), urbain-rural (pp. 4-6), politiques (pp. 6-7), économiques (p. 8) et sociaux (p. 9).

Chez les anthropologues (Meillassoux, 1979 ; Rivière, 1978) ou les politistes (Jean-François Bayart parle des « classes moyennes » entre guillemets pour la période des années 1950, 1978, p. 451), la notion est aussi identifiée, mais, en général, elle reste peu développée. Georges Balandier (1955) lui donne un contenu très précis mais ne paraît guère intéressé par l'extension de l'usage de la notion en tant que telle.

Les historiens, par exemple Diop (1985) ou Cahen (1989), accordent une grande place à cette notion et indiquent notamment que la « création des classes moyennes africaines » était clairement l'un des objectifs de l'administration coloniale française (Cahen, 1984). Ces classes moyennes n'ont d'autre fondement que le mode de domination colonial, qui érige des individus épars en intermédiaires avec les colonisés, tout en les différenciant de la masse de ces derniers. Ces classes moyennes seraient un artefact de la domination coloniale. Elles n'émergent pas d'un mode de production national, mais d'une transposition de la domination coloniale. On trouve chez Catherine Coquery-Vidrovitch aussi des analyses sociologiques en termes de professions « urbaines », « modernes », liées aux politiques de formation de « cadres » à l'époque coloniale et dans les premières années après les indépendances (Coquery-Vidrovitch, 1993). La littérature insiste notamment sur la place des enseignants, des médecins, des fonctionnaires de niveau supérieur, des transporteurs, des cheminots ou des salariés en général (voir notamment Fride et Le Chau, 1965 ; Derrien, 1985; Lakroum, 1974). Des ouvrages sur l'urbanisme colonial et postcolonial analysent l'essor des nouvelles classes urbaines et de leurs habitats (voir Poinot, Sinou et Sternadel, 1989). Pour autant dans l'ensemble, la notion de classe sociale et de classe moyenne est peu utilisée dans la littérature francophone.

La littérature anglophone présente un bilan assez différent, traduisant à quel point l'emploi de ces notions est affecté par les environnements sociaux dans lesquels il se déroule. La plus grande acceptation de la notion de classe dans le monde britannique que dans le monde francophone,

l'influence historique de l'analyse marxiste en sciences sociales, les spécificités du débat kenyan et des enjeux sud-africains (notamment autour du débat "*race and class*" expliquent largement cette différence. Dans la littérature anglophone, un grand nombre d'ouvrages abordent les thématiques de la formation d'une "*African working class*" et de l'essor des syndicats ouvriers (par exemple autour des "*African miners*" : Robert, 1981 ; Penvenne, 1995 ; West, 2002) notamment autour du "*Kenyan debate*" (voir Gutto 1979 et 1981). La littérature consacrée à la période coloniale et postcoloniale accorde beaucoup d'importance au développement des « classes ouvrières modernes » et donc à l'essor de la « lutte de classes » en Afrique (Zeilig et Seddon, 2002). On peut remarquer des auteurs comme West (West, 2002), comme Markovitz (1987) ou Wallerstein (1964) ou ceux plus radicaux de la revue *African Political Economy*.

Traitant du cas des partis politiques nigériens, Richard L. Sklar (1963) utilise la notion de "*middle class*" en prenant assez souvent la précaution de l'insérer entre des guillemets : "*The Nigerian Union of Young Democrats was organized in 1938 by professional and 'middle class' supporters of the Democratic Party*⁷". Délaissant les guillemets, il en vient à décrire la "*Enugu middle class*" (p. 211) en termes de statut professionnel : "*the well-to-do businessmen, professionals, and civil servants*⁸". Mais dans la partie intitulée "*The Role of Emergent Classes*⁹", il analyse la structure sociale des partis politiques nigériens en utilisant non plus la notion de "*middle class*" mais celle d'"*emergent class*" dont il relève quatre critères objectifs : "*high status occupation (...), high income, superior education (...), and the ownership or control of business enterprise*" (pp. 480-481). Ce faisant il dévoile la nature de cette "*middle class*" constituée par le groupe des "*educated*", très fortement différencié du reste de la population et qui constitue en réalité l'embryon de la classe dominante appelée à prendre la direction du pays à l'indépendance. On est ainsi très loin de la conception d'une classe moyenne comme exprimant l'accès à une petite prospérité.

⁷ p. 58, note 50; voir aussi p. 78, note 105 ou p. 208 et 441 au sujet d'une "*new middle class*", de même que p. 257 : "*Assuredly, 'rising' or 'middle class' leadership typifies the NCNC*".

⁸ p. 211, voir aussi p. 335, note 20 et p. 369.

⁹ pp. 480-494, voir aussi p. 502 pour une analyse entre "*emergent class*" and "*dominant class*".

C'est aussi dans la littérature anglophone, et notamment autour du "*Kenyan debate*", qu'apparaissent des analyses concernant l'existence éventuelle d'une "*rural middle class*" ou d'une "*subaltern middle class*" en Afrique, sous l'influence manifeste des analyses sur les paysanneries postcoloniales venues de l'Asie du Sud dans les années 1970-1980 (Van Binsbergen, 1986). Par "*rural middle class*" ou "*subaltern middle class*", on cherche à identifier dans les mondes coloniaux et postcoloniaux, des classes sociales plus ou moins aisées, liées aux milieux rural et agricole tout en échappant au processus d'urbanisation, d'acculturation et de modernisation (Pandey, 2009).

Dans cette littérature des années 1950-1980, des relations étroites sont établies entre d'une part la colonisation, l'apparition des classes sociales modernes et des petites bourgeoisies urbaines et, d'autre part, le développement des villes modernes, l'associationnisme et le syndicalisme ouvrier et employé du secteur moderne ainsi que les nationalismes décolonisateurs. En histoire sociale, aucun

ouvrage ne valide clairement (c'est à dire au-delà de la théorisation) une ligne progressive d'historicité entre les classes sociales précoloniales et les classes sociales modernes, ce qui est conforme aussi bien aux conceptions marxistes que développementalistes libérales de la période 1960-1980. De même, la faiblesse de la référence à la classe moyenne dans la littérature d'inspiration marxiste pourrait s'expliquer par le caractère non « dogmatique » de cette notion.

Ainsi, le débat sur les classes sociales et ponctuellement les quelques travaux sur la classe moyenne en Afrique dans les années 1960 et 1970 ont fait long feu. D'une part, il ne semble pas avoir survécu à la période du début des années 1980. D'autre part, il ne concernait le plus souvent que la période coloniale et immédiatement postcoloniale. Comme si la notion perdait de son intérêt au fur et à mesure que les pays d'Afrique subsaharienne sombraient dans la crise économique et le marasme.

1.2. Le constat d'un usage oublié : une notion neutralisée et ignorée (1980-2000)

Des années 1980 au début des années 2000, l'analyse en termes de classe et de classe moyenne ne fait plus recette dans les travaux de sciences sociales dédiés à l'Afrique subsaharienne. La notion de classe est le plus souvent ignorée et remplacée par d'autres concepts comme ceux d'élites, de pauvres, de dominants et de dominés, de bourgeoisie d'État, de petit bourgeois, ou encore plus largement par ces notions particulièrement ambiguës de société civile ou de forces vives. C. Young (1986) discute, pour sa part, la notion de "*petty bourgeoisie*" (441, 442, 447, 467-469). On trouve une expression de cette occultation totale de l'idée de classe dans la littérature sur le développement du *Center for the Future State* (2005). Très peu de travaux font donc référence aux classes moyennes en Afrique, alors que cette notion demeure très populaire dans le monde développé et prend une ampleur nouvelle dans les « pays émergents ».

Ce rejet de la notion dans les pays africains pauvres peut être justifié par le fait que la domination y est constituée sur une base de pouvoir plus que sur une base économique,

que le système économique formel capitaliste y est peu développé, et que d'autres modes de structuration sociale (clientélisme, ethnie...) sont plus prégnants et pertinents pour expliquer les rapports de pouvoir et les mutations sociales. Dans les pays africains sauf rares exceptions (Afrique du sud, Rhodésie du nord/Zambie par exemple) les structures de production et de propriété divergeraient du modèle capitaliste, au point de rendre la notion de classe, et notamment sa déclinaison en classe moyenne, inopérante. De fait, les forums savants, les arènes de production du savoir légitime sur l'Afrique, ont réactivé la catégorie classe moyenne, non pas en fonction de nouvelles données empiriques, mais des nouveaux cadres d'analyse proposés comme légitimes ailleurs. La comparaison constante de « l'Afrique » avec les processus d'émergence chinois, indiens et brésiliens montre comment un frémissement économique est interprété au moyen des vocables et catégories validées au plan international, en l'occurrence ceux de « classes moyennes », « d'expansion de la consommation », « de démarrage », etc.

Les ouvrages francophones ou anglophones contemporains utilisent très rarement le terme de « classe moyenne » et ne proposent pas de développements théoriques ou analytiques pour justifier leur rejet de ce terme. Certains d'entre eux posent que les sociétés africaines ne sont pas des sociétés de classe. Ainsi, Chabal et Daloz écrivent : *“Africanists, many of them anthropologists, began to point out the degree to which the development paradigms used rested on Western based concepts of markets, productive accumulation or class formation that hardly made sense in the African context”* (1999 : 127) ou encore, dans la version française, *« le continent est largement dépourvu de classes sociales »* (p. 41). De même, Bayart écrit *« d'une façon générale, les sociétés africaines se tiennent pourtant en deçà des configurations qui feraient d'elles de véritables sociétés de classes, pour peu que l'on adopte une définition un tant soit peu rigoureuse de celles-ci »* (1979 : 225). C'est pourquoi il utilise souvent des guillemets lorsqu'il parle de classe (voir pp. 94-97). Plus récemment, Patrick Chabal confirme l'échec de l'analyse en Afrique postcoloniale en termes de classes (2009 : 77-78). Il avait déjà écrit, dans un chapitre intitulé *“class theory”* (1994 : 15-19), *“not a few prefaced their studies with long and abstract debates on the role of classes in capitalist societies, debates which in truth had very little to do with Africa (...). Since the process of identification derived more from theory than from the examination of African reality, class analysis tended to be reductive”* (p. 18), et d'ajouter *“The relations between economic and political power in Africa are too complex to be consistent with class analysis”* (1994 : 19).

Ces analyses présentent plusieurs points discutables. D'abord la critique (justifiée) de la faible consistance théorique de la notion de classe les conduit à utiliser des notions encore plus floues ou, pire, à procéder à des montées en généralité négligeant tout travail empirique et interdisant toute vérification, alors même qu'ils appellent à une analyse concrète de la réalité. Ensuite, en rejetant la notion de classe réduite à sa conception marxiste, ils interdisent d'en tirer les aspects pertinents qui permettent à des sociologues comme Weber ou plus récemment Giddens d'en faire une entrée forte de leur analyse de la constitution de la société.

D'autres auteurs s'expriment tout de même en termes de

classe. Par exemple, dans *Les Afriques politiques*, Coulon et Martin (1991) utilisent le terme et le référentiel de classe (*« classes d'ouvriers ou d'employés »*, p. 149 ; *« il n'existe pas de classes dominantes sans classes dominées ou populaires »*, p. 151 ; *« classes ouvrière, rurale et urbaine »*, p. 261), mais ils usent de la notion de *« classes moyennes »* sans la définir (1991 : 48).

Plus récemment, Bratton et Van de Walle (1997), dans la partie intitulée *“During Transitions from Neopatrimonial Regimes, Middle-Class Elements Align with the Opposition”* (pp. 88-89), expliquent qu'en Afrique, contrairement aux transitions en Amérique latine ou en Europe, *“middle classes generally side with emergent movements of political opposition rather than buttressing the old regime”* (p. 269, voir aussi pp. 21-22). Ils constatent également que les classes moyennes africaines comptent parmi les premières victimes des échecs économiques. Toutefois, la définition des *“middle classes”* à une échelle continentale ne prend en compte que les revenus. Les auteurs repèrent les *“middle-income African countries”* (pp. 130-131), en s'alignant sur une définition donnée par la Banque mondiale privilégiant un critère de revenus : *“for the Bank's middle income statuts, with GNP per capita of above \$650 in 1991 terms”* (p. 238). Ils associent clairement cette notion de classe moyenne non pas à une définition marxiste, mais à une situation sociale affectant les processus de modernisation économique et politique.

De façon générale, la littérature sur la « transitologie » consacrée à l'Afrique se révèle tout aussi décevante quant à l'usage de la notion de classes et de classe moyenne, alors qu'on aurait pu s'attendre à ce qu'elle lui accorde un poids considérable. L'étude des conférences nationales ou de leurs équivalents dans le monde anglophone, épisodes essentiellement urbains et de lettrés, aurait dû contribuer à éclairer l'existence de ces classes moyennes. Or il n'en est rien, on parle plutôt des forces vives de la nation (voir en particulier Eboussi-Boulaga (1993) mais aussi Banégas (2003), Gazibo (2005 et 2006). L'ouvrage de Buijtenhuijs et Thiriou (1995) est particulièrement révélateur du non usage de la notion dans la littérature dédiée à la transition démocratique. Dans la partie avancée de la recherche sur la démocratisation, on trouve un ensemble de variables — églises, jeunes, partis politiques, presse, femmes, et même les intellectuels (pp. 68-69) — n'intégrant pas la

notion de classe moyenne ou certaines catégories socioprofessionnelles. Dans la partie consacrée aux domaines négligés, ONG, culture politique, syndicats, chefs traditionnels, décentralisation, privatisation, démocratie à la base, pouvoir judiciaire, etc. sont listés mais la structure de classe et le rôle éventuel des classes moyennes ou de ses composantes ne sont pas mentionnés. L'ouvrage fait, en revanche, ressortir deux autres termes qui jouent comme autant de substituts à la notion de classe moyenne : celui d'élites qu'on retrouve dans tous les ouvrages (pp. 66-69) et celui de société civile. Que signifie le recours aux termes élites (composées des intellectuels, des nouveaux commerçants, des détenteurs du pouvoir d'État...) ou société civile, par rapport à celui de classe moyenne, consacrant non pas l'inexistence des classes moyennes mais la déshérence du concept dans la littérature ? Ici rien n'est explicité. Il y a manifestement un effet de la recherche qui a abandonné la notion de classe moyenne et l'analyse de classe au profit de celle d'élites puis de société civile durant toute la période des années 1980 et 1990, pour commencer à les redécouvrir, d'une part *via* des préoccupations économiques et de marché, et d'autre part *via* les enjeux de l'efficacité de l'aide dans les années 2000. Dans le vaste corpus de littérature décrit dans cet ouvrage de Buijtenhuijs et Thriot (1995), seul Coussy (1995 : 67) fait référence à la notion de classe moyenne (p. 75), mais sans en définir la consistance, pour montrer que les PAS ont accru la pauvreté dans les zones urbaines pouvant conduire « ...à une érosion des classes moyennes qui peut menacer la démocratie ». Cette thèse de l'érosion économique et politique est aussi défendue par Conte (voir <http://www.comite-valmy.org/spip.php?article933>) et par Maupeu (1998 et 2003). D'inspiration et de tradition plus anglophone, cet auteur, seul ou avec d'autres auteurs, fait en effet souvent référence aux classes moyennes, sans pour autant décrire ce que cette catégorie recouvre exactement¹⁰. Cette incertitude est significative des

usages faits de cette notion dans les années 1990. Ainsi, dans l'ouvrage de Sélim, Cabanes et Copans, il est question d'une « tranche moyenne » (p. 44) en termes de revenus. Selon cette approche, les auteurs affirment que « des stratégies d'intégration individuelle et de réussite sociale, une aspiration au statut de "classe moyenne" peuvent être rendues possibles par la réussite professionnelle » (p. 317). Toutefois ils ne cessent de décliner la notion de classes moyennes en la qualifiant successivement de « quartier de classe moyenne en ascension (p.170) », d'« ancienne classe moyenne locale » (p. 170), d'« une classe moyenne aisée » (p. 280), d'« une classe moyenne professionnelle » (p. 362), d'« une "classe moyenne" urbaine » (p. 239). Malgré des guillemets utilisés dans certains cas, les auteurs n'apportent pas d'éléments plus précis pour définir ces classes moyennes.

Marc Le Pape (1997) fait pour sa part référence au moins à quinze reprises aux classes moyennes en Côte d'Ivoire. Il pose qu'une « caractéristique des classes moyennes salariées face à l'État » (p. 74) est l'illégalisme et il renvoie à une étude de l'ORSTOM dirigée par Cazamajor (1981) qui décrit et analyse l'histoire de cet illégalisme. Ce phénomène concerne en particulier le domaine foncier. Il renvoie aux stratégies déployées auprès des autorités pour faire reconnaître légalement des quartiers d'habitat précaire construits sur la base d'une occupation foncière illégale¹¹. Cette notion d'illégalisme est particulièrement intéressante. Elle permet ici de relier l'étude des classes moyennes en Afrique subsaharienne non pas à la violation de la norme en soi, mais à la concurrence de plusieurs secteurs d'activité. En ce sens, l'illégalisme souligne la tendance marquée des classes moyennes à occuper simultanément les secteurs formels et informels. Pour pallier les carences d'emplois ou la faiblesse des salaires, en particulier dans le secteur public, des individus effectuent des activités relevant de l'économie informelle qui sont donc soit illégitimes, soit illégales. Parmi les

¹⁰ « Ces "professionnels" appartiennent à la classe moyenne qui a subi de plein fouet la crise économique. Davantage que les autres catégories sociales, ils subissent le joug de l'État du fait qu'ils peuvent difficilement se recroqueviller dans le secteur informel. Ils font partie de ces citoyens qui ont ressenti le plus amèrement la réélection du président Moi et de son parti en 1992, persuadés qu'ils sont que leurs difficultés matérielles sont dues à la gabegie du régime » (avec Lafargue, J., juin 1998, pp. 65-66).

¹¹ Il donne l'exemple des « logements sur cour en banlieue (Abobo Avocatier) dont la construction se développe illégalement vers 1977-1978 à l'initiative de "propriétaires" (...). L'une des stratégies utilisées consiste à anticiper sur les normes publiques (...) alors même qu'aucune autorisation de lotir ne leur a été donnée » (p. 74).

« *classes moyennes abidjanaises* » (Le Pape, 1997 : 127), l'auteur distingue les classes ivoiriennes selon trois éléments distinctifs :

- leur mise en valeur par le secteur public (qui voit en eux des agents de la modernisation) tout comme par le secteur privé (offrant des débouchés), ce qui leur assure une certaine stabilité en termes de profession et de rémunération ;
- le maintien de liens avec les régions d'origine, notamment par le biais d'événements ou projets concernant leur village ;
- le rejet par les hommes des activités qu'ils considèrent comme « *indigènes* » (*id.*) : le petit commerce ou l'artisanat lesquels sont occupés « *presque exclusivement par des femmes ivoiriennes et des étrangers (femmes et hommes)* » (*id.*).

Les classes moyennes utilisent donc un registre professionnel (en termes d'emploi occupé et par distinction de ceux « *indigènes* ») et un registre social (en termes de sociabilités maintenues avec la région d'origine) qui conduisent à fixer « *des formes de sociabilité communes à l'ensemble composite des classes moyennes, employés du privé et du public, enseignants, techniciens et ouvriers qualifiés, propriétaires-exploitants de petites entreprises* » (*id.*). L'auteur montre également que dans les années 1960 et une partie des années 1970, les membres des classes moyennes urbaines pensaient « *avoir une compatibilité d'intérêts entre eux et le groupe dominant* » (*ibid.*, p. 129) et bénéficier des enrichissements récents tenant à la position politique des dominants : « *c'est pourquoi ces citadins étaient obsédés par des entreprises dont le modèle*

était calqué sur celui qu'ils voyaient pratiquer par les "grands" » (*ibid.*, p. 128), en termes de secteurs (immobilier, import-export, commerce, transport, propriété rurale, productions agricoles) et de gestion (capital divisé sur plusieurs projets non gérés par le promoteur lui-même car étant salarié).

Dans la continuité de l'ouvrage de Buijtenhuijs et Thiriot (1995) se trouve celui de van Walraven et Thiriot (2002) dressant un bilan de la littérature publiée en 1995-1996 sur la démocratisation. Les classes moyennes ne constituent toujours pas une entrée alors qu'un thème regroupe sous une rubrique « *acteurs et société civile* » (pp. 60-68), les ONG, les intellectuels, la presse, les Églises, les femmes et les « *acteurs négligés* ». Toutefois, contrairement à l'ouvrage de Buijtenhuijs et Thiriot, on trouve des éléments sur la structure de classe et le rôle éventuel des classes moyennes dans la seconde partie intitulée « *thèmes négligés et éclairages comparatifs* » (*ibid.*, pp. 85-108), où sont répertoriés les quelques auteurs traitant du changement démocratique qui utilisent la notion de « *classes* » (Abootalebi, 1995) et, notamment, de classes moyennes (Randall et Scarrit, 1996). Citons également Fatton (1995), lequel opte plutôt pour le terme de « *secteurs intermédiaires* » (p. 89).

Enfin, l'ouvrage de Gazibo et Thiriot (2009), qui tente de faire le point sur les recherches en science politique sur le politique en Afrique rassemble un ensemble de textes qui ignorent quasi systématiquement la notion de classe moyenne. Jamais, par exemple, elle n'est évoquée dans le texte de Nicolas Van de Walle ou dans celui de Gazibo et Thiriot.

1.3. Retour sur ces aléas

Cette revue de la littérature conduit à s'interroger sur un biais méthodologique majeur, celui de la faible place accordée à la structuration sociale et à la pertinence des catégories socioprofessionnelles identifiées pour interpréter le politique. D'où la quasi-absence d'une analyse « *classique* » de sociologie politique pour interpréter les mouvements sociaux et politiques en Afrique subsaharienne et plus largement les mutations sociales, ce

qui est pour le moins surprenant. Cela est probablement lié à la difficulté à constituer des outils statistiques fiables. Il faut y rajouter des effets de « *tendance* ». Dans les années 1980 et 2000 les expressions « *classistes* » et l'idée même de classe moyenne sont remplacées par des synonymes guère mieux fondés théoriquement, mais qui prennent le pas dans les discussions, dans les organisations internationales et dans la littérature savante. Les

expressions citoyens ou groupements citoyens, "*civil society organisations*", communautés, "*communauty driven development*", élites, gouvernants, et d'autres formes de clivages (femmes, jeunes, urbains, ruraux) ou d'organisations sociales (ONG, organisations de la société civile, églises, groupes identitaires...) semblent remplacer avantageusement la notion¹². Quand on parle d'inégalités, de fractures sociales, de coefficient Gini, on ne parle pas de classes et encore moins de classe moyenne (BMZ, 2007). Dans la littérature sur les Etats fragiles, de la même manière, la structuration sociale en classe et le rôle des classes moyennes ne sont guère évoqués (Chataigner et Magro, 2007). La thématique des "*Drivers of Change (DOC)*" lancée par le DFID (*Department for International Development*) laisse au contraire la porte ouverte aux approches en termes de classe moyenne, comme le montre le travail de Luckam, Gyimah-Boadi, Ahadzie et Boateng (2005), mais il ne s'agit que de positions minoritaires ou d'options de recherche ouvertes.

L'analyse en termes de classes des sociétés africaines n'est pas considérée comme un enjeu majeur, alors qu'elle est plus nettement affirmée en Amérique latine ou en Asie, parce qu'historiquement la sociologie de ces régions privilégie davantage ce type d'interprétation, mais aussi pour des raisons économiques : plus forte urbanisation, plus haut niveau de salarisation, revenus moyens plus substantiels, marchés de consommation mieux structurés. Les ouvrages consacrés à la fonction publique et aux fonctionnaires ne se posent pas non plus la question et n'utilisent pas le terme (*Autrepart*, n° 20, 2001) sauf rares exceptions.

Quelques anthropologues accordent néanmoins à la notion de classes sociales et aux luttes entre elles un rôle majeur dans la compréhension des changements en cours dans le monde urbain (Copans postface à Balandier, 1985) et notamment parmi les travaux sud-africains (Van Onselen,

1997 ; Cooper, 1994). Certains auteurs vont aussi utiliser d'autres expressions pour décrire ces groupes sociaux qui intuitivement pourraient se rapporter à la classe moyenne. C'est le cas de Copans (1990) et Kitching (1980) qui préfèrent utiliser l'expression « *petite bourgeoisie* ». On peut faire la même interprétation du travail de Lonsdale et Berman qui parlent également de « *petite bourgeoisie africaine* » (1992 : 197).

Finalement, la nouvelle popularité aussi relative soit-elle, de la notion de classe moyenne dans les années 2000, apparaît dans la littérature des organisations internationales et des organismes d'aides qui tentent de trouver des vecteurs d'une plus grande efficacité de l'aide et d'explorer d'autres formes de développement, ainsi que dans les statistiques nationales des pays africains (Federal Republic of Nigeria, 2007). La notion de classe utilisée est alors très éloignée des conceptions marxistes. La Banque mondiale (World Bank, 2007) utilise le terme de *global middle class*, cette notion s'appliquant à plusieurs régions en voie de développement en dépit de leur hétérogénéité. Elle n'évoque pas la classe moyenne de manière distincte pour caractériser l'Afrique. Dans un rapport de l'OCDE (2007), un chapitre sur l'Afrique du Sud insiste sur le rôle de la « *classe moyenne noire* » (pp. 99-114) dans la consommation (*ibid.* : 102), la croissance du PIB (*ibid.* : 99) et des IDE (*ibid.* : 109). Renforcée par des mesures de discrimination positive (p. 110), elle est estimée à « *environ 10 % de la population adulte noire en 2004, soit deux millions d'individus, et elle s'accroît au rythme de 50 % par an* » (p. 113). En Afrique du Sud, cette classe moyenne noire est présentée comme un moteur de progrès et comme la vitrine du progrès en cours. Elle est censée exprimer toute la dynamique sociale et économique en cours, tout en étant toujours, comme vient de le montrer la récente crise, en situation de grande fragilité.

¹² Il n'y a ici rien de particulier au continent africain : voir Tawa Lama-Rewa (2007 : 140-141) par exemple pour l'Inde.

Encadré 1. L'exception sud-africaine

Contrairement aux autres pays de l'Afrique subsaharienne dont il est question dans cette étude, la notion de « classe » est centrale dans la littérature sur l'Afrique du Sud. De nombreux auteurs ont en effet décrit la formation des classes sociales sud-africaines : certains (Good, 1976) la rattachent à l'histoire particulière du colonialisme de peuplement (*settlers colonialism*) ; d'autres à la nature du capitalisme (Southall, Webster). La disponibilité de terres arables et d'une main-d'œuvre corvéable associée aux ressources minérales et au capital britannique a favorisé une industrialisation rapide à forte productivité (Southall, 2006). Ceci a conduit à une structuration de la société en classes comparables aux sociétés industrielles européennes, à laquelle s'ajoute la dimension de ségrégation raciale.

La notion de « classe moyenne » ou de « *petty bourgeoisie* » apparaît alors dès les années 1970 pour décrire l'émergence d'une catégorie professionnelle noire très restreinte de « *professionals* » managers et marchands noirs, essentiellement dans les « *homelands* »¹³. Seekings & Natrass détaillent cette émergence en l'associant à l'introduction pragmatique et progressive des Noirs dans la force de travail semi-qualifiée et qualifiée dès l'apparition d'une pénurie de main-d'œuvre blanche à la fin des années 1960 et l'assouplissement parallèle du régime de redistribution » en faveur des Noirs. Southall y voit une tentative du régime de l'apartheid de rallier à ses intérêts une strate de pro-capitalistes. Néanmoins, à travers cette grille de lecture « classiste », les auteurs déplorent les limites posées par les mesures de ségrégation qui empêchent les « Noirs » d'accumuler le capital nécessaire pour poursuivre leur ascension sociale vers la bourgeoisie¹⁴. Cette classe moyenne africaine est réduite en nombre et ne possède ni moyens de production, ni n'emploie d'autres personnes (Southall, 1980).

Depuis le début des années 1990, la mise en œuvre des procédures et politiques d'*Affirmative Action* et de *Black Economic Empowerment* favorisent l'émergence d'une « *middle class* » significative en nombre (évaluée à environ 10 % de la population), en croissance rapide et dont les symboles de la réussite sont à la fois très médiatisés et très visibles dans la vie quotidienne. Cette émergence a été détaillée par une littérature néomarxiste (années 1980-1990) qui tente de distinguer différentes strates de classes moyennes et d'évaluer son degré d'alliance aux intérêts capitalistes blancs ou au contraire, sa proximité avec ses « frères » de la classe ouvrière. Des néoweberiens ont quant à eux établi une typologie précise des différentes professions et statuts (Crankshaw, 1996 ; Nzimande, 1990) et leurs différentes trajectoires ascendantes sous contrainte. D'autres s'interrogent sur ces liens complexes avec l'État (Chevalier, 2010) et l'ANC (*crony capitalism*) le concept de « bourgeoisie patriotique » posé par les théoriciens de la Révolution démocratique nationale (Jordan, 1997 ; Netshitenzhe, 1996).

Mais quelles que soient ses fragilités (Schlemmer, 2005), cette classe moyenne sud-africaine noire est devenue une référence systématique dans le monde anglophone ou attiré par le monde anglophone.

L'usage ou le non usage du terme « classe moyenne » apparaît ainsi déconnecté d'une réflexion sur la notion elle-même et sur les formations sociales dans les pays africains. C'est pourquoi les processus de construction

sociale, et notamment de ces catégories sociales de la petite prospérité se caractérisant par la modestie et la discrétion de leurs trains de vie, sont si peu visibles.

¹³ Wolpe, H., (1977) : "enormous increase in the African middle class between 1960 and 1970" et Simkinset Hindson (1979) : "the growing upward mobility of blacks into clerical, technical, and non-manual jobs, and of Africans into skilled employment".

¹⁴ Good, K., (1976) "No significant African bourgeoisie stands in a position of potential domination over the working classes".

2. Le repérage économique des classes moyennes

Le repérage des classes moyennes suppose d'entrer au cœur des débats de la sociologie politique. Parler de classe(s) moyenne(s), c'est en effet poser la question des critères organisant le positionnement des individus les uns par rapport aux autres et leur permettant de s'associer

autour d'un sentiment de proximité ou, au contraire, de se différencier. C'est aussi poser la question de la nature de la société globale et de sa structuration en groupes ouverts ou fermés, convergents et consensuels ou divergents et conflictuels.

2.1. Une notion trop pleine et trop vide

Dans les pays développés, les débats sur la classe moyenne portent essentiellement sur la définition de ce groupe, sa composition, ses évolutions internes et sa place relative par rapport à d'autres catégories sociales (Bosc, 2008 ; Thurow, 1987). On peut alors trouver un consensus sur deux points :

- il n'existe aucune définition objective des classes moyennes, de même qu'il n'existe pas de consensus sur les seuils de revenus délimitant de manière évidente ce qui constitue ou non les classes moyennes. Certains auteurs réduisent la notion de classe moyenne à la "*middle-middle class*" constituée de tous les foyers dont le revenu tourne autour du revenu national médian (80 à 120 % par exemple), tandis que d'autres avancent des niveaux de revenus bien supérieurs et les associent à des niveaux particuliers d'éducation et à un style de vie ;
- la notion recouvre des catégories très hétérogènes. On aura d'une part les groupes du bas (*lower middle class*) constitués par le monde des employés (*lower level*

management, semi professional et white collars employees) liés par une relation contractuelle à leur travail, vulnérables aux retournements de conjoncture et ne disposant que d'un niveau de revenu très limité une fois les dépenses contraintes satisfaites ; et d'autre part, on identifiera les groupes du haut (*upper-middle class*) qui se définissent comme une quasi élite de managers et de professionnels très libres dans la définition de leur activité professionnelle (*service class*), à l'abri des crises en raison de leurs hauts niveaux de qualification et ayant une aisance financière et un capital disponible significatifs¹⁵.

Ces deux constats amènent à parler non pas de la classe moyenne mais des classes moyennes, ou à insister davantage sur l'hétérogénéité de la notion. On peut se rapporter aux trois sous-catégories de l'OMS citées par Bentejac, Borschein, Ndiaye Ndeye, Nkume, Nuan et Simonini : classe moyenne-supérieure, classe moyenne-moyenne et classe moyenne-inférieure (2009 : 6-7).

¹⁵ Cette définition de la classe moyenne aux USA est éclairante : "*The middle class...consists of an upper middle class, made up of professionals distinguished by exceptionally high educational attainment as well as high economic security ; and a lower middle class, consisting of semi-professionals. While the group overlap, differences between those at the center of both groups are considerable*".

Dans le monde en développement en général et africain en particulier, faire référence à la classe moyenne renvoie à des questions différentes de celles qui sont posées au Nord :

- c'est d'abord établir le constat de l'existence d'individus ou de groupes sociaux enrichis dont les formes de consommation, les dépenses et les comportements sont attirés ou sont proches de ceux des sociétés « du Nord ». En utilisant cet étalon, on tend le plus souvent, quand on parle de "middle class" en Inde¹⁶ ou dans le monde africain anglophone du Nigeria, du Ghana ou de l'Afrique du Sud, à faire référence à un ensemble d'individus accédant à une grande prospérité (aussi instable puisse-t-elle être). On occulte ainsi ceux qui sont attirés par ces nouveaux comportements et besoins issus du Nord, mais qui n'accèdent qu'à une prospérité relative ou minimale, n'exprimant que la sortie de la pauvreté. On vise plutôt les "Black diamonds" sud-africains ou les "Oil blokes" nigériens que les petites catégories sociales moyennes de fonctionnaires moyens, etc. Il importe donc de choisir entre ces deux visions de la classe moyenne, celle du haut, sortie de la précarité et enrichie, et celle du bas, sortie de la précarité mais toujours "borderline", en permanence menacée par le déclassement. Dans cette étude, nous conservons les deux catégories mais accordons une place plus particulière aux « invisibles », ceux de la petite prospérité, qui se battent pour s'en sortir et qui sur le continent africain sont ignorés de la littérature. Sally, l'une des personnes interviewées en juin 2009 (Simonini, 2009) dans l'enquête menée au Kenya, donne cette perception d'elle-même : *"I place myself in the middle. But there is a*

big gap between us, between my family and the rich people. Anybody could ever cover that gap (sic). We can consider ourselves as members of the middle class, we are strugglers, because we have to manage to get what we want. I am happy with what I have achieved at the moment".

- c'est ensuite discuter des conditions du développement économique et de la stabilisation des institutions et de la démocratie. En effet, la constitution d'une classe moyenne est censée être en corrélation étroite avec ces thématiques. Évoquer les classes moyennes, c'est ainsi au moins autant s'intéresser à ce qu'elles sont (travailler sur la *mapping* ou sur une genèse de la formation sociale) et ce qu'elles font, qu'à ce qu'elles sont supposées représenter et impulser. C'est donc aussi se préoccuper des effets matériels et symboliques que leur mention provoque auprès des « développeurs » privés et publics et des décideurs.

Dans tous les cas, définir les classes moyennes (ou la classe moyenne) repose sur des choix arbitraires donnant à cette notion une forme plus ou moins large et plus au moins homogène (voir Centre d'analyse stratégique, note de veille 54, 16 avril 2007). Bref, comme l'écrit Martin Ravallion, on se pose peu la question de ce qu'est la "middle class" et finalement *"there is little sign of agreement on what the 'middle-class' means"* (Ravallion, 2009). Ainsi, définir la classe moyenne comme un résultat statistique, une bourgeoisie moderne, une nouvelle élite, ou une petite bourgeoisie, induit des conclusions préétablies. C'est ce que montrent toutes les définitions ci dessous.

¹⁶ En 2006, Deshampe note que, contrairement à ce qui est affirmé, la classe moyenne n'est pas au « milieu », seule 5 % de la population indienne dépensant plus de 38 euros par personne et par mois (voir Deshampe, 2006 : 218).

2.2. La polarisation sur les critères de revenus et de pouvoir d'achat : *middle class or middle income group* ?

L'expression de « petite prospérité » utilisée en Chine pour caractériser les classes moyennes est peut-être celle qui permet le mieux de cerner ce que signifie cette expression « classes moyennes ». Elle permet en effet de sortir de l'ambiguïté à laquelle conduit la confrontation des expressions françaises (classe moyenne insistant sur les inégalités sociales, la conflictualité et la question de la conscience d'appartenance) et anglaise (*middle class* établissant une échelle de prestige et une forme de bloc consensuel). Les classes moyennes seraient constituées par tous les individus en enrichissement individuel significatif (sortie de la pauvreté) mais modéré, n'ayant pas de capacité politique propre, mais développant une conscience passive de leur émergence. Ousmane Mohamed, interrogé en juin 2009 dans notre enquête au Kenya (Simonini, 2009) déclare ainsi : *"With 35000 Ksh you can live in Nairobi but you have to struggle... You have always to struggle to make the ends meet. I have to struggle because there is a period in which delivering food on the table is quite difficult, you may have the staple food with you like for example in Kenya Ugali, but you have to look for what we call the sauce"*. Dans la même enquête, Billal Isa montre pour sa part comment il combine différents types de revenus (salaires, loyers, etc.) pour parvenir à ce même niveau de revenus qui lui permet de couvrir ses dépenses, mais s'avère insuffisant pour payer les frais scolaires des enfants sans se priver.

Quelle peut être la signification autre que statistique du caractère « moyen » ou « médian » d'un ensemble aussi hétérogène que celui de classe moyenne, construit à partir de variables aussi disparates ? Le défi est immense, car la notion de classe moyenne est construite en amalgamant des critères quantitatifs et des appréciations qualitatives voire idéologiques quasi intuitives. Ainsi, la notion de classe moyenne indienne a fait l'objet au printemps 2010 d'un large débat dans la presse du pays, certains l'associant aux groupes enrichis et disposant d'un fort capital éducatif, ce

que réfutaient d'autres observateurs qui en faisaient un synonyme d'une masse considérable de population sortant de la pauvreté. Ces deux conceptions désignent deux groupes de population sans aucun lien. Des débats considérables existent sur ce qu'on appelle la *"Great Indian Middle Class"* (Bhalla, 2009 ; Jaffrelot et van der Veeer, 2008 ; Asian Development Bank, 2010 ; Deutsche Bank, 2010).

L'une des premières réponses donnée par certains économistes consiste à n'utiliser que le seul critère du revenu ou du pouvoir d'achat disponible. Cette option a le mérite de la simplicité et d'une certaine objectivité. Elle présente cependant de fortes lacunes. D'une part, ces critères objectifs ne disent rien sur la mobilisation politique et sociale (ce que les individus concernés font de leur appartenance à cette catégorie, leurs attitudes, leurs préférences, leurs valeurs). D'autre part, cette mesure exclut du groupe ceux qui disposent d'autres types de capitaux (culturels, relationnels...) sans détenir un capital financier ou économique équivalent. Par ailleurs, la classe moyenne pourra être soit constituée par l'ensemble des individus disposant d'un revenu proche du revenu médian, soit des individus dont le revenu ne s'éloigne pas trop du revenu moyen. Selon les cas, et les niveaux d'inégalités, la configuration de la classe moyenne peut alors varier très fortement.

Pour sortir de cette complexité deux options sont possibles : soit multiplier les variables quantitatives et qualitatives ; soit diversifier les lectures de la classe moyenne, ce qui permet de parler au pluriel de nouvelles formations sociales émergentes.

2.2.1. *A global middle class* : quelle utilité pour qualifier la classe moyenne en Afrique ?

La Banque mondiale (2007)¹⁷ affirme l'émergence d'une *global middle class* (GMC) qui exprimerait, grâce à la

¹⁷ On rapprochera cette étude de celle de Milanovic, B et S. Yitzhaki, (2002), qui propose les mêmes limites inférieures et supérieures et conclut que la classe moyenne mondiale demeure singulièrement faible (autour de 11 % de la population mondiale), l'essentiel de celle-ci (78 %) étant plongé dans la pauvreté.

mondialisation, un enrichissement généralisé mais aussi l'homogénéisation des attentes et attitudes sociales et politiques. La GMC est constituée autour d'une fourchette internationale de revenus (en parité de pouvoir d'achat, ppp) allant du revenu par tête moyen du Brésil au revenu par tête moyen de l'Italie. Le revenu en dollars international est compris entre 4 000 USD et 17 000 USD (soit de 12 à 50 USD par personne et par jour) et ramené pour une famille standard de 4,3 personnes dans les pays émergents à une fourchette allant de 16 800 à 72 000 USD ppp. L'intérêt de l'outil est de rendre la notion internationalement comparable et de raisonner sur un monde unifié. À partir de ce calcul, la Banque mondiale (2007), dans son rapport intitulé *World population in 2025*, prévoit que la classe moyenne représentera 1,2 milliard de personnes en 2025, concentrées à 96 % dans les pays en développement. La Banque mondiale peut alors tirer quelques conclusions majeures :

- alors que de 1993 à 2000 la part de la population constituant la GMC était relativement stable mais connaissait un enrichissement significatif (12 à 13,8 % du revenu mondial), elle connaîtra une expansion forte d'ici 2030 en raison du poids démographique des pays à forte croissance et de la croissance des revenus ;
- pour l'essentiel, la GMC se trouvera dans les pays émergents (93 % en 2030 contre 56 % en 2007), la Chine et l'Inde comptant pour plus des 2/3 dans cette croissance. D'ici 2025, la classe moyenne indienne passera ainsi de 50 à 583 millions de personnes pour faire de l'Inde le cinquième marché de consommation, tandis que la classe moyenne chinoise passera de 43 à 76 % de la population du pays, la République populaire de Chine (RPC) étant alors le troisième marché de consommation du monde. Le revenu moyen de la GMC aura tendance à se tasser avec l'arrivée massive de populations émergentes ;
- l'Afrique restera en marge de ce phénomène, ne connaissant qu'une croissance faible de sa population participant à cette GMC (43 millions).

Ce type d'étude n'est guère utile pour travailler sur la classe moyenne en Afrique, sinon pour faire prendre conscience que l'Afrique subsaharienne (ASS) ne s'enrichit pas au même rythme que les grandes aires émergentes et voit sa marginalisation s'accroître. De fait, l'étude de la Banque

mondiale montre qu'en 2030, 75 % de la population d'ASS se trouvera parmi le tiers de la population mondiale disposant des revenus les plus bas, et que seuls 43 millions de personnes seront classés parmi la GMC sur le continent (contre 12,8 millions en 2000).

Surtout cette étude conduit à exclure la quasi-totalité de la population des pays pauvres de la catégorie classe moyenne, la fourchette basse de revenu identifiée étant déjà équivalente à un niveau de revenus très significatif dans ces sociétés. Le seuil de 12 USD par jour et par personne est inférieur à la ligne de pauvreté aux Etats-Unis (13 USD) mais considérablement supérieur aux revenus moyens de la quasi-totalité des populations africaines. Cela conduit à intégrer dans la catégorie la frange la plus riche de la population dont les comportements et les modes de consommation ne sont pas ceux des classes moyennes locales mais ceux des catégories moyennes supérieures du Nord. En d'autres termes, ce qui est inclus dans la GMC pour l'Afrique subsaharienne ne correspond pas à la classe moyenne en termes de revenus, mais à ce qui dans la projection d'un monde intégré forme une classe moyenne globale, alors qu'elle représente une infime minorité très privilégiée et à forts revenus de la population du sous-continent.

Cette étude transfère une notion mal maîtrisée pour postuler l'homogénéisation des attitudes et préférences et en déduire des conséquences faussées. Les auteurs de l'étude soulignent que cette "*global middle class*" se définit par des traits communs "*(it) will participate in the global market place ; will demand world class products (tourism) ; will aspire to international standards of higher education ; will place new and quite different demands on domestic political structures ; more demand of transparency in political and corporate governance, certainty of contracts and property rights*" (à partir du chapitre 3 et synthèse). En réalité pour l'ASS, ce groupe désigne les attitudes et comportements des élites qui détiennent déjà le pouvoir et développent vis-à-vis de l'extérieur ce type d'attentes, sans pour autant le diffuser au sein de leur propre société. Il s'agit d'aspirations qu'on retrouve dans toutes les interviews mais qui demeurent insatisfaites, au moins partiellement, tout en faisant partie de projets individuels. L'identification de la *middle class* passe par des analyses contextualisées au niveau de chaque société étudiée.

2.2.2. La contextualisation de la classe moyenne définie par les revenus

La notion de *middle class* doit être définie par rapport à un contexte national spécifique de revenus et des données fiables, tout en maintenant un souci de comparaison internationale. Cela permet d'adapter la notion à la réalité économique de chaque État, tout en établissant des comparaisons permettant d'étudier les éventuelles spécificités de l'ASS.

Birdsall

Nancy Birdsall propose une méthode plus convaincante et méthodologiquement robuste pour identifier la classe moyenne. Après avoir utilisé la référence au revenu médian pour identifier le groupe "*middle class*" à l'ensemble de la population dont le revenu est compris entre 75 et 125 % du revenu médian (ce qui reprend les bornes retenues par l'OCDE dans ses enquêtes, Birdsall, Graham et Pettinato, 2000), elle affine son analyse pour mieux tenir compte des contextes des sociétés les plus pauvres, et notamment des sociétés africaines. Tout d'abord, Birdsall (2007 : 585) suggère que "*Middle classes are made of the 60 % households that gather in the three-middle-income quintiles of the income distribution*". Elle se propose de donner des limites plus fines de la fourchette de revenus permettant d'identifier la classe moyenne, en tenant compte non seulement de la situation relative des ménages sur l'échelle locale des revenus, mais aussi de leur capacité absolue définie au niveau international : "*I define the "middle class" to include people at or above the equivalent of \$10 day in 2005, and at or below the 90th percentile of the income distribution in their own country. This definition implies some absolute and global threshold below which people are too poor to be middle class in any society, and some relative and local threshold above which people are at least in their own society rich*", écrit-elle (2007)¹⁸. Cette définition n'empêche pas cependant de poser des problèmes majeurs en ASS. L'auteur constate en effet que, dans la plupart des pays de l'ASS, les catégories moyennes rentrent dans ce que les catégories

internationales considèrent comme la pauvreté ou la grande pauvreté. Ainsi nos études sur le Mozambique, le Kenya ou la Côte d'Ivoire montrent que la quasi-totalité de la classe moyenne potentielle définie par rapport à un revenu médian ou un revenu moyen, se trouve placée en situation de grande pauvreté. En Côte d'Ivoire, cela conduit à placer toute la classe moyenne en situation de pauvreté selon les critères internationaux (75 % représentant 0,93 USD/jour et 125 %, 1,55 USD/jour (Kouyaté et Toh, 2009 :16). Dans ce pays, on constate :

- une diminution de l'emploi formel et une « informalisation » de l'emploi depuis les années 1980 et les plans d'ajustement structurel, qui conduisent à exclure les deux tiers de la population active d'un emploi stable dans le secteur formel et d'une protection sociale, c'est-à-dire du rapport salarial au sens strict du terme (p. 7). Cela est conforme à toutes les études globales (OIT) ou localisées (au Mexique, Alba et Labazée, 2007) et doit conduire à intégrer dans la catégorie classe moyenne des personnes dont l'activité se déroule non seulement hors du secteur d'État (ce qui est classique) mais en marge de ses règles, lois, normes, voire en opposition à sa prétention même à réguler la société.

- une augmentation de la pauvreté validée par les enquêtes ENV 2008 qui atteint en 2008 48,9 % de la population, c'est-à-dire toutes les personnes dont la dépense de consommation est inférieure à 661 CFA/jour ou 241 145 CFA/an (étude p. 10). En 2008, les personnes ayant au plus 2 USD/jour en Côte d'Ivoire et donc en situation de pauvreté représentaient 75 % de la population totale et 45,7 % du revenu du pays (étude p.13). On constate cependant que le taux de pauvreté est beaucoup plus faible à Abidjan où le revenu moyen par tête s'inscrit dans une fourchette allant de 1,83 USD à 3,08 USD (étude p.13)

Birdsall constate que sa définition conduit à mettre en évidence "*The missing middle class in low-income countries*". *Countries with ppp per capita income below USD 1500 or so have virtually no middle class by my definition, because daily income per capita at the 90th*

¹⁸ *I set the threshold at the 90th decile of income because across almost all developing countries for which we have information on income distributions, Table 1 shows that the ratio of income of the 10th to the 9th decile ranges from two to more than four and is far greater than the ratio of income of the 9th to the 8th decile. (For OECD countries the 10/9 ratio also exceeds the 9/8 ratio but is always below two.)*

percentile is below 10. That is the case for India (shown in the figure) and most countries of sub-Saharan Africa”, écrit-elle¹⁹. Ce constat est particulièrement important pour nous. Elle note une particularité des classes moyennes en Afrique lorsqu'elle écrit que “...in Africa's low-income economies, the middle strata, i.e. the three middle quintiles of the income distribution, get on average an even smaller share of total income than in non-African low-income countries ; a lower share than in the high inequality middle-income countries of Latin America ; and a much lower share than in the OECD countries. Moreover these ratios may actually exaggerate the relative standing of the 'middle' in Africa, at least relative to standard notions of the 'middle class', since the absolute income level of most people in the middle strata in low-income Africa is at or below the international poverty line (of \$1 a day). The point, however, is that not only in absolute but even in relative terms, i.e. relative to the top quintile, the 'middle' in many African countries has relatively limited economic power compared to the middle elsewhere”. Cette analyse est confirmée par l'interview de Billal Isa au Kenya (Simonini, 2009) qui note “I do not have a saving I can restart things with. I have no savings. You know, when I say, I am not getting enough it does not allow me to save”.

Ce type d'observation conduit ainsi à questionner la pertinence de l'usage de la notion en Afrique et surtout à imposer sa relecture dans ces contextes très particuliers. Les populations que l'on désigne ainsi comme classe moyenne ont des revenus se situant peu ou prou au niveau de la vulnérabilité, et se voient réduites à un effectif très limité. Calvin Bowa en donne dans les interviews menées au Kenya une interprétation très intéressante : “In my opinion we assist also to the formation of another class, a class who stands in between the poor and the middle class : they are not poor but they cannot neither afford the same things of middle class people, they earn less than middle class people and they live in smaller houses”... Ibrahim pour sa part se définit ainsi: “...I place myself in the middle class. Because whatever are my earnings, I spend them”.

Bussolo, de Hoyos, Medvedev

M. Bussolo, R. de Hoyos & D. Medvedev (2008) qui basent leur étude sur cette même fourchette allant du revenu par tête moyen du Brésil au revenu par tête moyen de l'Italie (en ppp), soulignent l'impact des niveaux d'inégalités des revenus sur la constitution des classes moyennes. Or l'ASS est constituée de sociétés beaucoup plus inégalitaires en termes de répartition des revenus que l'Asie du sud-est (niveau d'inégalités trois fois supérieur). L'ascension sociale y est aussi plus difficile. Ainsi en 2030, on prévoit que l'ASS ne constituera que 0,3 % de la GMC. Aujourd'hui, elle n'en représente que 0,1 %. Donc l'augmentation devrait être minime et la signification de cette catégorie devrait rester limitée.

Ravallion et la notion de précarité

M. Ravallion (2009) propose une définition qui permettrait de prendre en compte la situation des revenus des pays en développement et de la lier à celle des pays développés, afin de constituer une continuité statistique. Cela lui permet de distinguer l'émergence d'une classe moyenne mondiale définie par la médiane du revenu mondial (80 millions de membres du monde en développement sont entrés dans ce groupe entre 1990 et 2002), une classe moyenne des pays en développement (comprenant les personnes dont le revenu s'étage de 2 USD/jour à 13 USD/jour) et la *Western middle class* définie comme ceux qui ne sont pas (plus ?) pauvres selon les standards US (supérieure à 13 USD/jour). Les deux bornes utilisées sont ainsi fixées à 2 \$ (2005 ppp) de consommation par jour, donc au-dessus de la ligne de pauvreté de la quasi-totalité des États émergents, et à 13 USD pour la borne supérieure, coïncidant avec la ligne de pauvreté des États-Unis. Cette méthode tient compte du fait que des “*global poor*” peuvent être « riches » dans leur contexte national, tout en donnant une continuité à cette classification au niveau mondial. Avec cette classification, une personne sur trois dans le monde en développement était membre des classes moyennes en 1990, tandis qu'en 2005 la classe moyenne

¹⁹ Pour le cas tunisien : ECPR Annual Conference – Barcelona, 25-27 August 2008 Panel: “Making the development syntax talk : speeches from the local perspective” Paper by Samy Elbaz, Sciences-Po, Paris, France “Stability” and development : A shared vision between government of Tunisia and donors ? Qui pose ouvertement la question de l'existence d'une classe moyenne et de la manipulation de cette catégorie sémantique par le pouvoir.

regroupait une personne sur deux. Cela signifie que 1,2 milliard de personnes ont rejoint la classe moyenne dans la période de référence, les trois quarts de cet accroissement se déroulant en Asie (la moitié en Chine). Cette augmentation s'explique surtout par la sortie de la très grande pauvreté d'une partie de la population des pays pauvres (notamment de Chine, et d'Asie en général), et non pas par une croissance du revenu moyen.

Sur la base de ses calculs, l'auteur peut affirmer qu'en ASS en 1990, 117,5 millions de personnes (22,8 % de la population) contre 197,1 millions en 2005 (25,8 %), soit une croissance de 6,5 %, vivaient avec un revenu compris entre 2 et 13 USD et constituaient ainsi la classe moyenne (*Ibid*, tableau 3, 27). L'étude souligne aussi la vulnérabilité de cette classe moyenne dont 1 membre sur 6 se trouve dans la tranche des 2 à 3 dollars par jour et dont l'essentiel se situe dans la partie basse de la fourchette. Joy dans notre panel d'interviews au Kenya déclare *"After my job occasionally I have to take students to give them extra lessons, may be get a little money and many times I have to call for help from the members of my family. If I am lucky they give me money. You just have to adjust"* (Simonini, 2009).

Cette notion de vulnérabilité, conjuguée avec celle de petite prospérité, constitue un élément fondamental pour interpréter ce que signifie la notion de classe moyenne dans le contexte de sous-développement économique et social africain. On la retrouve dans les études « Démos » aux USA (*middle class vulnerability index*), dans les travaux récents sur le délitement des classes moyennes dans le monde développé et dans les études de Schlemmer (2005), en Afrique du Sud, pays dans lequel les plus de 3 millions de Black diamonds demeurent dans une grande fragilité économique. Cette notion est essentielle pour tout travail se focalisant sur la structuration sociale des pays fragiles. Elle permet de distinguer dans les contextes africains d'États fragiles :

- les populations majoritaires qui sont en situation de grande vulnérabilité ;
- les populations qui sont sorties de la précarité, qui ont atteint un seuil de sécurité stabilisé en matière de satisfaction des besoins physiologiques et de sécurité (pour reprendre la terminologie de la pyramide des besoins de Maslow), qui satisfont aux dépenses contraintes voire disposent d'un peu de revenus arbitraire une fois les dépenses contraintes financées

et qui ont ainsi atteint un seuil de confort, bien que demeurant vulnérables à toutes les fluctuations. Ce groupe pourrait être qualifié de classe moyenne, et l'on pourrait considérer qu'il correspond au potentiel économique identifié par les théories de la *"bottom pyramid"* (Prahalad 2010; Hart 2010). L'enquête McKinsey, de même qu'une étude de Proparco (2010), se focalisent d'ailleurs directement sur l'émergence de consommateurs solvables, passant selon cette dernière étude, de 132 millions en 2020 (584 milliards USD) à 243 millions en 2040 (1 762 milliards USD).

- les populations enrichies, à forte capacité de revenus qui sont proches des critères de la classe moyenne mondiale, mais sont localement bien au-dessus de ce qu'on appelle les classes moyennes.

Cette perception est celle qui est intuitivement retenue par les interviewés, qui ne cessent de différencier les classes moyennes des autres classes et notamment des pauvres, dont Sally souligne dans son interview à Nairobi en juin 2009 (Simonini, 2009) : *"They live in the slums areas... they don't have money and sometimes they didn't manage to eat neither once per day... the wife is an housewife and they have six children... they don't have the opportunity to go to school"* ; et des riches ensuite, dont Félix, toujours à Nairobi nous dresse le portrait suivant (Simonini, 2009) : *"First of all there is the car. Then there is the neighbourhood they live and the places they go on holiday. They normally drive cars, of the more expensive types..."*.

Classe moyenne, revenus, inégalités et cohésion sociale
W. Easterly (2001:317-335) suggère que la classe moyenne intègre l'ensemble de la population comprise dans les trois quintiles du milieu, c'est-à-dire excluant le quintile des plus pauvres et celui des plus riches. Il identifie ainsi ce qu'il appelle un *"middle-class consensus"* qui rassemblerait dans un bloc de revenus assez proche environ 60 % de la population. En fait, Easterly associe la notion de classe moyenne à un niveau d'inégalités de revenus limité (coefficient Gini bas) et donc à une cohésion sociale forte. *"We predict that societies with a lower initial inequality as proxied by a larger share for the middle class larger share for the middle class and more linguistic homogeneity have more social cohesion and thus better institutions, and that these better institutions lead in turn to higher growth"* (Easterly, Ritzan et Woolcock, 2006 : 12).

La conséquence logique de cette approche pour l'ASS peut être double : soit on considère que la classe moyenne est très faible et non significative en la limitant au petit nombre d'individus ayant des conditions de revenus leur permettant de sortir de la vulnérabilité ; soit on maintient l'idée d'un caractère englobant et majoritaire de la classe moyenne définie par ce critère de revenus, et alors il faut accepter qu'une part considérable et majoritaire de la classe moyenne se situe en dessous des seuils internationaux de pauvreté.

Cela est d'autant plus dommageable que Easterly, Ritzan et Woolcock (2006) font de la "*middle class*" un vecteur central de la cohésion sociale, laquelle est considérée comme la clé pour la croissance et pour l'efficacité institutionnelle. Comment cela peut-il être le cas avec une catégorie sociale aussi hétérogène sur tous les aspects (revenus, éducation, statut, type d'activité, *lifestyle*/train de vie, etc.) ?

Classe moyenne, revenus et modèle de consommation

V. Mahajan (2008) propose une définition fondée sur l'analyse des marchés en Afrique et sur les deux variables du revenu disponible et des modèles de consommation. Il s'inscrit ainsi dans un ensemble de travaux dépassant largement le continent africain, et très présents en Inde. Ces travaux insistent sur les modèles de consommation incluant notamment les biens importés (Lama-Rewal, 2007). L'approche de Mahajan se situe aussi dans la lignée des travaux de Alba et Labazée (2007 : 96), qui montrent comment l'informalisation de l'économie au Sud, et particulièrement au Mexique, permet, grâce à la pression à la baisse sur les prix ainsi obtenue, l'accès à des biens de consommation type des classes moyennes pour des catégories sociales auxquelles la paupérisation ou le niveau de pauvreté interdiraient l'accès. Cette hypothèse est validée dans tous les pays africains disposant de populations urbaines significatives. Un lien direct est établi entre un appétit de consommation et le succès d'objets-type de l'enrichissement (portables, hifi, radio, télévision, etc.) et l'évidence de l'émergence des classes moyennes. Dans une classification en cinq catégories de pouvoir d'achat communément utilisée par les grandes entreprises pour cibler leur marché, les classes moyennes de petite prospérité occuperait la catégorie C et

marginale la D. Mahajan propose alors de diviser la société africaine en trois classes : Africa One (catégories A et B représentant de 5 à 15 % du marché et entre 50 et 150 millions de personnes) ; Africa Two (classes moyennes incluant la catégorie C soit de 35 à 50 % du marché et entre 350 et 500 millions de personnes) et qui serait en forte croissance ; et Africa Three rassemblant de 50 à 60 % du marché soit entre 500 et 600 millions d'habitants. L'analyse de Mahajan insiste sur un effet d'enrichissement de catégories moyennes à niveau de revenus globalement faibles, mais disposant désormais d'un pouvoir d'achat minimal (ce qui correspond bien aux enquêtes menées au Mozambique, Côte d'Ivoire et Kenya) pouvant se manifester dans l'achat de biens nouveaux et bon marché. Dans notre échantillon, Erica, employée supérieure et fille de petits commerçants, est représentative de cette catégorie supérieure de la classe moyenne inférieure. Cette approche ne voit plus la pauvreté comme un état incapacitant, mais identifie des "*capabilities*", un peu à la manière de Yunus et de Sen. Elle s'intéresse aux stratégies d'évitement de la pauvreté et de sortie de la précarité en Europe ou ailleurs (Fontaine, 2008). Les théories de l'"*affordability*", du "*bottom pyramid*" ou du "*Base of the Pyramid*" par Prahalad (2004) ou de manière plus instrumentale par Hardt (2005) se focalisent ainsi sur les pauvres et notamment sur les pauvres de petite prospérité, perçus comme des potentiels de consommation et d'entreprenariat à faible capacité d'investissement.

Ce travail présente néanmoins trois faiblesses majeures :

- d'une part la méthodologie utilisée pour établir les catégories et pour justifier les fourchettes est floue et ne permet pas de définir autre chose que l'intuition fondée sur la visibilité de trajectoires individuelles de « petite prospérité »²⁰ ;
- d'autre part, la description de ces situations de petite prospérité est inachevée et fait l'impasse sur la structure et la nature de ces situations, ainsi que sur leur signification en termes de comportements et de mouvements sociaux, économiques et politiques ;
- enfin, l'auteur ne dit rien sur la manière dont s'ajuste le prix de ces nouveaux biens de consommation avec les revenus disponibles. Obnubilé par la question de l'élargissement du marché et des potentiels commerciaux, il

²⁰ L'article du *Washington Post* (1^{er} septembre 2008) « In Africa a new middle-income consumerism » reflète cette intuition non validée.

oublie de montrer à la manière de Combarrous et Labazée (2003) et Alba et Labazée (2007) en Amérique latine, comment cette capacité à accéder à des biens type de la consommation des classes moyennes s'articule avec l'exiguïté du marché du travail en Afrique, la faiblesse des capacités financières et « l'informalisation » du commerce. Les interviews menées dans le cadre du projet en Côte d'Ivoire et au Kenya montrent comment les individus s'enrichissent ou parviennent à accéder à des biens *via* l'informalisation de toutes les pratiques (achat, normes, consommation, production...) et pourtant ne cessent d'aspirer à l'emploi formel moins bien payé pour stabiliser leur position.

La complexification de la classification

E. Duflo et A. Banerjee (2007) proposent une forme de repérage multicritères associant une fourchette de revenus directement liée au contexte de grande pauvreté des pays d'ASS et des critères plus sociologiques comprenant aussi bien le statut de l'emploi occupé (emploi qualifié et stable) que le rapport aux enfants (nombre, entretien et projet scolaire). Les auteurs décident que sont membres de la classe moyenne toutes les personnes dont la consommation quotidienne s'inscrit entre 2 et 10 USD/jour (1 000 à 5 000 FCFA/jour).

Le travail de Duflo et Banerjee souligne la nécessité d'associer à la notion de classe moyenne des critères autres que ceux du revenu, et notamment des critères fondés sur le comportement, les attitudes, les préférences et les attentes en termes de consommation, de style de vie et d'engagement. Si ce type d'approche paraît beaucoup plus intéressant parce qu'il tente de faire le lien entre une catégorie statistique et des modèles de comportements, encore convient-il de discuter de la pertinence des autres critères retenus dans chaque contexte et d'en questionner la disponibilité dans les pays d'ASS. C'est désormais sur ces points que l'effort de définition va porter.

L'exigence de diversification des critères de définition

La définition de la classe moyenne par les revenus (les quintiles intermédiaires par opposition aux très pauvres et aux très riches pour reprendre certains développements de Birdsall par exemple) laisse entrevoir une certaine unité à ce qui pourtant ne semble pas en avoir beaucoup. Ces textes montrent à quel point, avec cette notion de classe moyenne en ASS, on avance en terre inconnue faute de disposer de catégories fiables. Les

critères d'évaluation ne sont pas opérationnels, ou plutôt, chacun l'est en fonction des *a priori* qu'il pose. Les définitions de la *global middle class* placent la barre trop haut pour l'Afrique, la plupart des habitants ne peuvent y accéder, tandis que ceux qui y entrent se trouveront soit dans les seuils les plus bas, soit dans la partie la plus haute (sources de revenus captives ou occultes). Il est donc très difficile de cerner une classe moyenne en ASS. Il n'y a pas, au sein de la Banque mondiale, une cellule classe moyenne en ASS, de sorte que l'institution ne propose pas de critères adaptés à la région. La plupart des auteurs demeurent dans le flou. Dès lors, à l'instar de Mahajan ou encore de Birdsall ou de Ravallion, qui proposent des fourchettes sur des raisonnements logiques mais sans justifications théoriques ou empiriques, ils finissent par considérer l'ASS comme un cas particulier, soit en termes de type de classe moyenne, soit en termes d'incapacité à en produire. Cette notion de classe moyenne remet en cause toutes les catégories d'analyse qui servent à penser la réalité sociale en Afrique. Elle transgresse ainsi les oppositions secteur formel/secteur informel, activités licites/activités illicites et criminelles ; secteur privé/secteur public, etc.

Le problème majeur qu'affrontent ces études économétriques sur la classe moyenne est celui du fondement des classifications : en quoi un groupe statistiquement constitué autour d'un niveau de revenus moyen ou d'une capacité de consommation moyenne, c'est-à-dire tournant autour de l'axe médian ou échappant à la grande pauvreté sans entrer pour autant dans la richesse, est-il significatif ? En quoi est-il plus significatif que les autres catégories par exemple, pour reprendre les critères proposés par Ravallion, qu'un groupe de *lower middle class* (2 à 3 dollars), de *upper middle class* (9 à 13 dollars) et un groupe de *middle middle class* ? Pourquoi ne pas réduire cette notion à celle de catégories à revenus moyens ou médians (*middle income group*) ? Le plus souvent, ces analyses n'explicitent pas les présupposés sur lesquels s'appuient la construction et les discours sur la classe moyenne (*middle class*). D'où tout l'intérêt d'un regard différent, lié au premier, associant l'interprétation sociologique à ces critères de revenus et d'attitudes vis-à-vis de la consommation et de l'investissement, prenant en compte les positions sociales et les capacités relationnelles.

3. De l'usage du concept de « classes moyennes » en science politique et en sociologie : une analyse multicritères

3.1. Retour sur la notion de classe moyenne en science politique et en sociologie

La notion de classe(s) moyenne(s) ne se réduit pas à une position statistique sur la pyramide de distribution des revenus. Elle est supposée associer la position dans un mode de production donné et le sentiment d'appartenance à ce groupe ainsi déterminé, pour reprendre les deux critères objectif et subjectif de la définition marxiste classique de la classe sociale. Une simple position objective de revenus ou de statuts ne permet pas de tirer des conséquences sur l'existence d'un groupe social et encore moins sur son impact présumé sur les formes du développement économique, du régime et des institutions constituées. Cette conception marxiste ne peut être détachée de la notion de lutte des classes qui conduisait à l'opposition entre deux grandes classes sociales antagoniques et à l'attrition des autres classes par fusion dans ces deux blocs. La classe moyenne n'était donc pas vouée à se maintenir et encore moins à se développer chez ces marxistes. La notion de classe moyenne apparaît dans l'analyse marxiste comme une catégorie résiduelle et surtout temporaire, n'ayant pas de caractéristiques propres fortes.

Cette perception fonde la définition classique proposée par Halbwachs (1939 et 1972) : « *Il faut entendre par classes moyennes, une catégorie durable de personnes*

considérées avec leur famille, qui ont des revenus et aussi souvent un patrimoine de niveau moyen, intermédiaire entre celui de la classe sociale la plus élevée et celui des travailleurs et des salariés. Elle se réfère plutôt à des catégories de population urbaine et notamment de petites villes. Elle comprend le haut artisanat, les petits et moyens commerçants et industriels, une partie des professions libérales et les fonctionnaires moyens ». Cette définition est proche de celle de Max Weber, dont Halbwachs fut un lecteur (Ducret, 2005). Pour cet auteur, la stratification sociale se construit autour de trois objets centraux : le statut (prestige social), le revenu (la richesse et l'accès aux biens et services) et le pouvoir (direction de la société)²¹. La classe moyenne rassemble des entrepreneurs, des cadres et des petits bourgeois qui ont en commun une culture urbaine et une civilité (*domesticity*), disposent d'un niveau de compétence, d'éducation et de savoir-faire qui les protège ou les rend peu vulnérables aux crises. On peut alors distinguer des « professionnels », ou si on préfère des personnes disposant de fortes qualifications professionnelles sans pour autant détenir des moyens de production et des niveaux de rémunération très élevés ; et les « petits bourgeois », qui comme petits artisans ou petits patrons, possèdent leur propre entreprise et emploient des

²¹ On retrouve ces critères exprimés différemment chez Stuart M. Blumin (1989), insistant sur deux aspects : la place dans l'activité de travail d'une part (la situation) et d'autre part les expériences personnelles d'une identité sociale manifestée par les pratiques de consommation, d'habitation, de vie familiale et de mobilisation sociale. L'étude de Cox sur les "*Marginalized, integrated and precarious*" menée pour d'autres objets, est proche de ces critères retenus. Elle propose quatre critères de distinction de ces trois groupes sociaux proches de ceux-ci : régularité du revenu ; éducation ; occupation et statuts de l'activité économique qui peuvent aider, comme le suggère Leyssens (2006), à mieux comprendre les formations sociales actives en Afrique.

salariés mais sur un niveau limité et dans le cadre d'activités faiblement différenciées statutairement. Ces groupes sont unis non pas par une conscience de classe, mais par le partage de positions communes qui construisent la classe.

Pierre Bourdieu (1979) rejette les conceptions substantialistes des classes sociales. La classe moyenne est construite, comme toute classe sociale, autour de la détention réelle mais limitée de différents types de capitaux (capital économique, capital culturel, capital social et capital symbolique), dont les combinaisons différenciées déterminent la position sociale et donnent des types différents. La classe moyenne se rattache à ce qu'il appelle « la petite bourgeoisie » qui aspire aux pratiques légitimes, c'est-à-dire posées comme telles par la classe dominante. Cette « petite bourgeoisie » est composite et on y retrouvera un peu à la manière de Weber, la petite bourgeoisie établie (les petits patrons pour faire simple) et la nouvelle petite bourgeoisie (assise sur un capital économique limité, un capital social et culturel moyen comme les cadres moyens, professions culturelles moyennes, etc.). Ces catégories expriment des réalités relationnelles conflictuelles qui leur donnent leurs caractéristiques. En fonction du type de capital, des combinaisons de capital disponible et des apprentissages sociaux réalisés, elles développent des comportements différenciés. S'il n'y a pas d'existence objective d'une classe moyenne, pour Bourdieu (1984), les classes sont « des mythes bien fondés », des réalités relationnelles construites autour de la mobilisation de capital culturel et économique, susceptibles de mobilisation bien que n'ayant d'autre existence que virtuelle. Ainsi la notion de classe moyenne ne peut se comprendre que dans sa position par rapports aux autres classes, cette position contribuant à lui fournir ses caractéristiques et ses traits moraux associant ascétisme, ressentiment, intransigeance morale et ajustements constants (cf. classe moyenne et Bourdieu).

La classe moyenne apparaît comme l'ensemble de groupes sociaux, de statuts et de prestige, rassemblés autour d'une nébuleuse congruente de statuts sociaux (revenus, prestige, diplôme et instruction, occupation) très hétéroclites et fortement clivés, comme le montrent à titre d'exemples :

- la distinction entre le groupe des managers, « *professionals* » et responsables administratifs constitutif de la *service class* d'un côté, et celui des employés « *klerks* » dans le monde des cols blancs américains liés par un contrat (Goldthorpe, 1982) de l'autre côté. La théorie de la *service class* se focalise sur le groupe des élites administratives, managériales et de professionnels qui, tout en n'étant pas membres de la classe dirigeante, peuvent en raison de leurs compétences fortes, non seulement obtenir une rétribution significative en termes financiers de leur collaboration à l'organisation, mais aussi bénéficier de perspectives d'avancement fortes qu'ils valorisent collectivement (sens de la communauté d'intérêt, voir Goldthorpe, 1982). On exclura alors les « *routine white collars* » (*lower middle class*) pour se concentrer essentiellement sur le premier groupe ;
- la théorie de la « *new class* » aux Etats-Unis (Gouldner, 1979) identifie cette catégorie rassemblant les élites administratives et culturelles et les intellectuels qui appartiennent au haut de la classe moyenne et peuvent jouer individuellement leurs cartes de la promotion, compte tenu de leurs compétences acquises ;
- la théorie de la « *new working middle class* », développée autour de Giddens et qui intègre les éléments enrichis de l'ancienne classe ouvrière.

Bien que ces définitions portent en elles l'hétérogénéité de la classe moyenne en associant *upper middle class* (immunité et invulnérabilité aux retournements de conjonctures) et *lower middle class* (prospérité relative mais non pas invulnérabilité), elles présentent l'intérêt d'identifier plusieurs clivages constitutifs qu'on retrouve peu ou prou chez l'ensemble des auteurs qui utilisent cette notion (Bosc, 2008) :

- stabilité ou sentiment de stabilité du statut professionnel, voire relative invulnérabilité s'exprimant par un niveau de revenus et de patrimoine moyen mais prévisible ;
- intégration de la notion au niveau familial (supposant une prolongation des individus dans les générations futures et des valeurs communes) ;
- type d'activité supposant chez la plupart des auteurs la détention d'une compétence technique et culturelle ;
- statut autorisant la croyance dans la possibilité de promotion ;

- style de vie (*lifestyle*) permettant de s'intéresser, à la manière de Halbwachs (1938), à la conduite de vie matérialisée par le rapport entre le niveau de revenu disponible et les types de dépenses engagées et leurs mobiles (Halbwachs, 1938). On peut alors distinguer des régularités dans ces préférences autorisant à constituer par proximité de comportements et d'attentes des catégories sociales sur la base de modèles de consommation, de relations sociales, de valeurs...

On retiendra, en plus de critères de revenu, quatre variables susceptibles d'aider à l'identification des classes moyennes en ASS :

- identification de critères objectifs de stratification sociale : statut professionnel et type de métier ;
- identification des représentations sociales produisant, sur la base de ces critères objectifs différemment pondérés, des stratifications sociales significatives pour les membres du groupe ainsi construit et pour les extérieurs ; représentation et prestige social ;
- identification de comportements, attitudes et types de consommation : *lifestyle* et train de vie ;
- organisation de cette identité communautaire au sein de mobilisations sociales et d'organisations sociales : identité et mobilisation comme acteur collectif.

3.2. Le recours au critère de situation ou d'occupation professionnelle : le partage d'activités professionnelles de même type est-il un critère majeur ?

La classe moyenne a connu dans le monde développé une évolution assez complexe qui a rendu la notion toujours plus diverse, au point de la faire passer en français du singulier au pluriel (classe moyenne/classes moyennes) et dans le monde anglophone d'en multiplier les déclinaisons (*upper, middle, lower, new, etc.*). La classe moyenne apparaît comme une catégorie attrape-tout (*muddle class*) qui est ajustée au fur et à mesure que la société se transforme.

La comparaison de la classe moyenne en Afrique et dans le reste du monde est intéressante parce qu'elle oblige à poser la question de l'hétérogénéité particulière de ce qu'on appelle classe moyenne en Afrique, mais aussi et surtout celle de la situation du marché du travail. L'une des caractéristiques des classes moyennes dans les pays en développement est leur grande volatilité, en raison de la mutation des types d'emplois, de la « ténuité » (Combarnous et Labazée, 2003) et de l'« informalisation » du marché du travail, et des mutations de la consommation consécutives à la mise à disposition de nouveaux biens à faibles coûts et à la globalisation. La classe moyenne en ASS n'est pas nombreuse et la part de revenu qu'elle contrôle est limitée. Mais elle se démarque aussi par la composition des catégories socioprofessionnelles qui en font partie et par leur positionnement dans plusieurs modes de

production et systèmes de solidarité parallèles et concurrents. Les entretiens menés en Côte d'Ivoire, au Kenya et au Mozambique mettent en évidence la diversité des situations socioprofessionnelles des interviewés et de leur positionnement sur les différents secteurs et marchés du travail. Ils montrent la grande fluidité de la définition des métiers. L'appartenance à la classe moyenne en Afrique peut s'appuyer sur une activité professionnelle aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur informel. C'est l'un des défis de la conceptualisation de cette catégorie que de devoir la construire en transgressant d'autres catégories classificatoires bien établies comme celles du formel et de l'informel²². Comment caractériser dans ces conditions les classes moyennes en Afrique ?

En premier lieu, la classe moyenne en Afrique est largement dépendante de l'État tant pour ses emplois que pour ses revenus. En raison de la faiblesse du monde du salariat et notamment du salariat privé, de l'entrepreneuriat et du secteur marchand formel, la classe moyenne se compose, pour la majorité, d'agents de l'État. Ce qui pose aussi la question de l'intégration, dans la catégorie classe moyenne, des instituteurs ou employés de catégories B qui, bien que disposant de revenus limités, ont un capital culturel et

²² Voir les entretiens sur le site www.classesmoyennes-afrique.org. Ce site est l'un des supports du programme de recherche sur les classes moyennes en Afrique dont ce texte est l'un des produits.

²³ Etudes réalisées dans le cadre de ce programme et disponibles sur www.classesmoyennes-afrique.org

relationnel supérieur à la moyenne, ou des employés du secteur des services internationaux, notamment ONG et OIG, comme le montrent les études-pays réalisées²³. Ces salariés de la classe moyenne bénéficient pour la plupart de la redistribution de la rente gérée par l'État. La faiblesse du marché du travail, de l'industrialisation et du salariat privé

explique la faible contribution de l'ASS à la *global middle class*, d'autant que le salaire des fonctionnaires est bas et que nombre de ces salariés ne disposent que de revenus inférieurs à la partie basse de la fourchette de la *global middle class*, voire inférieurs au seuil de 2 USD/jour.

Tableau n°1. Salaire réel par fonctionnaire dans les pays de la zone CFA (Base 100 : 1990)²⁴

Pays	1986	1988	1993	1994	1996
Bénin	n.d.	100(c)	120	108	120
Burkina Faso	76	97	85	73	66
Guinée-Bissau	91(a)	104	81	70	65
Mali	121(b)	121	140	133	126
Niger	68	87	116	97	59
Sénégal	81	96	105	89	87
Togo	80	97	94	82	79
Non CFA n.d.	n.d.	n.d.	93	88	85

Source : I. Lienert et J. Modi cités dans Banque africaine de développement, *Rapport sur le développement en Afrique 2005*, p. 144, les données sur la Côte d'Ivoire étant indisponibles. a) 1987 ; b) 1988 ; c) 1989.

En second lieu, appartenir à la classe moyenne n'est pas gage de prospérité. La situation actuelle est proche de celle décrite par Georges Balandier en 1955 lorsqu'il note que « *Le salarié relevait de la modernité pour la définition de son travail, mais il était livré à la tradition pour tout ce qui devait remédier à ses déficiences monétaires et à son insécurité sociale. L'argent prenait pour lui la figure double du désir et de la hantise* » (1985 : XV). Cette analyse peut être relue à l'aune des situations actuelles dans lesquelles une partie du salariat demeure dans une situation de pauvreté et ne peut accéder à la petite prospérité, si ce n'est en trouvant d'autres sources de financement dans l'informel qui viennent saper son identité au travail, sa position par rapport à un métier.

Enfin, la classe moyenne en Afrique intègre un ensemble d'individus qui bien que n'ayant pas de revenus salariés ou non salariés formels disposent par leur activité dans le secteur informel de revenus relativement stables et substantiels (commerçants, métiers de la transformation, restaurateurs, loueurs de biens immobiliers, etc.)²⁵. C'est

le cas de la quasi-totalité des interviewés au Kenya (Simonini, 2009).

On a donc cette situation « étrange » dans laquelle une partie significative des salariés du secteur public notamment, qui disposent apparemment d'un avantage économique considérable grâce à la pérennité de l'emploi et qui sont dotés d'un capital culturel privilégié, se trouvent relégués parmi les pauvres (instituteurs, matrones...) ou doivent compléter leurs revenus en ayant recours à l'informel ; tandis que d'autres, comme les commerçants ou les entrepreneurs exclus du salariat et plongés dans le secteur informel, sont par leur statut socioprofessionnel et leur niveau de revenus rattachés à cette classe moyenne. On doit donc considérer la classe moyenne en Afrique comme un assemblage de catégories sociales très différentes dans leur rapport à l'emploi (fonctionnaires et gens du privé), dans leur rapport à l'État (gens du public, gens du privé formel, gens de l'informel), dans leur niveau d'éducation et capital culturel (éducation forte des fonctionnaires intermédiaires et supérieurs et plus faible

²⁴ Les données pour la Côte d'Ivoire ne sont pas disponibles.

²⁵ Norro (1999) : Selon le PNUD : « En Afrique subsaharienne le secteur informel s'est développé au rythme de 6,7 % par an entre 1980 et 1989, » et aurait créé 6 millions d'emplois entre 1980 et 1985. Sa part dans la main-d'œuvre urbaine dépasserait 60 % en 1990 », pp. 15-16.

chez les commerçants). Ce qui unifie ces catégories n'est donc pas tant le partage d'une situation commune ou proche que d'une position par rapport à d'autres types de formation sociale. Cette analyse est essentielle, car elle souligne à la fois tous les problèmes méthodologiques propres à la définition de cette classe moyenne et l'urgence de procéder à un travail de *mapping* des formations sociales en structuration en Afrique. Un exemple : selon le *National Bureau of Statistics* du Nigeria (2005), la classe moyenne dans sa partie basse est constituée pour 18,1 % de salariés et 23,9 % de non salariés et dans sa partie haute pour 20,9 % de salariés et de 19 % de non salariés et la classe moyenne constitue en 2006 27 % de la population totale nigériane.

Il faut donc accepter de faire rentrer dans cette classe moyenne un ensemble d'individus dont l'activité se déroule essentiellement dans le secteur informel. À ce titre, ils peuvent accéder aux mêmes catégories de revenus, voire à des catégories supérieures, que des actifs du secteur formel. Mais ils ne participent pas à l'institutionnalisation de l'ordre étatique et ne partagent qu'imparfaitement des styles de vie et des modes de consommation proches. La classe moyenne en Afrique apparaît ainsi comme beaucoup plus limitée quantitativement que celle des pays en développement, mais aussi beaucoup plus complexe à interpréter, tellement les écarts entre mondes d'appartenance et secteurs économiques sont larges.

Cette variable socioprofessionnelle est fondamentale pour comprendre les processus de formation sociale en ASS. Elle permet de souligner les types de transactions qui se négocient entre différents modes de production, ainsi qu'entre des acteurs engagés dans des stratégies professionnelles liées à l'État et des acteurs (majoritaires) qui lui échappent.

Le rapport classes moyennes et type d'occupation est beaucoup plus ouvert en Afrique que dans le monde occidental et associe des catégories sociales disparates participant à des modes de production ou à des types d'économie radicalement différents. Entre le fonctionnaire de haut niveau, le grand patron d'une multinationale délocalisée, le petit artisan et le producteur de services du secteur informel, le *hawker* dont le revenu dépend de sa capacité à vendre ses produits, la commerçante de rue, etc., ce ne sont pas seulement des niveaux de revenus,

d'éducation et de compétences qui se côtoient ; ce sont aussi des mondes, des types de solidarité, des modes de production. Le fait que l'essentiel de la classe moyenne tire ses revenus en totalité ou en partie du secteur informel a des conséquences sociales et politiques majeures. Les classes moyennes qui sont censées contribuer au développement économique et à l'institutionnalisation de l'État, sont engagées dans des activités parallèles aux normes étatiques. Il n'y a pas d'effet de renforcement réciproque, mais le développement d'initiatives productrices d'un ordre nouveau au sein d'une régulation officielle.

Par ailleurs, la participation à des emplois du secteur formel, notamment public ou parapublic ou liés à ces secteurs *via* des procédures de filialisation et de *outsourcing*, peut conduire à rendre ces classes moyennes totalement dépendantes de la classe dirigeante et à neutraliser ainsi leurs capacités. C'est ce que montre le travail de Soares de Oliveira sur la société Sonangol, qui contrôle le marché de l'emploi et interdit toute sorte de développement de formes alternatives ou indépendantes d'activité (2007). En Angola, la classe moyenne est identifiée à la capacité d'accession régulière à la rente pétrolière plutôt qu'à la contribution à une activité de production spécifique.

La logique individualiste que porte la notion de classe moyenne, puisqu'elle n'est pas fondée sur une conscience de classe spécifique, est d'autant plus fragilisée qu'elle est concurrencée par des principes communautaires d'autres appartenances, réduisant, amplifiant ou modifiant alors les modalités de mobilisation des classes moyennes (classes moyennes agissant non pas pour stabiliser un ordre politique mais comme le vecteur principal de mobilisations identitaires [ex : Ibos du Nigeria]).

Enfin, cette classe est en permanence en situation d'attrition. Comment pourrait-on avoir une classe moyenne en Afrique si chaque année 20 000 cadres supérieurs ou membres des professions libérales quittent le continent (Cheru, 1989), si les systèmes éducatifs ne parviennent plus ni à nourrir les enseignants et à leur assurer un statut de classe moyenne, ni à former les nouvelles professions, et si le secteur formel de l'emploi ne concerne en moyenne que 20 % de la population totale ?

3.3. Représentation, prestige social et mise en scène de soi

3.3.1. Le lien entre classe moyenne et représentation

La classe moyenne est souvent décrite comme cet ensemble vague mais massif qui se différencie des « pauvres », c'est-à-dire des exclus dont elle ne cesse de vouloir se détacher, et des « riches » auxquels ses membres ne peuvent se confondre mais auxquels ils aspirent à adopter les valeurs et principes de fonctionnement :

- opposition aux pauvres, parce que ces derniers sont en situation de survie permanente, n'envisagent pas une promotion de leur état, sont dans l'incapacité d'investir dans le futur et de tirer les bénéfices d'une gestion politique et économique qui construit le futur tout en sacrifiant le présent (et donc les pauvres et pas les classes moyennes). Les tentatives de définition de la pauvreté sont éloquentes. La pauvreté serait associée à un haut niveau de fécondité (fécondité non maîtrisée), une forte morbidité, une forte instabilité de domicile, au poids des traditions, à la faible éducation et l'absence de stratégies de capitalisation sur l'éducation, à l'absence de sources de revenus fixes. La classe moyenne s'oppose ainsi aux classes « barbares », au « péril » d'une masse pauvre et inculte. Comme le dit l'étude sur la Côte d'Ivoire, « ...ne pas mendier, c'est déjà faire partie de la classe moyenne » (p. 17). Être membre de la classe moyenne serait ainsi avoir réussi à s'extraire de la grande vulnérabilité, de nature structurelle, et pouvoir satisfaire aux besoins quotidiens et investir sur le long terme (si tant est que la stabilité politique le permette, ou que les infrastructures scolaires en offrent l'opportunité) ;

- opposition aux riches, parce que ces derniers profitent d'opportunités d'enrichissement au risque d'affaiblir les institutions et tendent à remettre en cause les modèles de comportements légitimes auxquels les membres des classes moyennes (petite bourgeoisie) s'identifient et ne cessent d'aspirer. Les membres des classes moyennes soutiennent le régime parce qu'ils investissent en lui (achat de maison, éducation, promotion de travail), qu'ils contribuent à son fonctionnement (par leur activité et leur consommation, et leur soutien au moins passif) et parce

qu'ils adhèrent au projet collectif et aux valeurs et principes légitimes tels qu'ils sont proclamés. Les interviews au Kenya ou en Côte d'Ivoire soulignent systématiquement à la fois l'attraction pour les riches et le rejet de leur laxisme moral, de leurs comportements déviants, lesquels aux yeux des interviewés fragilisent leur monde « d'adoption ».

Les petits bourgeois tendent à se rapprocher des élites, à s'identifier à la fois par les régularités de leurs comportements telles qu'identifiées par les observateurs, par la proximité de leur manière de faire et par les efforts constants de classification qui sont faits et qui conduisent à leur fournir un cadre d'identité. La notion de « petit bourgeois » souligne chez certains auteurs comment les classes moyennes ne cessent de se construire par référence et par emprunt aux manières et normes proclamées par les classes dirigeantes, dont elles ne peuvent jouer que de manière maladroite, soulignant ainsi leur situation de dominés.

Si certaines représentations sont fournies par un positionnement par rapport aux autres catégories, l'existence d'un sentiment d'unité ou d'une conscience collective propres n'est que rarement évoquée. Il est vrai qu'une représentation commune est presque antithétique avec la notion de classe moyenne qui postule un fort individualisme de ses membres et est par ailleurs très hétérogène. Ainsi la classe moyenne en Afrique du Sud ne donne jamais lieu à ce type d'interrogation mais seulement à des interrogations sur ses moyens matériels (Schlemmer, 2005) et conduit à une incapacité à en préciser les contours. Les *Black diamonds* apparaissent dans certains cas comme la population noire la plus riche tout en étant censés exprimer la constitution d'une classe moyenne. C'est qu'en Afrique du Sud l'accession des Noirs à la catégorie de revenus de la classe moyenne équivaut à appartenir à la partie la plus riche de la population noire. Rien ne transparait sur les représentations que produit cette catégorie d'elle-même et celles auxquelles elle donne lieu de la part des autres catégories sociales ; l'ensemble rendant la notion encore plus confuse.

Les catégories de populations identifiées comme « classe

moyenne » ne produisent pas d'elles-mêmes une identité particulière et n'affirment pas leur cohésion. Elles contribuent ainsi à leur invisibilité. Elles donnent des descriptions très individuelles de chacune de leur trajectoire et fournissent des types sociaux, des formes d'occupation professionnelle, des types de comportements radicalement différents. S'il y a une identité c'est celle que donne le fait de n'être « ni riche ni pauvre », d'être sorti de la pauvreté, de la masse pour s'en différencier tout en n'étant pas riche et d'aspirer à un modèle de comportement commun, celui présenté comme le modèle dominant de référence. Le sentiment de promotion s'accompagne toujours de la peur du déclassement, ces deux notions associées distinguant les membres des classes moyennes des autres catégories sociales.

3.3.2. Représentations de classe moyenne dans le roman et le cinéma africains

Autant la littérature de sciences sociales est faible sur le décryptage de ces « classes moyennes », autant il est possible de relire nombre de « classiques » de la littérature romanesque, les pièces de théâtre, la filmographie, la discographie, les chansons et les bandes dessinées africaines à la lumière des aspirations que l'on prête habituellement aux « classes moyennes » en devenir. La recherche du statut social amélioré y est une thématique constante, à travers l'exode vers la ville ou l'Europe, la lutte pour s'éduquer, l'affrontement de l'individu au groupe ou à la collectivité. La classe moyenne est rarement évoquée en tant que telle, mais on pourra s'interroger pour savoir si les attributs et les critères sociologiques des personnages ne se rapprocheraient pas de l'idée construite qu'on se fait d'elle en général et en Afrique en particulier.

Ainsi les conflits parents-enfants autour de l'idée du libre-choix du partenaire dans le mariage, dans les pièces comiques de Guillaume Oyono Mbia avec son « Notre fille ne se mariera pas » (ORTF, 1973) ou son « Trois prétendants... un mari » (Clé, 1969). Sont dans cette veine « Mélissa mon amour » d'Assiatou Diam, publié par Africa Ed. à Dakar et quelques recueils d'Isaïe Biton Koulibaly : « Ah, les hommes ! » (Lomé, Ed. Haho) et « Les leçons d'amour de ma meilleure amie » (Abidjan, Ed. Bognini). Dans « La flèche de Dieu » (Arrow of God), publié en 1964, du nigérian Chinua Achebe, le héros Ezuele est un prêtre

intellectuel qui a été à l'école des Blancs. Écartelé entre le mode de vie indigène et la culture occidentale dans lesquels il a été socialisé, il finit par combattre cette dernière. La lutte interculturelle se solde par la folie libératrice et purificatrice de Ezuele. Si « La flèche de Dieu » se termine en une *unhappy end*, la figure de Ezuele en tant qu'intellectuel met en relief son niveau d'instruction de type occidental présumé être celui des classes moyennes à partir duquel s'ouvrent des portes de la réussite sociale et matérielle. Les classes moyennes en Afrique sont-elles à cet égard des agents de l'interculturalité et de l'hybridation culturelle par excellence ? L'aspiration à autre chose de mieux traverse aussi le « Chemin d'Europe » de Ferdinand Oyono, paru en 1960, incarnée par Aki Barnabas, ce jeune homme qui rêve de France, la terre promise et des illusions.

Il existe aussi une riche filmographie qui met en scène des personnages de profil classe moyenne. C'est le cas de « La vie est belle » (sorti en 1987) de Dieudonné Mweze et Benoît Lamy, où le très populaire chanteur Papa Wemba joue le rôle de Kourou. C'est un jeune qui arrive, dépenaillé, de son village natal à la capitale Kinshasa, et exerce toutes sortes de petits boulots avant de devenir un chanteur à succès qui tombe amoureux de la belle Kabibi. Cette trajectoire sociale et initiatique se termine apparemment en *happy end*, Kabibi étant également convoitée par le patron chez qui Kourou était employé. Ville *versus* campagne, dans ce couple manichéen, la première sort gagnante offrant plus d'opportunités que la seconde, et confirme les nombreuses analyses de la littérature scientifique. Le film « FVVA » du réalisateur Mustapha Alassane, diffusé en 1972, est construit autour des quatre éléments « femme, villa, voiture, argent » qui sont considérés au Niger, au Burkina Faso et ailleurs, comme des symboles de la réussite sociale, incarnée par le personnage principal Ali, un modeste fonctionnaire qui, pris par le mirage et trompé par un marabout, finit par détourner la caisse afin de réaliser son statut rêvé.

La chanson « 4v » tirée de l'album « 69-80 » du malien Salif Kéita s'inscrit dans la même veine que le film de Mustapha Alassane : voiture, villa, voyage et virement bancaire. On aura l'embarras du choix avec « Agbana » (À crédit) une chanson *highlife* de variétés qui rappelle en bien de points l'« À crédit et en stéréo » du français Eddy Mitchel,

composée à la même époque dans les années 1970. Comme dans le film de Mustapha Alassane, il s'agit d'un jeune employé qui, à peine embauché après une longue période de chômage, a l'idée de s'acheter à crédit une Mercedes Benz, la marque automobile de la grande réussite sociale par excellence. Après paiement de ses mensualités, il ne lui reste plus rien pour le loyer et la nourriture. La chanson moque la Mercedes achetée à crédit, le frigo acheté à crédit, et le tout à crédit. À but moral et pédagogique, « Agbana » dessine, en le suggérant, le profil condensé de la classe moyenne au travers de ses traits essentiels. Ce que met en relief ce rapide survol de la littérature populaire c'est l'aspiration, la projection, le mouvement vers un horizon supposé meilleur, de sortir de sa condition présente.

La littéraire « populaire » (littérature sentimentale, polar, bande dessinée, etc.) constituerait une source d'information intéressante pour l'étude des classes moyennes, même si le numéro spécial « Les Enjeux du populaire » de *Présence francophone* (n° 72, 2009) n'aborde pas le thème. Cependant, les ouvrages du zaïrois Zamenga Batukezanga, véritables best-sellers (cf. www.litaf.cean.org), la littérature sentimentale (collection « Adoras » aux Nouvelles éditions ivoiriennes à Abidjan) et les BD dans la série « Monsieur Zézé » (Libreville) et « Goorgoolou » (Dakar) relative aux dépenses domestiques quotidiennes, fournissent des matières à réflexion sur les

aspirations des classes moyennes. Le romancier ivoirien Isaïe Biton Koulibaly montre dans « Le sang, l'amour et la puissance » (L'Harmattan, 2000) un soldat de deuxième classe Da Monzon, révolté contre sa hiérarchie, qui s'empare du pouvoir d'État pour instaurer la stabilité et la prospérité dans son pays. Da Monzon illustre une dimension de plus en plus raréfiée, la mobilisation collective, de la classe moyenne souvent tentée par le repli sur soi.

3.3.3. La représentation dans les médias

Dans les journaux occidentaux ou dans les reportages portant sur la classe moyenne, celle-ci est représentée le plus souvent sous les traits de membres de la "upper class" locale dont le train de vie est apparenté à celui des membres de la "global middle class". Ces personnages ne sont en aucun cas représentatifs des classes moyennes locales qui sont pourtant les seules à même de constituer un équivalent de ce qu'on appelle classe moyenne dans le monde développé. Deux articles reproduits ici illustrent cette vision d'une catégorie censée représenter désormais 25 % de la population africaine. Ils ciblent clairement la "global middle class" et non pas la petite prospérité dont les styles de vie sont très différents et cherchent à mimer le modèle « globalisé », ce qui conduit à occulter la réalité d'une classe moyenne locale bien éloignée de ces clichés.

Encadré 2. "Africa's new middle class embraces consumerism" de Stephanie McCrummen, extrait du *Washington Post* du 7 septembre 2008 :

Meet Denis Ruharo, an entrepreneur with a master's degree, a man who carries a BlackBerry and two cell phones, buys organic greens at a grocery store and sometimes does business over a cold Nile beer at a club called Silk.

"I have the mortgage and home improvement," he said, glancing at the budget he and his wife keep on their computer. "The car, car wash and parking tickets. Entertainment - cable TV, two movies a month. The health club. Then normally we vacation twice a year. Last time it was Nairobi (Kenya)."

"What else," he said, scrolling down on his Mac laptop. "Newspapers, charity, clothes, books and CDs ..."

In a region more often associated with grinding poverty, Ruharo is part of a modestly growing segment of sub-Saharan Africa - upwardly mobile, low- to middle-income consumers.

The group includes working Africans who make as little as \$200 a month, a paltry sum by Western standards, yet hardly the \$1 or so a day in earnings that describe life for about half the continent's population. Perhaps a third of all Africans, or 300 million people, fall into a middle category - people struggling to put their kids through school and pay rent, but able to buy a cell phone or DVD once in a while.

Their buying power is evident around Kampala, a green and hilly city where iron-sheet homes are interspersed with high-rise condos, streets are crowded with bikes and Japanese sedans, and the city's newest mall, Oasis, is under construction. It will be anchored by what amounts to sub-Saharan Africa's first Target-style superstore chain, Nakumatt, which sells corn flour, aromatherapy bath salts and nearly everything else. The company is opening two other superstores in Kampala, plus two in Rwanda, three in Tanzania and 11 in Kenya, where it began as a trading firm in the 1960s.

"It's psychological - people want upward movement," said Thiagarajan Ramamurthy, Nakumatt's operations director. "The appetite is increasing - the 14-inch TV became a 21-inch. The 21 became a 29, and the 29 became plasma. It's an aspiration".

Encadré 3. « Le consommateur africain, nouvel Eldorado » d'Anne Cheyvialle, extrait de Le Figaro du 10 septembre 2010 :

La pauvreté touche encore une grande partie de la population africaine mais certains pays, comme le Sénégal, comptent déjà nombre d'employés, cadres, banquiers, chefs d'entreprises.

Les entreprises misent sur la croissance démographique et l'émergence des classes moyennes du sous-continent.

Quand l'Afrique s'éveille... Le continent n'attire plus seulement les investisseurs pour ses richesses minières et pétrolières, mais aussi pour son immense potentiel de consommation. Les entreprises misent sur la forte croissance, l'explosion démographique et l'émergence des classes moyennes. «En 2040, sur le milliard et demi d'habitants que comptera l'Afrique subsaharienne, il y aura 240 millions d'urbains au revenu moyen équivalent à 20 dollars par jour, soit un marché annuel de plus de 1700 milliards de dollars », explique Luc Rigouzzo, directeur général de PROPARCO, filiale de l'Agence Française de Développement (AFD). « Le rythme d'urbanisation est du jamais vu: en 1950, il n'y avait aucune ville de plus de 1 million d'habitants ; le sous-continent en compte aujourd'hui 38, dont 5 qui dépassent les 5 millions. 80% de l'investissement se fait dans le bâtiment et la construction, les cimenteries fleurissent un peu partout », ajoute Luc Rigouzzo. Si l'Afrique, encore très dépendante de la conjoncture mondiale, n'a pas échappé à la crise, le ralentissement a été beaucoup moins marqué qu'ailleurs. La croissance en 2009 est même restée positive à 2,5% et devrait dépasser les 5% en 2010 et 2011, talonnant les grandes économies émergentes comme le Brésil. Certes, le continent a besoin d'une forte croissance pour assurer son décollage. De plus, il n'est pas un ensemble unifié mais multiple, composé d'une cinquantaine de pays et autant de diversités économiques.

Hausse des prix

Les émeutes de la faim la semaine dernière au Mozambique contre la hausse des prix témoignent de la pauvreté endémique qui touche encore une grande partie de la population. Mais il émerge aussi une classe moyenne, d'employés, cadres, banquiers, chefs d'entreprises... « C'est déjà une réalité dans plusieurs pays, Afrique du Sud, Kenya, Sénégal... », explique Jean-Marc Gravellini, directeur Afrique de l'AFD. Dans son ouvrage Le Temps de l'Afrique, Jean-Michel Sévérino, l'ancien directeur général de l'AFD, décrit ceux qu'on appelle les Black Diamonds en Afrique du Sud, qui représentent près de 2,6 millions, soit 12% des Noirs, qui quittent leurs "townships" pour rejoindre les quartiers plus huppés. Un peu plus loin, il cite l'exemple d'un jeune couple à Kampala, en Ouganda : Joseph, cadre, accro à son BlackBerry, et sa femme, Sandra, qui travaille dans une banque. Ils sont propriétaires, voyagent, épargnent pour leur retraite. Les entreprises ne s'y trompent

pas. Stéphane Richard, patron de France Télécom, a fixé comme objectif de doubler son chiffre d'affaires en cinq ans en Afrique et au Moyen-Orient. « Nous vendons beaucoup de recharges de 4 à 5 minutes, mais aussi de plus en plus d'abonnements Internet à 20 ou 30 euros », détaille Marc Rennard, directeur exécutif d'Orange en charge des opérations Afrique, Moyen-Orient et Asie. La réussite de l'entrepreneuriat africain illustre aussi la vitalité du continent, à l'image du Soudanais Mo Ibrahim, fondateur de Celtel, un opérateur télécom présent dans 14 pays ou du Nigérian Aliko Dangote, première fortune du continent, selon Forbes, avec 2,7 milliards de dollars. Agroalimentaire, ciment, textile..., son conglomérat rayonne sur plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

L'intégration régionale, si elle devenait effective, pourrait être un réel facteur d'accélération. Après l'accord début juillet pour la création d'un marché commun, les cinq pays d'Afrique de l'Est - Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie - ont pris une longueur d'avance ».

3.3.4. La présentation de soi : paroles d'émergents au Kenya et en Côte d'Ivoire²⁶

Les entretiens réalisés permettent d'identifier des thématiques communes à toutes les personnes pré-sélectionnées dans les deux pays.

- Sortir de la vulnérabilité sans supprimer le risque de déclassement

Il ressort de ces entretiens que les principales représentations de la classe moyenne sont relatives à la satisfaction de certains besoins élémentaires : se nourrir trois fois par jour, se loger décentement, s'équiper (radio, télévision, ventilateur, etc.) et à l'accès à des services sociaux, principalement l'éducation et la santé. À Nairobi, outre ces besoins élémentaires, faire partie de la classe moyenne signifie vivre dans un logement décent et non précaire, voire résider dans certains quartiers.

Les enquêtés en Côte d'Ivoire estiment normal de prendre en charge plusieurs personnes sous leur toit « *au regard de l'environnement culturel africain* » (Kouyaté et Toh, 2009 : 18). Considérant que l'État ne peut pas proposer suffisamment d'emplois, ils estiment qu'ils doivent eux-mêmes créer leur emploi, bien que les enquêtés non-fonctionnaires souhaitent travailler au sein de la fonction publique. La grande majorité d'entre eux ne peuvent pas épargner et très peu définissent la classe moyenne en termes de revenus. Le critère commun est celui de la

capacité à assouvir de manière structurelle ses besoins essentiels, de la possibilité de se projeter dans le moyen terme sans avoir peur du lendemain et de pouvoir penser à des projets pour le futur, aussi limités soient-ils (éducation de quelques enfants ; micro investissement, etc.). L'étude montre aussi la vulnérabilité de la classe moyenne, qui semble fortement touchée par la crise économique et l'inflation.

À partir des entretiens, en Côte d'Ivoire comme au Kenya, émergent deux catégories de classes moyennes : la classe moyenne basse et haute, qui rappellent les *lower middle class* et *upper middle class* anglo-saxons. Dans les cas ivoirien et kényan, les individus de la classe moyenne basse se définissent par opposition aux pauvres ou aux plus pauvres, qui sont associés au fait qu'ils mendient. Ainsi, « *ne pas être obligé de le faire, c'est déjà faire partie des classes moyennes* » (Kouyaté et Toh, 2009 : 17). Par ailleurs, ces populations sont attirées par l'émigration. Inversement, les individus de la classe moyenne haute se définissent en référence aux riches par le fait qu'ils « ne disposent pas de moyens extravagants (villa, études à l'étranger pour les enfants) » (Kouyaté et Toh, 2009).

- La prégnance de l'informel

La fonction publique assure une stabilité mais ne permet d'accéder à la classe moyenne qu'à condition d'être associée à des activités complémentaires, formelles ou

²⁶ Huit et neuf entretiens ont été réalisés respectivement dans ces deux pays. Concernant la Côte d'Ivoire, nous nous appuyons sur l'étude réalisée entre janvier et mars 2009 par Alain Toh, docteur en sociologie et Souleymane Kouyaté, doctorant (Kouyaté et Toh, 2009), et pour le Kenya sur l'étude réalisée en juillet et août 2009 par Ambra Simonini pour son mémoire en Master 2 (Simonini, 2009).

informelles. Dans le cas ivoirien, pour accéder à la richesse, et donc satisfaire ses besoins, c'est l'exercice d'activités politiques qui apparaît comme le principal tremplin : « *la politique est le moyen le plus sûr pour accéder à et la richesse* » (Kouyaté et Toh, 2009 : 25). Parmi les personnes considérées comme riches se trouvent également les hommes d'affaires.

L'étude kenyane montre que le second emploi ou la seconde source de revenus est une constante pour la quasi-totalité des fonctionnaires (les enseignants qui donnent des cours particuliers et enseignent en complément dans le privé) ou plus largement des classes moyennes. C'est donc essentiellement grâce à leurs activités secondaires que les professeurs de l'enseignement primaire dont le revenu oscille entre 10 000 et 15 000 shillings kényans (100 à 150 euros) par mois, peuvent être considérés comme faisant partie des classes moyennes inférieures. L'étude met aussi en évidence que les classes moyennes sont encore fortement dépendantes de l'État, que ce soit pour l'emploi ou pour le revenu.

- L'importance de la constitution d'un capital culturel

Contrairement à l'étude ivoirienne, l'étude kenyane met en évidence que la grande majorité des membres des classes moyennes ont un niveau d'éducation assez élevé à l'échelle du pays. La majeure partie d'entre eux a terminé l'enseignement secondaire, une bonne partie a fini les études universitaires. Certains ont même effectué des périodes d'études à l'étranger et notamment aux États-Unis ou au Canada. Ils remarquent une hausse de leur niveau d'éducation par rapport à leurs parents qui, au prix de sacrifices, ont financé leurs études. Eux mêmes, à leur tour, attribuent une forte importance à la scolarisation de leurs enfants et la considèrent comme un investissement pour le futur.

Nous avons ici quelques éléments pour poser la question de la durabilité et de la transmission d'un patrimoine entre générations. S'il est impossible de dire à ce stade de l'étude si cette capitalisation de l'éducation assure une accumulation de revenus et une amélioration de la situation sociale, il semble clair qu'elle ancre les membres du groupe dans le style de vie particulier des classes moyennes.

- Une faible identité politique

En Côte d'Ivoire comme au Kenya, les personnes interrogées n'investissent pas le champ politique. Le plus souvent, elles affichent une véritable méfiance à l'égard de la politique et des politiciens de leur pays. Ainsi, en Côte d'Ivoire, les riches sont souvent considérés comme des manipulateurs et/ou des personnes qui exercent des activités illégales. Quant aux personnes interviewées au Kenya, elles considèrent la politique comme une perte de temps et préfèrent critiquer le système « *de loin* » (Simonini, 2009 : 24). Nous observons aussi une certaine désillusion, notamment « *parce qu'elles ont l'impression que jamais rien ne changera* » (Simonini, 2009).

On perçoit ici à la fois la marginalité de ces petites classes moyennes dans les systèmes locaux de régulation politique et la faible efficacité attribuée aux formes d'expression politique officielles ; ce qui confirme leur faible capacité de mobilisation politique.

3.3.5. Lifestyles/train de vie : nouveaux besoins et types de consommation, lieux, espaces et modes de socialisation ; comportements et attitudes...

La notion de style de vie ou de types de consommation est souvent utilisée pour appréhender la classe moyenne. Elle postule que les différents groupes de la classe moyenne sont unifiés par le partage d'un style de vie ou d'un train de vie globalement commun, permettant de les distinguer des autres catégories sociales (Halbwachs, 1939). La notion de style de vie est difficile à cerner. Elle apparaît de manière statistique dans certaines études de l'Afrobarometer (voir notamment *The quality of democracy and governance*) et dans quelques analyses particulières (Gyimah-Boadi et Mensah, 2003) ou basées sur les *core welfare indicators*, questionnaire pour Djibouti, Ghana, Madagascar, Mozambique et Rwanda entre autres pays. La notion de style de vie s'exprime aussi, sur un autre registre, dans les questionnaires et l'iconographie réalisés par Joan Bardoletti sur la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Mozambique qui sont aussi de bons indicateurs de ces *lifestyles* caractéristiques des classes moyennes. Enfin, le train de vie permettrait d'identifier l'accession d'une catégorie toujours plus large d'individus au mode de vie occidental,

s'exprimant par exemple à travers la constitution d'un marché de la consommation significatif (Mahajan), 2008.

Il reste, et ce n'est pas le plus simple, à préciser les contours des régularités et préférences qui font le *lifestyle* et plus exactement le train de vie des classes moyennes en Afrique, c'est-à-dire ce que ces groupes considèrent comme devant être consommé pour répondre aux attentes de statut qu'ils s'imposent à eux-mêmes.

Ces classes moyennes se caractériseraient par leur accès à des produits de consommation « nouveaux », le plus souvent importés, marquant une couverture de nouveaux besoins (besoins secondaires de Engels et catégories 2 et 3 de la pyramide de Maslow) mais aussi l'influence du mode de vie occidental. D'abord la structure de la consommation se modifierait : les classes moyennes, en échappant à l'urgence de la satisfaction des besoins primaires (alimentation, logement, habillement), disposent d'un revenu disponible consacré à de nouveaux types de besoin (santé, éducation, logement, transports, etc.). Ensuite, elles investiraient dans des biens de meilleure qualité, plus chers, témoignant de leur passage dans une autre dimension et dans une modernité censée refléter la société développée, celle de la prospérité et d'une protection relative contre le déclassement. Le logement est en ce sens un excellent marqueur. Les images de Joan Bardoletti, la description du *Washington Post* (cf. encadré 2), proposent un inventaire non raisonné mais explicite de ces biens : ordinateur, blackberry, téléphone portable, livres, vêtement, télévision, chaîne hifi et radio, connexion internet, boissons alcoolisées embouteillées, affiliation à des systèmes d'assurance social et maladie, consommation de produits lactés, dépenses médicales.... Le marché très dynamique des téléphones portables, des téléviseurs, des chaînes hifi, Ipod, des batteries, l'expansion des produits cosmétiques (lignes adaptées à l'Afrique) sont ici encore des expressions matérielles de nouveaux modèles de consommation, tandis que les théories des *capabilities*, *l'affordability* et du *bottom pyramid* mettent ces potentiels de consommation au cœur des processus de développement.

Plusieurs auteurs soulignent l'influence du *lifestyle* européen dans la formation des représentations que se font les classes moyennes africaines de ce que doit être leur

train de vie. Dans *African Middle Class Elite*, Nyquist insiste sur l'importance des relations avec les Européens en écrivant au sujet de son terrain d'étude, Grahamstown, en Afrique du Sud : "*The community's depth of contact with Europeans going back to the 1830's, and the general importance of Grahamstown as an educational center, imply a more sophisticated population than its size might otherwise indicate*" (1983 : 1). De même, Coulon et Martin (1991) abordent par la phrase suivante le « processus de socialisation et d'enculturation (...) propre à tout effort de reproduction de groupe ou de classe » (p. 150) : « *il y a d'abord les éléments du mimétisme occidental : le vêtement, la voiture, la boisson, les écoles, etc., qui servent à marquer une distinction et une hiérarchie sociale* » (p. 151). R. Sklar écrit pour sa part "*The new class of Southern Nigeria is a phenomenon of modern urbanization. Men of initiative in the spheres of professional endeavor, public service, business enterprise, and education normally reside in the new cosmopolitan towns (or cosmopolitan sections of traditional urban areas). Their motivating values are derived primarily from Western education, their social perspectives are mainly non-traditional, and they support the nationalistic goals of rapid modernization and social reconstruction*" (1963 : 502). Ce repérage de « classes moyennes » par la convocation de modes de vie occidentaux reproduits montre la difficulté de donner une définition de classes moyennes « africaines ». L'aspiration vers le mode de vie et les facilités d'enseignement offertes par l'étranger est un vecteur fort de l'identification de ces classes moyennes.

Ces classes moyennes sont censées être porteuses de nouvelles valeurs et de représentations optimistes de la vie. La plus grande confiance dans l'avenir et la projection dans un avenir meilleur sont liées à la trajectoire de sortie de la pauvreté que ces catégories ont vécue directement ou à travers leur histoire familiale. Cela se traduit notamment dans leurs comportements. Ainsi les stratégies familiales conduiraient à une diminution de la taille moyenne des familles de classe moyenne et à la préférence donnée pour des stratégies individuelles ou de la famille nucléaire (parents et enfants), par rapport aux solidarités de groupe et de lignage. Ces classes se projettent dans l'avenir et investissent dans le futur, soit pour leur vie quotidienne, soit pour assurer la promotion sociale de leurs enfants. L'idée

de promotion et de progrès s'exprime par leur consommation de biens culturels, mais aussi par la priorité qu'elles accordent à la formation et à l'éducation. Leurs dépenses, notamment celles visant à la promotion, à l'investissement dans l'éducation, la santé et le logement, correspondent à autant de stratégies de promotion individuelle et familiale, de démonstration de leur changement de statut, l'emportant progressivement par rapport aux autres solidarités de groupe (voir l'enjeu souligné par Baker, 1988). Tous ces éléments demandent à être validés. On notera cependant que dans toutes les enquêtes conduites, l'investissement éducatif et la recherche d'une stabilité foncière et financière sont des

priorités absolues.

Enfin, ces classes moyennes investiraient de nouveaux lieux, espaces et types de consommation : les cafés, les lieux publics, les "shopping centers" plutôt que les marchés ouverts et de rue. Elles investiraient enfin l'espace public et les arènes où se rencontrent les gens qui disposent d'un revenu et qui contribuent à la discussion commune et à la gestion des affaires publiques. Des enquêtes en cours montrent l'augmentation des dépenses de consommation globale portant sur ces secteurs particuliers, mais aussi la mise à disposition, par les producteurs, de biens et produits à l'unité, ou à faible coût unitaire, permettant de solvabiliser de nouveaux consommateurs.

Encadré 4. La diaspora : expression la plus accomplie de la classe moyenne en ASS ?

Les diasporas africaines constituent-elles une classe moyenne en délocalisation partielle ou par procuration ? Les immigrés africains sont nombreux dans les pays du Nord et ont des occupations professionnelles et des statuts sociaux très variés. Certains sont dans les professions libérales ou cadres d'entreprises et font partie tant dans leur société d'origine que dans la société d'accueil de la "middle-class" avec de fortes variations *upper*, *middle* ou *lower* selon les cas. Mais la masse des diasporas africaines occupe des emplois et dispose de revenus stables dans la fraction basse de l'échelle des revenus et des classes inférieures des pays d'accueil : agents d'entretiens, de sécurité, petits employés du commerce et de l'industrie, employés de la restauration (voir Association des parlementaires, 2011). Ceux-là, déclassés dans la société d'émigration, entrent cependant dans les catégories "lower middle class" et "middle class" dans leur société d'origine.

Tous ces immigrés de la diaspora occupent dans leur société d'origine, avec laquelle ils restent liés, et dans laquelle ils organisent le plus souvent leur retour, des positions de "middle class" voire de upper middle class pour ceux qui disposent des niveaux de compétence les plus élevés. Dans son travail, de Fion (2007) montre comment les mineurs mozambicains, lumpen-prolétariés en Afrique du Sud, jouissent de statut de classe moyenne une fois rentrés dans leur pays grâce aux investissements qu'ils ont pu réaliser : maisons, voitures, aides à la famille, transfert d'argent, etc.).

Ils ont accès localement à une forme de prospérité, bénéficient d'un revenu significatif, influencent par l'orientation de leurs aspirations culturelles et de consommation les populations restantes, disposent de biens témoignant de leur statut de classe moyenne. Dans certains cas, ils jouent un rôle politique significatif à travers leurs associations ou représentations comme au Mali, au Sénégal, au Bénin, et au Togo, et peuvent influencer les choix économiques et politiques du pays d'origine. Les diasporas sont d'ailleurs devenues un véritable enjeu du développement de l'Afrique, au regard des politiques de codéveloppement ou de "brain gain", encore faudrait-il différencier les groupes socioprofessionnels concernés.

Dans la littérature scientifique, l'établissement d'un lien direct entre diaspora et classe moyenne est rare. Cette idée est cependant explicitée dans un article sur la classe moyenne ghanéenne (Luckham, 2005). Les auteurs proposent une typologie de la classe moyenne ghanéenne incluant les membres de la diaspora. Ils mettent en évidence l'absence d'étude empirique sur les associations et les réseaux qui lient les différentes catégories de la classe moyenne ghanéenne et pourraient déterminer leur capacité d'action collective. Un autre article (Obiagele, 1995) énonce que selon les standards américains, la majorité des membres de la diaspora africaine à Accra fait partie de la classe moyenne, ou dans une moindre mesure de la *upper middle class*.

3. De l'usage du concept de « classes moyennes » en science politique et en sociologie : une analyse multi-critères

Cette diaspora peut jouer le rôle de classe moyenne ou de *upper middle class* par procuration comme le montrent les politiques indiennes d'attraction de leurs « originaires ». Cette capacité dépend aussi fortement de la capacité des membres de cette diaspora à agir comme acteurs individuels et à s'émanciper des appartenances identitaires, comme l'illustre l'analyse de Neveu (1993) sur la communauté bangladaise à Londres.

4. Les enjeux de la mobilisation d'un groupe

4.1. La mobilisation politique et le rapport à l'ordre politique

Pour Halbwachs (1939), une classe sociale suppose une représentation collective. Or l'une des caractéristiques des classes moyennes réside dans l'association d'un sentiment diffus de « communauté » fondé sur le partage de dispositions communes, avec une très faible capacité de mobilisation collective spécifique. Selon Halbwachs, bien qu'occupant une place forte dans l'ensemble social, « *elles [les classes sociales] ne sont pas initiatrices de l'évolution sociale* » (Bosch, 2008 : 30). Les classes moyennes ne remettent pas en cause l'ordre. Elles soutiennent par leur masse les positions établies.

Chez Marx, la classe moyenne est un « résidu » historique qui n'a d'autre avenir que de disparaître, pour l'essentiel dans le prolétariat, et pour une petite partie, dans la bourgeoisie. Certains travaux actuels dans les pays riches tendent à valider cet aspect. Cette « classe moyenne » ne peut être une classe parce que la conscience historique de constituer une classe lui manque, qu'elle ne tire aucune conséquence organisationnelle du fait de partager certains intérêts communs, et qu'elle ne se construit pas contre d'autres classes (Ferréol, 1997 : 64-65). Une des caractéristiques les plus souvent présentée est qu'elle n'a

pas une forte cohésion, qu'elle n'a pas d'organisations particulières, et qu'elle se construit par différenciation et aspiration vis-à-vis des autres groupes ou classes sociales, mais pas par opposition frontale et conflictuelle.

En Afrique, rares sont les études qui identifient clairement des mobilisations de classes moyennes. Les travaux de Maupeu (1998) et de Maupeu et Lafargue au Kenya (1998) en donnent de rares exemples, mais la notion de classe moyenne demeure floue. En réalité, en termes de mobilisation, la catégorie supérieure de la classe moyenne semble être la seule à développer des formes de mobilisation active²⁷. La partie la plus structurée de la classe moyenne peut en effet négocier avec les classes dirigeantes des concessions sociales et politiques. Cette analyse semble trouver des échos en Inde notamment (Jaffrelot et van der Veer, 2008). Il est étonnant qu'en Afrique les spécialistes des conférences nationales ou de leurs équivalents dans le monde anglophone n'aient pas davantage donné à la notion une place particulière pour expliquer les mouvements de libéralisation ou de démocratisation.

²⁷ Le même type d'opposition existe pour étudier les classes pauvres et leur attitude à l'égard des régimes en place : à l'idée weberienne de classes révolutionnaires correspond l'analyse de Hobsbawm sur la Grande Bretagne indiquant que ces classes pauvres sont peu à même de se mobiliser faute de temps, d'espoirs, de moyens matériels et intellectuels pour y parvenir.

4.2. Des corrélations contestées et rejetées

Pour d'autres auteurs au contraire, ces classes moyennes, notamment lorsqu'elles sont confrontées à des régimes fragiles, sont les plus à même de provoquer de la déstabilisation et du désordre. Fantu Cheru (1989 et 2002) souligne ainsi qu'une partie substantielle de la population tente d'échapper au contrôle de l'État, à l'influence des politiques et aux types de gouvernance prônés par les organisations internationales, par le développement d'activités informelles court-circuitant les processus d'institutionnalisation des régimes. Cette thèse trouve un écho quasi constant dans les entretiens menés dans les trois pays d'enquête, qui montrent l'importance de ce secteur informel dans la construction des classes moyennes.

On notera que dans cette classification, le point de vue de certains auteurs évolue. Dans *Political Order in Changing Societies*, Huntington (1968) note que le développement capitaliste suscite un changement social majeur qui génère des demandes sociales d'autant plus difficiles à gérer qu'elles s'expriment au sein d'organisations sociales et politiques fragiles et encore fragilisées par ces changements. Dans ces conditions, écrit-il, "*The middle class makes its debut on the political scene not in the frock of the merchant but in the epaulettes of the Colonel*". L'ordre politique est assuré de manière autoritaire comme

alternative à des formes d'organisation sociale dont les capacités sont insuffisantes. Il souligne le potentiel de déstabilisation que portent des classes moyennes, qui font irruption dans le champ politique et qui sont enclines à trop exiger d'un appareil de régulation insuffisamment institutionnalisé et à fragiliser ainsi les capacités gestionnaires. Vingt ans plus tard, il écrit "*In virtual every country the most active supporters of democratization came from the urban middle class*" (Huntington, 1991). S. P. Huntington inverse ainsi quasiment son interprétation en décrivant un mécanisme de stabilisation par lequel le développement économique favorise l'urbanisation, la montée de l'éducation et des classes moyennes qui en bénéficient, et qui de ce fait soutiendront d'autant plus résolument l'ordre établi. Dans les deux visions, les enchaînements logiques sont soutenus ou contredits par les cas empiriques. Rien ne permet donc d'établir une corrélation robuste, et certainement pas dans des pays en régimes de transition et dotés d'institutions faibles, dans lesquels l'émergence des « classes moyennes » se produit en partie en violation de l'ordre légal existant. La thèse de l'institutionnalisation travaillée par Huntington en 1968 paraît, en revanche, particulièrement fructueuse pour interpréter chaque cas.

4.3. Des corrélations positives stimulantes ?

Pour la grande majorité des auteurs de la transitologie (Linz, Karl, Stepan), il existe des corrélations positives entre l'émergence de ces classes moyennes, l'expansion économique et l'institutionnalisation du politique. Comme le rappelle P. H. Baker (1988), ces auteurs considèrent que "*...people who have a greater stake in society have a greater propensity to protect that stake by responsible political participation*". Ces groupes sociaux par leur compétence sociale et politique, par leur niveau d'éducation et leur capacité à consacrer du temps aux affaires publiques et à en comprendre les règles, par leur capital économique, sont les plus à même de conforter un

ordre politique mais aussi de le reproduire (stratégies éducatives) et de l'amplifier. R. Lane (1970) montre que la situation de prospérité et le sentiment de protection relative (ou d'invulnérabilité immédiate) par rapport aux tracasseries du quotidien qui caractérisent les classes moyennes et les différencient notamment des « pauvres », sont propices à l'investissement dans la participation politique, l'information, l'éducation, la prise de parole publique et le vote.

S. M. Lipset (1959), a largement contribué à poser les fondements de cette dynamique positive autour des classes moyennes. Il écrit : "*Increased wealth is not only*

related causally to the development of democracy by changing the social conditions of the workers, but it also affects the political role of the middle class through changing the shape of the stratification structure so that it shifts from an elongated pyramid, with a large lower-class base, to a diamond with a growing middle-class. A large middle class plays a mitigating role in moderating conflict since it is able to reward moderate and democratic parties and penalize extremist groups" (p. 83).

En Afrique, cette classe moyenne étant très réduite quantitativement et disposant d'un niveau global de richesse très limité, la perspective démocratique ne saurait qu'être très sombre, même si quelques exemples montrent le contraire. S. Lipset note : *"Given the existence of poverty-stricken masses, low levels of education, an elongated pyramid class structure, and the "premature" triumph of the democratic left, the prognostic for the perpetuation of political democracy in Asia and Africa is bleak"*.

Pour l'auteur, ces éléments sont des variables ouvrant des possibilités et jamais, contrairement à ce qu'écriront plus tard d'autres auteurs, des causalités : *"The data available are, however, of a sufficiently consistent character to support strongly the conclusion that a more systematic and up-to-date version of Aristotle's hypothesis concerning the relationship of political forms to social structure is valid. Unfortunately, as has been indicated above, this conclusion does not justify the optimistic liberal's hope that an increase in wealth, in the size of the middle class, in education, and other related factors will necessarily mean the spread of democracy or the stabilizing of democracy"* (Lipset : 103). *"These suggestions that the peculiar concatenation of factors which gave rise to western democracy in the nineteenth century may be unique are not meant to be unduly pessimistic. Political democracy exists and has existed in a variety of circumstances, even if it is most commonly sustained by a limited cluster of conditions"* (id.).

J. Gay (2003) souligne pour sa part dans son étude sur l'Afrique du Sud, le Lesotho, le Mali, le Malawi, le Nigeria, la Tanzanie et la Zambie que le soutien au processus de démocratisation et au nouveau régime établi après la démocratisation est d'autant plus fort que les personnes interrogées appartiennent aux catégories les plus aisées, ou plus exactement celles qui ont atteint un certain niveau de bien-être mesuré en reprenant la définition de la liberté

donnée par Amartya Sen comme combinant un sentiment de bien-être économique, le statut social, l'accès à l'information et à la participation politique. On voit ainsi revenir cette idée de prospérité et de sentiment de stabilité qui serait la caractéristique principale de rupture entre les catégories pauvres et moyennes, fondée sur un ensemble de critères associant capital économique, capital social, capital culturel.

J. Gay montre que la relation entre développement et liberté n'est pas causale mais s'inscrit dans un cercle vertueux. *"The relation between development and freedom must not be interpreted as one of simple causality. There is a virtuous circle implied by the desire of the better-off respondents for a democratic society. They are well-off, which leads them to want a democratic society. Why is that ? Surely the reason they want democracy is because the freedom which they experience in a democratic society gives rise to yet more development by enhancing the very political participation, economic assets, social networks, information access and personal security which make them like democracy in the first place"*.

W. Easterly (2001 et 2006) soutient cette thèse en notant que plus la masse de revenus contrôlée par les trois quintiles du milieu de l'échelle des revenus est faible, et plus le bilan de l'État en termes d'*accountability*, d'*effectiveness* et de résilience institutionnelle est fragile. Pour lui, ce critère de revenus permet d'identifier la présence d'une classe moyenne significative qui peut dépasser les conflits et les lignes de fractures sociales de type identitaire (ethnique, religieuse, régionaliste) et conforter ainsi le système politique et le contrat social liant l'État et la société. On retrouve ici la thèse classique sur les formes de solidarités verticales et horizontales dans les sociétés qui conduit à privilégier les formes transversales permettant, sur la base d'une plus forte individuation des relations sociales, d'entamer des négociations entre intérêts en présence, de conclure des accords et de former des alliances toujours susceptibles de se modifier (Lipset, *Federalist papers*). La classe moyenne empêcherait ainsi l'accaparement du pouvoir par des groupes communautaires et notamment des regroupements ethniques et permettrait au contraire une homogénéité de la société, et par conséquent une plus grande efficacité d'un point de vue économique. La classe moyenne

permettrait à un pays de passer de la société archaïque à la société moderne avec d'autant plus d'aisance qu'étant un phénomène essentiellement urbain elle se lance dans des activités économiques modernes et facilite le déploiement du secteur secondaire et surtout tertiaire, au détriment du secteur primaire.

Parallèlement, ces classes moyennes (ou ces groupes à revenus moyens) qui contrôlent une partie non négligeable du revenu (et des voix) peuvent agir comme un contre-pouvoir actif auprès des dirigeants. Elles soutiendront d'autant plus les efforts de bonne gouvernance et de développement de l'économie de marché qu'elles dépendent directement, pour leur sécurité et leur promotion, de ces orientations qui posent les jalons d'une future croissance et donc de leur futur enrichissement. Ce faisant elles renforcent et stabilisent les institutions, qui contribuent pour leur part à promouvoir la croissance économique dont elles sont les premiers bénéficiaires. C'est que la classe moyenne donne à l'État ou aux arrangements institutionnels une inertie considérable. Elle fonde leur aspect routinier, participe à l'institutionnalisation et ce faisant à la fois à leur stabilité, leur prévisibilité et leur efficacité (faibles coûts de transaction ; réduction des coûts de gestion). J.P. Warnier (1993) indique que l'installation démocratique suppose un accompagnement par la montée des classes moyennes : fonctionnaires, fonctionnaires chevauchant, entrepreneurs et marchands (p. 281).

Le travail des économistes étudiés plus haut (Ravallion, Easterly, Birdsall, etc) postule que les classes moyennes ne peuvent que soutenir un régime politique qui investit et agit de manière transparente, parce que leur propre situation et leur avenir dépendent de cette politique. La corrélation forte entre l'importance des classes moyennes et la croissance économique est systématiquement affirmée ou au moins supputée. Moins il y a de classes moyennes dans un pays donné, plus les risques de crise économique et d'instabilité sont importants. Bref, elles ne peuvent qu'être des soutiens au développement (assimilé abusivement au modèle de mondialisation libérale alors que dans les pays émergents producteurs du plus grand nombre de nouvelles classes moyennes on est plutôt dans le modèle d'État développemental) puisque leur futur est lié

directement à des "*accountable and effective States and institution*".

On retrouve cette idée dans les analyses néomarxistes ou la sociologie de la domination, mais avec un a priori péjoratif. Le petit bourgeois est perçu comme celui qui par son appropriation de l'idéologie mais pas des pratiques des dominants, alors qu'il n'occupe pas une position dans le mode de production lui permettant de s'assimiler à la classe dominante, assure le maintien des normes déclamées par l'ordre existant. Il valide ces normes et les survalorise alors que les catégories dominantes qui les fondent s'en émancipent. Cette vision maintient une analyse en termes de lutte et de domination (la classe moyenne est incluse dans les classes dominées), mais elle en différencie les effets. Cette analyse valide l'idée d'une classe moyenne qui consolide l'ordre social théorique (les institutions), à la différence des riches qui en tirent bénéfice tout en y dérogeant. D'où les perceptions souvent péjoratives du petit bourgeois, affecté par une fausse conscience. Cela est d'autant plus fort que Bourdieu par exemple rappelle que la « bourgeoisie » est partiellement constituée d'une nouvelle bourgeoisie (ingénieurs...) le plus souvent issue de la classe moyenne par leurs parents, ce qui consacre les aspirations à la promotion sociale des classes moyennes et donc au soutien à l'ordre.

Pour tous ces auteurs, la classe moyenne est au cœur de tous les processus de modernisation, de stabilisation politique et d'institutionnalisation. Ce courant classique de la sociologie politique a certes occulté la notion de classe dans les années 1980-2000 au profit de ses équivalents sémantiques (société civile, petits bourgeois, etc.), mais le principe même de la constitution d'une vaste catégorie sociale composite produite par l'expansion économique, investie dans la réussite sociale, dans la modernisation et dans le soutien aux politiques de gouvernance responsable, est constamment réaffirmé. La corrélation demeure néanmoins faible et laisse ouverte une interprétation non significative : la classe moyenne étant censée rassembler la majorité de la population, elle est alors déterminante quantitativement dans le maintien d'un régime et d'un ordre qui se civilise.

4.4. Des interprétations plus nuancées de ces corrélations

Rueschemeyer et Stephen (1992) reprennent, dans une perspective d'analyse du changement social, ce type de corrélations liant la démocratie et la "middle class". Dans la même perspective, Walraven et Thiriot (2002) écrivent : « *contrairement à ce que prétend Lipset, les classes moyennes tendent à jouer un rôle ambigu dans la démocratisation, tandis que les classes ouvrières se sont montrées les plus cohérentes dans leur lutte pour la démocratie. Pour gagner, toutefois, elles dépendaient d'alliances interclasses avec les classes moyennes* » (pp. 86-87). Au sujet de la Zambie, Randall et Scarrit (1996) les citent également en écrivant « *la coalition entre classes moyennes et supérieures (...) était à la base de la formation du MMD, mais elle est loin d'être consolidée, et Rueschemeyer et al. n'envisagent pas une coalition constituée de classes qui ne sont pas totalement formées et qui sont profondément fractionnées* » (p. 40). Par ailleurs, Fattouh (1995) en se référant à eux, retient que « *la démocratie est impossible sans la prise en main de leur destin par les classes inférieures et en particulier par les classes ouvrières (...). Ni les dirigeants prédateurs ni les secteurs intermédiaires n'encouragent cette prise en main ; les classes inférieures doivent la leur arracher. La démocratie en Afrique est donc une question d'équilibre du pouvoir entre ces trois classes* » (p. 89).

M. Bratton (2006) vient apporter à ces analyses une note discordante à propos du lien entre pauvreté et démocratie, qui permet de questionner ces corrélations postulées mais non démontrées, sur les classes moyennes. Il note que les sciences sociales ont élaboré un ensemble d'explications permettant de comprendre le rapport négatif entre pauvreté et soutien à la démocratie. Ces explications sont de deux types. Le premier fonde la faible compatibilité pauvreté/démocratie sur l'incompétence et l'incapacité des pauvres ; les pauvres fragiliseraient la démocratie, car ils ont moins de temps à consacrer aux formes de participation qui vivifient la démocratie ; parce qu'ils doivent en priorité satisfaire à des besoins « primaires » ou de survie et n'accordent alors pas d'importance à des besoins d'ordre supérieur comme la liberté ; parce qu'ils ne peuvent accéder aux nouvelles valeurs qui sont portées par le principe démocratique ; parce qu'ils n'ont pas la

compétence, ni l'éducation ou l'information leur permettant de s'engager utilement. Le second fonde cette faible compatibilité sur le fait que les sociétés les plus pauvres disposent de très peu de moyens pour faciliter la diffusion des principes démocratiques et favoriser l'enrichissement au profit de tous. L'analyse empirique que M. Bratton a menée à partir du *Lived poverty index*, qui teste les comportements individuels vis-à-vis de la démocratie, donne des résultats assez opposés. « *Thus, while social scientists have consistently found strong aggregate correlations between indicators of national wealth and democratic endurance, we are not able to find any important linkages between individual lived poverty and citizen behaviours and preferences that are key to the health of democracy. To the extent that these findings from seven Southern African countries could be replicated elsewhere, this suggests that the key dynamics behind the link between democracy and wealth occur at the macro level: that is, rather than resulting from poor citizens who are less democratic in thought and deed, it may simply be that poor countries are less able to afford or maintain the things vital for sustainable democracy, ranging from formal state institutions such as quality electoral machinery and a well-resourced legislature, to societal institutions such as effective political parties, an independent news media, and a vibrant web of civil society organizations* ».

Ce LPI (*Lived poverty index*) utilise un critère de revenus, mais aussi des variables d'accessibilité et d'usage de biens, expression du bien-être ramenant l'idée de pauvreté à une expérience vécue individuellement et non plus à des grandeurs macroéconomiques. Ce type d'approche peut être étendu aux classes moyennes et demande de passer d'une approche macro à une approche micro ou *bottom up*. Ce ne seraient donc pas les classes moyennes qui seraient la variable explicative mais les institutions. *In fine* seul le contexte peut expliciter la position des classes moyennes et leur capacité de mobilisations politiques. Une diversité d'autres variables intervient (capacité institutionnelle, *social trust*, état des inégalités sociales, structures des clivages etc.), ce qui explique que ces relations, classes moyennes / stabilité politique demeurent intuitives.

4.5. Conclusion sur les corrélations

Dans une partie de la littérature influencée par les thèses de la modernisation, l'idée de catégories sociales moyennes, voire de classes moyennes, porte avec elle un aspect rassurant. Cette notion démontrerait la capacité naturelle du marché à bénéficier au plus grand nombre, à répondre aux attentes de la masse de la population ainsi insérée dans le modèle de production et de consommation, et dès lors principal soutien des régimes politiques proposant des politiques économiques organisant la prospérité. Cette expression « classe moyenne » rassemble des individus et de groupes caractérisés par leur modération, leur « bon sens », leur caractère routinier et fortement prévisible qui font du maintien de leur style de vie, de leur prospérité et de leur tranquillité leur priorité. L'inertie politique est ainsi une de leurs caractéristiques principales, ce qui assurerait le maintien d'un système politique ou d'un régime dès lors qu'il leur offre la garantie de la protection de leurs intérêts (quel que soit le régime). Ces interprétations proposées pour les États africains, sont directement calquées sur ces logiques de bon sens apparent, tirées d'une analyse non validée des trajectoires politiques occidentales. C'est ce qui ressort par exemple des articles de journaux et des médias mettant en avant le rôle des classes moyennes sur la « révolte de jasmin » en Tunisie. Or, comment pourrait-on procéder sans précautions à une telle transposition, alors que la composition de ces classes moyennes africaines s'éloigne considérablement de celles des pays développés ? Cette notion de classe moyenne peut-elle avoir un sens « unique » lorsqu'on sait, par exemple, que les fonctionnaires ou plus largement les « gens du public » en Côte d'Ivoire disposent de revenus qui les placent dans la catégorie inférieure à celle de la classe moyenne ? Cela suppose que ces fonctionnaires disposent d'accès parallèles à des revenus dans le monde de l'informel, et

dénature ainsi le rôle stabilisateur de la classe moyenne ; ou au contraire entretient l'idée que la classe moyenne est aussi engagée dans des activités « criminelles » ou « illicites » qui ne participent pas à l'institutionnalisation de l'État. Comment peut-on dans ces conditions qualifier ces catégories sociales de classes moyennes (au sens classique du terme), dès lors qu'une partie d'entre elles sont dans le secteur informel, contournent les règles de l'État et contestent les normes qu'il produit ? Pire, comment peut-on estimer que ces classes ainsi positionnées vont favoriser le « *capacity building* », l'émergence d'institutions solides, la transparence et la lutte contre la corruption ? Il y a ici un ensemble de paradoxes qui interroge l'usage même de la notion de classe moyenne dans ces types d'État.

Si on considère que la classe moyenne est un regroupement logique d'individus unis par leur commune accession à la prospérité (plus ou moins grande), le refus du déclassement et une aspiration à l'ascension sociale, on comprend mieux qu'on est confronté à un ensemble très individualiste, agissant non pas par une mobilisation active, mais par l'inertie qu'est censée leur donner leurs poids démographique, économique et politique. Loin de constituer un ensemble mobilisable, ce serait une masse inerte fonctionnant de manière grégaire (effet de suivisme et faible capacité à la mobilisation individuelle), et mue essentiellement par le maintien d'avantages individuels et la peur de les perdre. Cette caractéristique de faible mobilisation associée au poids très limité de ces catégories en ASS peut expliquer le peu de pertinence d'une polarisation sur les classes moyennes en Afrique pour interpréter les mutations sociales et économiques et le peu de mobilisations qui y ont lieu, alors que les mobilisations communautaires restent très nombreuses.

4.6. Une notion floue, des corollaires sous-jacents toujours très présents

« *Quand l'éléphant maigrit, les gazelles meurent* »

(Proverbe camerounais)

Le débat sur les classes moyennes en général et en Afrique

en particulier est conditionné par d'autres enjeux concernant la stabilité et l'efficacité institutionnelle, la croissance économique et la marginalisation ou pas de

l'État et des sociétés africaines. Il ne s'agit pas de s'intéresser à une catégorie particulière en elle-même, mais bien de poser à travers une discussion sur l'existence de ce groupe parti-culier, un ensemble d'hypothèses concernant les transformations économiques, sociales et politiques. En ce sens, la « notion » de classe moyenne est prisonnière du débat plus global sur le « développement ». Le retour du concept de "*developmental state*" dans la littérature sur le développement et l'influence des expériences asiatiques, liées notamment à des alliances conclues entre bourgeoisie et dirigeants de l'appareil étatique et à l'émergence d'une « classe moyenne », favorisent le renouveau de cette notion après de nombreuses années d'oubli dans la littérature des sciences sociales.

Comme le montrent les articles de journaux, rendre visibles les classes moyennes n'a pas pour enjeu la simple description d'une réalité sociale. Il s'agit surtout pour ce type de littérature, de dévoiler les processus de changement en cours en Afrique, de montrer que la « modernisation/globalisation » est bien réelle sur le continent, que ce dernier n'est pas laissé pour compte, mais bien engagé dans les mêmes processus que les autres régions du monde, et que cette expansion des classes moyennes conduit inexorablement à la démocratisation, à la libéralisation de l'activité économique et à la victoire de la libre entreprise, etc.

Les sciences sociales ont établi des corrélats liant positivement le développement des classes moyennes à la stabilité des régimes, la consolidation de la démocratie, à la bonne gouvernance et au développement économique. Sans doute faut-il y voir l'influence des travaux de Weber qui associait les classes pauvres à un potentiel révolutionnaire et les classes dirigeantes au conservatisme absolu, les classes moyennes portant à la fois le conservatisme et l'innovation.

Ces corrélats semblent en ASS, comme partout, fragiles et ne présenter qu'un facteur d'explication non déterminant parmi une multitude d'autres (Bratton, 2006). L'utilisation des critères de statut professionnel, de représentation, de

style de vie et de mobilisation permet de faire apparaître non plus une convergence statistique d'individus au sein d'une fourchette de revenus, mais des dynamiques de formation sociale qui travaillent les sociétés d'Afrique subsaharienne en profondeur, sans distinction de secteur (formel ou informel), selon les trajectoires propres à chacune d'entre elles. Deux conclusions ressortent à la suite de cette étude multicritères :

- tout d'abord le flou qui entoure la notion de classe moyenne et plus largement toutes les interrogations sur les formations sociales et les catégories socioprofessionnelles en Afrique subsaharienne est patent. Cela ne fait que confirmer le peu de substance de la notion. Ce constat est le même quant à des infra catégories équivalentes ou connexes tout aussi peu robustes (minorité de dirigeants, élites, forces vives, dirigeants, émergents...). Cette indétermination ne signifie pas qu'il faut cesser de s'interroger sur l'émergence de nouvelles catégories sociales. Elle ne fait qu'exprimer que cette émergence suit des trajectoires particulières propres au contexte historique qui est le sien. L'importance relative des critères retenus et les représentations sociales et comportements de classe varient ainsi de manière radicale au Mozambique, au Kenya, au Ghana et en Afrique du sud. Sur tout le continent africain, des formations sociales nouvelles se constituent, mais elles suivent chacune leurs dynamiques propres ;
- ensuite, l'insuffisance dramatique des données disponibles. La question de la structure sociale et de la formation sociale des sociétés africaines à travers les activités socioprofessionnelles et l'organisation de pratiques professionnelles constituant un marché du travail apparaît comme un parent pauvre, un thème oublié de la littérature. L'absence de données robustes sur les classes moyennes ou sur les différentes catégories socioprofessionnelles n'empêche pas de les associer systématiquement à des dynamiques sociales et économiques. C'est autour de ces corrélats virtuels que la notion de classe moyenne fait son retour depuis le début des années 2000.

5. À la découverte des formations sociales en Afrique : “Mapping the Middle”

Le principal enseignement de cet état de l'art sur les classes moyennes en Afrique est la pauvreté des connaissances concernant les catégories socio-professionnelles en Afrique, et plus largement sur la constitution des formations sociales en lien avec les mutations du marché du travail et de la consommation. Le faible cas fait des catégories socioprofessionnelles est une spécificité forte des recherches sur l'Afrique. Il peut s'expliquer par différents facteurs : la difficulté de la collecte de données objectives, l'attribution à d'autres catégories (société civile, élites, dirigeants, bourgeoisie politicobureaucratique, ethnies, identités ethno-économiques...) ayant un potentiel explicatif supérieur, la faiblesse du secteur du travail formel et sa capacité à influencer la structure sociale d'ensemble, une tendance de la recherche en sciences sociales, au cours des 30 dernières années, à osciller entre micro-analyses et macro-interprétations au détriment du méso.

Cette faible attention accordée aux formations sociales liées aux catégories socioprofessionnelles explique la particularité des méthodes analytiques utilisées sur les terrains d'Afrique subsaharienne, comparée à l'intérêt porté au travail comme facteur structurant de l'action sociale que l'on observe pour l'Asie, l'Afrique du Nord (Gobe ; Catusse et al) et l'Amérique latine (Labazée), comme pour le monde « développé ». Cet écart tend à renforcer le caractère de « spécificité » du social en Afrique subsaharienne.

Il est indispensable pour développer les connaissances des mutations en cours en Afrique, et pour rendre l'aide plus efficace, de pouvoir décrypter cette réalité socioprofessionnelle, en menant des analyses sur la base de faits plus précis et surtout plus systématiques (Absi, 2009). En effet, la montée en généralité des études sur l'Afrique, l'usage de catégories vastes et polysémiques

(sociétés civiles, couches émergentes, élites, dirigeants...) rendent invérifiables les affirmations contradictoires que l'on rencontre dans la littérature (retraditionnalisation et modernisation accélérée ; appropriation et rejet de la modernité ; développement rapide et régression ; criminalisation du politique et institutionnalisation ...). Cela contribue à réduire le continent africain à un terrain de paradoxes, de malédictions ou de lendemains heureux.

On peut utiliser la notion de classe à condition de l'interpréter non plus comme un critère automatique d'opposition et de conflit, mais comme un élément majeur d'interprétation de la stratification sociale, et de la constitution des alliances pour le pouvoir et l'action. C'est ce que propose Giddens dans *The class structure of the advanced societies* lorsqu'il écrit : “A class society is not one in which their simply exist classes, but one in which class relationships are of primary significances to the explanatory interpretation of large areas of social conduct”. Mettre au jour ces catégories sociales, peu visibles dans les médias, présente trois enjeux majeurs, deux scientifiques et un opérationnel :

- en premier lieu, cela permet d'identifier et d'évaluer leur nombre et leur signification sociale, mais aussi leurs trajectoires d'émancipation et de développement ainsi que le rôle qu'elles jouent dans la structuration de la société politique. En suivant la constitution de ces nouvelles formations sociales, on peut non seulement décrypter les processus d'enrichissement et de capitalisation en cours, mais aussi identifier les formes de régulation et d'institutionnalisation des rapports incertains entre des secteurs étatiques et non étatiques. On peut ainsi travailler sur une économie des pratiques (Labazée, 2009) ;
- en second lieu, ce type d'interrogation oblige à s'intéresser aux processus de régulation entre les groupes sociaux, et aux processus d'institutionnalisation d'un ordre social qui

se construit en marge du modèle étatique formel, mais également en lien avec lui ;

- enfin dans une perspective opérationnelle, l'identification de ces formations sociales permettrait de renforcer la capacité de compréhension de l'action publique, et de

mieux cibler l'aide, en l'orientant vers des catégories sociales plus à même d'en tirer profit et d'en valoriser le potentiel.

Conclusion générale

La transposition de la notion de classe moyenne en Afrique permet ainsi de tester la pertinence de ce concept sur cet espace particulier, mais aussi et surtout de dévoiler des dynamiques sociales et économiques susceptibles de modifier la vision à moyen terme du continent africain. L'intérêt récent de nombreuses sociétés (Walmart) et de certains États développés ou émergents en Afrique subsaharienne (Chine, Inde, Brésil, USA) alertent sur les mutations sociales et économiques en cours. De fait, la consolidation d'un espace marchand significatif sur le continent africain, soutenue à la fois par une forte croissance démographique et une demande accrue de produits africains, est anticipée par ces acteurs qui voient se recomposer les espaces sociaux et les territoires africains. Les mutations structurelles des sociétés africaines et l'émergence de nouvelles formations sociales et de nouvelles figures de la réussite sont en cours.

À la constitution d'une « *global middle class* » enrichie, qui peut dans certains pays comme l'Afrique du Sud occuper une place importante, s'associe l'émergence de nouvelles formations sociales « invisibles » de la petite prospérité, qui sont au cœur de tous les processus de transformation. L'émergence de ces nouvelles formations sociales, qui remettent en cause la notion de classe moyenne, relance le débat sur le développement en Afrique.

Elles dépassent en effet les frontières des catégories classiques d'analyse de la réalité sociale. Elles associent secteur formel et secteur informel, secteur privé et secteur public, stratégies d'occupation professionnelle et nouveaux modes de consommation, local et international... Il en résulte un ensemble hétérogène, constitué par diverses catégories professionnelles, mais uni par ces stratégies de

prospérité « en extensif » et la quête systématique de nouvelles opportunités de valorisation. Cette « transgression » par rapport aux catégories d'interprétation du social rend l'identification de ces nouvelles formations particulièrement difficile. Cela explique en grande partie leur invisibilité dans la littérature alors qu'elles sont un enjeu fondamental pour le développement et l'économie.

Les trajectoires de vie et les comportements de ces nouvelles formations sociales « de la petite prospérité » imposent de reformater en partie la notion de pauvreté en l'associant à celles de précarité et de prospérité. Ces deux dernières notions donnent beaucoup plus de souplesse à la première. Les stratégies consistant à superposer différents modes de production et de consommation et différents secteurs économiques existants en Afrique, permettent aux groupes sociaux qui les mènent, d'accéder à des types de biens théoriquement inaccessibles pour ces catégories de revenus. Pour ces populations, la pauvreté est toujours présente, mais elle devient compatible avec une petite prospérité en partie liée à la mutation des marchés des biens et services, et à la capacité de « faire dialoguer » des secteurs économiques et des formes de rationalités *a priori* exclusifs les uns des autres.

Il reste alors à savoir si ces nouvelles formations sociales en émergence sont susceptibles d'acquérir une signification sociale centrale dans ces sociétés et si elles sont capables de modifier leurs conditions de mobilisation et d'intervention dans la gouvernance et le développement. C'est l'enjeu central d'études expérimentales visant à mieux les cerner.

Annexe méthodologique

La note réalisée a été construite à partir de l'exploitation de la littérature disponible et de plusieurs enquêtes de terrain menées dans le cadre du projet « photographie » des classes moyennes. En particulier, les enquêtes conduites en Côte d'Ivoire en avril 2009 et au Kenya en juin 2009 sont ici utilement exploitées.

Le repérage des classes moyennes a été réalisé de manière exploratoire à partir des orientations suivantes :

1- Orientations méthodologiques :

1°) Approche classificatoire et approche ethnographique

Les deux approches sont ici retenues pour interroger aussi bien la définition des classes moyennes et leurs impacts sur les dynamiques collectives que la pertinence même de la notion en Afrique en particulier. L'étude retient :

- d'un côté, une approche classificatoire permettant de classer les personnes en fonction de statuts objectifs (ressources, professions, prestige, position sociale...) et les regroupant et les différenciant sur cette base ;
- de l'autre, elle adopte une approche ethnographique (à la Hoggart, 1957), visant à construire par l'observation minutieuse des individus, de leurs actions, comportements et représentations, des catégories globales « faisant sens » pour les acteurs locaux dans leur environnement spécifique.

2°) Classe objective et classe subjective

Cela suppose de distinguer deux stades d'interrogations à construire, en général et en Afrique en particulier, autour de la question classes « en soi » ou « pour soi » :

- le premier pose la question de l'existence objective de proximités statutaires et de positions entre un ensemble d'individus qui pourraient alors être constitués en un groupe « à part » autour de ces critères communs ;
- le second pose la question de la mobilisation sociale et politique des membres de ce groupe autour de cette identité statistique ou classificatoire, la subjectivation de cette situation objective, le passage du simple constat de proximités objectives à la subjectivation de ces spécificités par les individus. Une situation objective de rassemblement en classe ne constitue pas automatiquement une condition de constitution d'une communauté, comme le note Weber, mais peut y conduire, tandis que pour Marx la situation de classe emporte automatiquement le sens communautaire.

2- Le repérage des classes moyennes

Le repérage par les représentations :

Discussion sur les représentations produites de l'extérieur sur les CM et celles produites par les CM sur elles-mêmes : identification et présentation des CM. Cet aspect représentation est très important car il permet de discuter de l'identité classe moyenne, i.e de la subjectivité de cette catégorie (à la Weber) ou de la conscience de classe (en soi et pour soi) élément fort pour lier ces CM à des effets économiques, politiques, culturels...

On travaillera les représentations :

- dans la presse africaine ;
- dans la littérature savante sur l'Afrique ;
- dans la littérature experte sur l'Afrique ;
- dans la littérature romanesque (roman, théâtre...).

Le repérage par une sélection d'indicateurs :

Identification des critères :

Type d'emploi (CDD, CDI ; public/privé ; niveau de qualification et de compétence ; statut professionnel (employé, cadres...) ; formel / informel).

Niveau de revenu global de la famille.

Niveau de revenu global et niveau de revenu une fois les dépenses contraintes effectuées.

Niveau de revenu par tête/jour.

Capacité d'épargne.

Stratégie d'investissement en cours ? (investissements domestiques : maison, voiture, actions ; ou proximité avec des logiques d'entrepreneuriat...).

Nombre de repas par jour (3 ?).

Habitation : statut de l'habitation (location/propriété/accession ; maison, case, habitat collectif) ; lieu d'habitation (type de quartier ; positionnement urbain ; équipements et infrastructures disponibles : routes/pistes ; égouts ; eau courante, ramassage des déchets...).

Équipement du domicile (TV, radio, eau courante, électricité, réfrigérateur, ventilation, voiture...) ;

Types de consommation (satisfaction des trois types de biens ; accès à des biens « européens » ; accès à des biens culturels (journaux...)).

Comportements sanitaires (niveau de consommation médicale ; suivi auprès d'un praticien moderne ou d'un médecin traditionnel ; type et existence d'une assurance ou d'une couverture santé...).

Type de ménage et composition de la famille (nombre d'enfants, politique de natalité... ; nucléarisation de la famille et mutation des rapports à la solidarité communautaire).

Stratégie éducative (niveau scolaire des parents ; formation des enfants ; niveau de scolarisation des enfants...).

Trajectoires sociales sur plusieurs générations et aspirations sociales (...) et stratégies matrimoniales ou d'alliances.

Comportements culturels et sociaux : fréquentation d'espaces sociaux particuliers ; développements de « manières » particulières (vêtements, musique, danse, cuisine, rapport au jardin (potager ou d'agrément), voyages...).

Rapport au politique : participation à un parti ; à une association ; niveau de mobilisation politique ; niveau de politisation ; perceptions politiques.

Reproduction générationnelle de la classe moyenne ; accessibilité et ouverture.

Liste des sigles et abréviations

<i>AEF</i>	Afrique équatoriale française
<i>ANC</i>	African national congress
<i>ASS</i>	Afrique subsaharienne
<i>BMZ</i>	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
<i>CEAN</i>	Centre d'études d'Afrique noire
<i>DFID</i>	Department for international development
<i>DOC</i>	Drivers of change
<i>ENV</i>	Enquête sur le niveau de vie
<i>GMC</i>	Global middle class
<i>IDE</i>	Investissements directs étrangers
<i>IRD</i>	Institut de recherche sur le développement (ex ORSTOM)
<i>OCDE</i>	Organisation de coopération et de développement économiques
<i>OIT</i>	Organisation internationale du travail
<i>OMS</i>	Organisation mondiale de la santé
<i>ONG</i>	Organisation non gouvernementale
<i>ORSTOM</i>	Office de la recherche scientifique et technique outre-mer
<i>PAS</i>	Programme d'ajustement structurel
<i>PIB</i>	Produit intérieur brut
<i>RPC</i>	République populaire de Chine

Bibliographie

- ABOOTALEBI, A. R. (1995), "Democratization in Developing Countries: 1980-1989", *The Journal of Developing Areas*, 29 (4), pp. 507-530.
- AKYEAMPONG, E. K. (2006), *Themes in West Africa's History*, Barnes et Noble, Oxford.
- ALBA, C. et P. Labazée, (2007), « Libéralisation et secteur informel : réflexions à partir du cas mexicain », *Transcontinentales*, n°4, 1er semestre.
- ANDERSON, D. et H. Maupeu. (2003), « Kenya, la succession de Moi », *Politique africaine*, n° 90, pp. 5-16.
- ANYANG'NYONG'O, P. (1989), "State and Society in Kenya : The Disintegration of the Nationalist Coalitions and the Rise of Presidential Authoritarianism 1963-1978", *African Affairs*, 88.
- ASIAN DEVELOPMENT BANK (2010), Key Indicators for Asia and Pacific 2010, (chapter in part I on the Rise of Asia's Middle Class).
- ASSOCIATION DES PARLEMENTAIRES POUR L'AUDIT DE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION, D'INTÉGRATION ET CODÉVELOPPEMENT (2011), Audit des parlementaires de la politique d'immigration, d'intégration et de codéveloppement, Rapport, mai (consultable à l'adresse URL <http://www.educationsansfrontieres.org/article36390.html>)
- ATKINSON, A. B. et A. Brandolini (2004), *Global World Inequality: Absolute, Relative or Intermediate?*, Mimeo.
- BAKER, P. H. (1988), "The Myth of Middle Class Moderation: African Lessons for South Africa", *Issue*, Vol.16, n°2.
- BALANDIER, G. (1965), « Problématique des classes sociales en Afrique noire », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, n° 38, pp.131-142.
- BALANDIER, G. (1955, 2^{nde} éd. 1985), *Sociologie des Brazzavilles noires*, Armand Colin, Paris (2^{nde} éd., Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris).
- BHALLA, S. (2010), *Second Among Equals : The Middle Class Kingdoms of India and China*, Peterson Institute for International Economics, Washington.
- BANÉGAS, R. (2003), *La démocratie à pas de caméléon : transition et imaginaires politiques au Bénin*, Karthala, Paris.
- BARBÉ, R. (1965), « Les classes sociales en Afrique noire. Économie et politique », in Ziegler, J., « Sociologie de la nouvelle Afrique », *Tiers-Monde*, 6, 24 p.
- BAYART, J. F. (1989), *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Fayard, Paris.
- BAYART, J. F. (1978), « L'Union des populations du Cameroun et la décolonisation de l'Afrique française », *Cahiers d'études africaines*, 1978, Volume 1, n°71, pp. 447-457.
- BENTEJAC, Borschein, Ndiaye Ndeye, Nkume, Nuan, Simonini, (2009), *Le cas du Kenya et du Mozambique. Étude préliminaire*, Bordeaux, Institut d'études politiques, 17 p.
- BERMAN, B. et J. Lonsdale (1992), *Unhappy Valley: Conflict in Kenya and Africa*, Book 1: State and class (Coll. Eastern African studies) , James Currey, London.
- BERMAN, B. et J. Lonsdale (1992), *Unhappy Valley: Clan, Class and State In Colonial Kenya*, Book Two, Ohio University Press, Athens.
- BERNARD, A (1965), *Y-a-t-il des classes sociales en Côte d'Ivoire ?*, ORSTOM, Mémoire de DES : Sci. éco., université de Lille.

- BIBBY, J. (1973), "The Social Base of Ghanaian Education: Is It Still Broadening?", *British Journal of Sociology*, n° 24, pp. 365-374.
- BINET, J. (1961), « Naissance de classes sociales en Afrique noire », *Revue de l'Action populaire*, n°151, pp. 956-964.
- BIRDSALL, N. (2007), "Do no Harm: Aid, Weak Institutions and the Missing Middle in Africa", *Development Policy Review*, 25 (5).
- BIRDSALL, N. (2007), "Reflections on the Macro Foundations of the Middle Class in the Developing World", *Center for global Development*, Working Paper Number 130, October.
- BIRDSALL, N., C. Graham et S. Pettinato (2000), "Stuck in the Tunnel: Have New Markets Muddled the Middle?", Working Paper 15, Brookings, Center on Social and Economic Dynamics, August.
- BLUMIN, S.-M. (1989), *The Emergence of the Middle Class: Social Experience in the American City*, Cambridge University Press, Cambridge.
- BMZ (2007), *Transforming Fragile States, Examples of Practical Experiences*, Nomos ; Sinzheim.
- BOSC, S. (2008), *Sociologie des classes moyennes*, La Découverte, Paris.
- BOURDIEU, P. (1979), *La distinction : critique sociale du jugement*, Ed. de Minuit, Paris.
- BOURDIEU, P. (1984), « Espace social et genèse des 'classes' », *Actes de la recherche en sciences sociales*, (ARSS) 52-53, juin.
- BOURGUIGNON, F. et C. MORRISSON, (2002), *Inequality Among World Citizens : 1820-1992*, American Economic Review, Vol. 92, n° 4.
- BOURGUIGNON, F., M. BUSSOLO, L. AWAZU PEREIRA DA SILVA. (2008), *The Impact of Macroeconomic Policies on Poverty and Income Distribution : Macro-Micro Evaluation Techniques and Tools*, World Bank, Washington.
- BOURGUIGNON, F., V. LEVIN, D. ROSENBLATT (2004), "Declining international inequality and economic divergence : reviewing the evidence through different lenses", *International Economics*, n° 100.
- BRATTON, M. et N. Van de Walle (1997), *Democratic Experiments in Africa: Regime Transitions in Comparative Perspective*, Cambridge University Press, Cambridge.
- BRATTON, M., (2006), "Poor people and democratic citizenship in Africa", *Afrobarometer Working Paper*, n°56, January.
- BUIJTENHUIJS, R. et C. THIRIOT (1995), *Démocratisation en Afrique au sud du Sahara 1992-1995 : un bilan de la littérature*, Leiden CEAN, Bordeaux.
- BUSSOLO, M., R. de Hoyos, D. Medvedev (2008), *Is the Developing World catching up? Global Convergence and National rising Dispersion*, Policy research Working Paper, World Bank.
- CAHEN, M. (1984), « Corporatisme et colonialisme : approche du cas mozambicain, 1933-1979. II. Crise et survivance du corporatisme colonial, 1960-1979 », *Cahiers d'études africaines*. Vol. 24, n° 93, pp. 5-24.
- CAHEN, M. (1989), "*Vilas*" et "*ciudades*", *bourgs et villes en Afrique lusophone*, L'Harmattan, Paris.
- CAZAMAJOR, P. (1981), *Avocatier. Naissance, évolution et destruction d'un quartier spontané d'Abidjan*, ORSTOM de Petit Bassam, Abidjan.
- CFS-Center for the Future State (2005), *Signposts to More Effective States: Responding to Governance Challenges in Developing Countries*, Institute of Development Studies, Brighton.
- CHABAL, P. (2009), *Africa: The Politics of Suffering and Smiling*, Zed books, New York.
- CHABAL, P. (1994), *Power in Africa*, Macmillan, London.
- CHABAL, P. et J.-P. DALOZ (1999), *Africa Works: Disorder as Political Instrument*, James Currey, Oxford (trad. fr. : *L'Afrique est partie ! : du désordre comme instrument politique*, Economica, Paris).
- CHATAIGNER, J. M. et H. Magro (2007), *État et sociétés fragiles : entre conflits, reconstruction et développement*, Karthala, Paris.
- CHAUVEL, L. (2006), *Les classes moyennes à la dérive*, Le seuil, Paris.

- Chen, S. et M. Ravallion, (2004) *How have the World's Poorest Tared Since the Early 1980s?*, World Bank Res. Obs., n° 19, pp. 141-169.
- CHERU, F. (1989), *The Silent Revolution in Africa. Debt Development and Democracy*, Zed Books, London.
- CHERU, F., (2002), *African Renaissance: Roadmaps to the Challenge of Globalization*, Zed Books, London.
- CHEVALIER, S. (2010), « Les 'Black Diamonds' existent-ils ? Médias, consommation et classe moyenne noire en Afrique du Sud », *Sociologies Pratiques* n° 20,
- COLLIER, P. (2007), *Bottom Billion. Why the Poorest Countries are Falling and What Can Be Done About It ?* Oxford University Press, Oxford.
- COMBARNOUS, F. et P. LABAZÉE (2003), *L'emploi en Côte d'Ivoire*, Cahiers du CED, Bordeaux.
- CONTE, B. (2010) « Néolibéralisme et euthanasie des classes moyennes », <http://www.comite-valmy.org/spip.php?article933>, article 933 du 29 octobre
- COOPER, F. (1994), "Conflict and Connection: Rethinking Colonial African History", *The American Historical Review*, Vol. 99, n°5.
- COPANS, J. (1990), *La longue marche de la modernité africaine*, Karthala, Paris.
- COQUERY-VIDROVITCH, C. (1993), *Histoire des villes d'Afrique noire : des origines à la colonisation*, Albin Michel, Paris.
- COTTEN, A. M. (dir.) (1972), « Les modifications apportées par la croissance urbaine dans les relations entre villes », *Colloque La croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar*, Paris, CNRS, 539, (Colloques Internationaux du CNRS), pp. 205-217.
- COUSSY, J. (1995), « Les rapports ambivalents entre ajustements structurels et démocratie », *Coopération internationale pour la démocratie*, n°4, février, pp. 57-70.
- COULON, C. et D.-C. Martin (1991) *Les Afriques politiques*, La Découverte, Paris.
- CRAWFORD YOUNG, M. (1986), "Nationalism, Ethnicity and Class in Africa : a retrospective", *Cahiers d'études africaines*, Vol.26, n°103.
- DERRIEN, J.- M. (1985), « Les salariés du Burkina font-ils partie des classes moyennes ? », *Tiers-Monde*, tome 26, n° 101, pp. 69-78.
- DESHPANDE, S. (2006), "Mapping the Middle: Issues of Analysis of the Non-Poor classes in India", et John, M. E., P. Khumar Jah S. Jodhka (eds), *Contested Transformations: Changing Economies and Identities in Contemporary India*, Tulika, Delhi.
- DEUTSCHE BANKE (2010), "The Middle Class in India", *Current Issue Asia*, February, 15.
- DIOP, M. (1985), *Histoire des classes sociales dans l'Afrique de l'Ouest*, L'Harmattan, Paris.
- DOLLAR, D. et A. Kraay (2000), *Growth is Good for the Poor*, Word Bank, Washington.
- DUCRET, A. (2005), « Halbwachs, lecteur de Weber ou comment définir les classes moyennes », *Carnets de bord*, n° 10, décembre 2005.
- DUFLO, E. et A. BANERJEE (2007), "What is Middle Class About: the Middle Classes around the World?", *Bureau for Research and Economic Analysis and Development (BREAD), Working paper, n° 163, December et Journal of Economics Perspectives*, 22, 2, Spring.
- EASTERLY, W. (2001), "The Middle Class Consensus and Economic Development", *Journal of Economic Growth*, 6 (4).
- EASTERLY, W., J. Ritza et, M. Woolcock (2006), "Social Cohesion, Institutions, and Growth, Center for Global Development", *Working Paper*, n° 94, August.
- EBOUSSI-BOULAGA, F. (1993), *Les conférences nationales en Afrique noire : une affaire à suivre*, Karthala, Paris.
- FALLERS, L A. (1973), *Inequality, Social Stratification Reconsidered*, The University of Chicago Press, Chicago.
- FATTON, R. (1995), "Africa in the Age of Democratization: The Civic Limitations of Civil Society", *African Studies Review*, 38 (2), pp. 67-99.
- FAURÉ, Y, A. et P. Labazée (2002), *Socio-économie des villes africaines : Bolo et Korhogo dans les défis de décentralisation*, Karthala , IRD, Paris.

- FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA, NATIONAL BUREAU OF STATISTICS, (2007), *The Middle Class in Nigeria. Analysis of Profile, Determinants and Characteristics* (1980-2007), [Produced under the Auspices of the Economic Reform & Governance Project, ERGP], Abuja, July.
- FERREIRA, F. et M. Ravallion (2009), "Poverty and Inequality: The Global Context", in Wiemer, S. Brian N. et Tim, S. (eds), *The Oxford Handbook of Economic Inequality*, Oxford University Press, Oxford.
- FERREOL, G. (1997), *Histoire de la pensée sociologique*, Armand Collin, Paris.
- Fion de, V. (2007), *Migration and Development in Mozambique, Poverty, Inequality and Survival*, African Book Collection, Oxford.
- FONTAINE, L. (2008), *L'économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle*, Nrf, Essais, Gallimard, Paris.
- FRIDE, B., Le Chau (1965), Le développement des activités commerciales et du transport, *Etude régionale de Bouaké 1962-1964 - Les propositions de développement*, Bureau de conception, de coordination et d'exploitation des études régionales de la République de Côte d'Ivoire, n°4, p.117-131.
- GAGGI, M. et E. NARDUZZI (2006), *La fin des classes moyennes et la naissance de la société low cost*, Liani Levi, Paris.
- GANN, L. H. (1961), "The Birth of a Plural Society, the Development of Northern Rhodesia under the British South Africa Company 1894-1914", *L'Homme*, 1961, vol. 1, n°2, pp. 130-131.
- GAY, J. (2003), "Development as Freedom : A Virtuous Circle ?", *Afrobarometer Working Paper* n° 29.
- Gazibo, M. (2005), *Les paradoxes de la démocratisation en Afrique : analyse institutionnelle et stratégique*, Presses de l'université de Montréal, Montréal.
- GAZIBO, M. (2006), *Introduction à la politique africaine*, Presses de l'université de Montréal, Montréal.
- GAZIBO, M. et C. Thiriot (2009), *Le politique en Afrique, état des débats et pistes de recherche*, Karthala, Paris.
- GIDDENS, A., et G. McKenzie (éds) (1982), *Social Class and the Division of Labour*, Cambridge University Press, Cambridge.
- GIDDENS, A. (1973), *The Class Structure of Advanced Societies*, Hutchinson University Library, London.
- GOLDTHORPE J. H. (1982), "On the Service Class : its Formation and Future.", in Giddens, A., et G. MacKenzie (eds.), *Social Class and the Division of Labour*, Cambridge University Press, Cambridge.
- GOULDNER, A. W. (1979), *The Future of Intellectuals and the Rise of the New Class : A Frame of Reference, Theses, Conjectures, Arguments, and an Historical Perspective on the Role of Intellectuals and Intelligentsia in the International Class Contest of the Modern Era*, Seabury Press, New York.
- GUTTO, S. B. O. (1979), "Some Legal Aspects of the Peasantry and Social Classes in Kenya: The Debate must Continue", University of Nairobi, Nairobi.
- GUTTO, S. B. O. (1981), "Law, rangelands, the peasantry and social classes in Kenya", *Review of African Political Economy*, Volume 8, Issue 20, pp. 41-56.
- GYIMAH-BOADI, E. et A. A. Mensah, K. (2003) "The Growth of Democracy in Ghana. Despite Economic Dissatisfaction: A Power Alternation Bonus?", *Afrobarometer*, n° 28, juin.
- HALBWACHS, M. (1939), *Les classes sociales*, Felix Alcan, Paris.
- HALBWACHS, M. (1972), *Classes sociales et morphologie*, Ed de minuit, Paris.
- HARDT, S. L., et T. London (2005), "Developing native capability: What Multinational Corporations can Learn from the Base of the Pyramid", *Stanford Social Innovation Review*, 3(2): p28-33.
- HARTMANN, T. (2006), *Screwed: The Undeclared War Against the Middle Class*, Berrett-Koehler Publishers, San Francisco.
- HAUSER, A (1972), (dir), « Problèmes posés par l'évaluation du nombre des chômeurs en milieu urbain en Afrique », *Colloques Internationaux du CERS*, n° 539, *La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar*.
- HAUSER, A. (1964), *Les élites sénégalaises et L'émergence des cadres de base africains dans l'industrie*, communications faites à Ibadan, juillet 1964.
- HETHERINGTON, C. (1993), "Explaining the crisis of capitalism in Kenya", *African Affairs*, n° 92, 89-103.

- HOGGART, R. (1957), *The Uses of Literacy: Aspects of Working-Class Life with Special References to Entertainments*, Chatto et Windus, London.
- HUFFINGTON, A. (2011), *L'Amérique qui tombe. Comment les hommes politiques abandonnent la classe moyenne et trahissent le rêve américain*, Fayard, Paris.
- HUNTINGTON, S. P. (1991), *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, Norman.
- HUNTINGTON, S. P. (1968), *Political Order in Changing Societies*, Yale University Press, New Haven.
- JAFFRELOT, C. P. van der Veer (dir.) (2008), *Patterns of Middle Class Consumption in India and China*, Sage, London.
- JÉZÉQUEL, J.-H. (2005), « Les enseignants comme élite politique en AOF (1930-1945) », *Cahiers d'études africaines*.
- JOSEPH, R. (1977), *Radical Nationalism in Cameroon, Social Origins of the UPC*, Clarendon Press, Oxford.
- KENNEDY, P. (1980), *Ghanaian Businessmen: From Artisan to Capitalist Entrepreneur in a Dependant Economy*, Weltforum Verlag, Munich.
- KITCHING, G. (1980), *Class and Economic Change in Kenya. The Making of an African Petite-Bourgeoisie*, Yale University Press, New-Haven.
- KORNFIELD, R. (1979), "The Colonial Situation and the Differential Use of the City of Kisangani by Europeans and Zairians", *African Urban Notes*, série B, Vol.1-3, pp. 101-106.
- KOUYATÉ, A., S. Toh (2009), *Caractérisation des classes moyennes en Côte d'Ivoire*, sous la direction de Richard Banégas, maître de conférences à l'université Paris 1-la Sorbonne.
- LAFARGUE, J., H. MAUPEU (1998), « La société civile kényane : entre résilience et résistance », *Politique africaine*, n°70.
- LAKROUM, M. (1974), *L'essor du salariat au Sénégal dans l'entre-deux-guerres, 1917-1937*, Thèse de 3^{ÈME} cycle, université de Paris VII.
- LAMA-REWAL, T., S. (2007), « La démocratie locale dans les métropoles indiennes, les associations de résidents à New-Delhi », *Transcontinentales*, n°4, 1^{er} semestre.
- LANE, R. (1970), "Social Class and Political Participation", in Nordlinger, E. (éd.) (1970), *Politics and Society: Studies in Comparative Political Sociology*, Prentice Hall, New-York.
- LE PAPE, M. (1997), *L'énergie sociale à Abidjan : économie politique de la ville en Afrique noire*, Karthala, Paris.
- LEYS, C. (1975), *Underdevelopment in Kenya. The Political Economy of Neo-Colonialism, 1964-1971*, Heinemann, London.
- Leysens, A. J. (2006), "Social forces in Southern Africa: Transformation from below", *Journal of Modern African Studies*, n°44, 1.
- LIPIETZ, A. (1998) *La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale*, La Découverte, Paris.
- LIPSET, S. M. (1959), "Some social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy", *The American Political Science Review*, Vol. 53, n°1, March, pp. 69-105.
- London, T. (2008). "The Base-of-the-Pyramid Perspective: A New Approach to Poverty Alleviation", in Solomon, G. T. (Ed.), *Academy of Management Best Paper Proceedings*.
- LOPEZ, H., A. Serven (2006), *A normal Relationship? Poverty, Growth and Inequality*, World Bank, Policy Research Working Paper Series, n° 3814.
- LUCKHAM, R., B. E. GYIMAH, W. AHADZIE, N. BOATENG (2005), "The Middle Class and their Role in National Development", *CDD/ODI Policy Brief*, n°3, November.
- MAHAJAN, V. (2008), *Africa Rising How 900 Million African Consumers Offer more than you Think*, Prentice Hall, New York.
- MAQUET, J. J. (1964), « La participation de la classe paysanne au mouvement d'indépendance du Rwanda », *Cahiers d'Études africaines*, n°16.
- MARKOVITZ, I. L. (1987), "Contradiction, Crisis and Class Conflict: the State and Capitalist development in Ghana prior to 1948 Breverly Grier", in Markovitz, I. L., *Studies in Power and Class in Africa*, Oxford University Press, Oxford.
- MAUPEU, H. (2003), « Kenya : les élections de la transition », *Politique africaine*, n° 89, pp. 149-166.

- MAUPEU, H. (1998), *Le Kenya, le contrat social à l'abandon*, Karthala, Paris.
- McKINSEY INC, (2010), *Lions on the move : the progress and potential of African economies*, www.mckinsey.com
- MEILLASSOUX, J. (1979), *Les Derniers Blancs : le « modèle sud-africain »*, François Maspero, Paris.
- MICHAEL O.W. (2002), *The Rise of an African Middle Class in Colonial Zimbabwe, 1898-1965*, Indiana University Press, Bloomington.
- MILANOVIC, B. et S. Yitzhaki (2002), "Decomposing World Income Distribution: Does the World have a Middle Class", *Review of Income and Wealth*, 48, 2, June, pp. 155-178
- MONDJANAGNI, A. C. (1981), "Social Structures and Rural Development in Africa", *Rural Development: National Policies and Experiences, Regional Development Series*, n° 4, Maruzen Asia for United Nations Centre for Regional Development, Nagoya.
- MITULLAH, W., M. BRATTON, et E. GYIMAH-BOADI, (2005), *Afrobarometer 3: the Quality of Democracy and Governance in Kenya*
- MUKONOWESHURO, E. G. (1993), *Colonialism, Class Formation and Underdevelopment in Sierra Leone*, ty Press of America, Lanham.
- NEVEU, C. (1993), *Communauté, nationalité et citoyenneté : de l'autre côté du miroir : les Bangladeshis de Londres*, Karthala, Paris.
- NORRO, M. (1999, 2ème éd.), *Economie africaine. Analyse économique de l'Afrique subsaharienne*, Ed de Boeck, Bruxelles.
- NYQUIST, T. E. (1983), *African Middle Class Elite*, Institute of Social and Economic Research, Grahamstown.
- NZIMANDE, B. (1990), "Class, National Oppression and the African Petty Bourgeoisie: The Case of African Traders", in COHEN, R., Y. Muthien A. Zegeye (ed.), *Repression and Resistance: Insider Accounts of Apartheid*, Hans Zell Publishers, London, Melbourne, Munich, New York.
- OBIAGELE, L. (1995), "Toward a Pan-African Identity: Diaspora African Repatriates in Ghana", *Anthropological Quarterly*, Vol. 68, n°1, January, pp. 21-36.
- OCDE, (2007), *Perspectives économiques en Afrique*, Banque africaine de développement/OCDE.
- PANDEY, G. (2009), "Can There Be a Subaltern Middle Class? Notes on African American and Dalit History", *Public Culture*, n°21, pp. 321-342.
- PENVENNE, J.-M. (1995), *African Workers and Colonial Racism. Mozambican Strategies and Struggles in Lourenço Marques, 1877-1962*, Heinemann, Portsmouth.
- PEW RESEARCH CENTER (2009) *The Global Middle Class: Views on Democracy, Religion, Values and Life Satisfaction in Emerging Countries*, February 2nd.
- PILON, M. et P. VIMARD, P. (1997), *Ménages et familles en Afrique : approche des dynamiques contemporaines*, Les Études du CEPED, n°15.
- POINSOT, J., A. J. SINOU J. STERNADEL (1989), *Les villes d'Afrique noire entre 1650 et 1960. Politiques et opérations d'urbanisme et d'habitat*, Documentation française, Ministère de la Coopération et du Développement-ORSTOM.-A.C.A., Paris.
- POPPER, K. (1945), *The Open Society and its Enemies*, Routledge, Londres.
- PRAHALAD, C.K. (2010). *The Fortune at the Bottom of the Pyramid: Eradicating Poverty through Profits*, Prentice Hall, New York.
- RANDALL, V. et J. R. SCARRITT, J. R. (1996), "Cautionary Notes on Democratisation: Lessons from India and Zambia", *Journal of Commonwealth and Comparative Politics*, 34, n°2, pp. 19-45.
- RAVALLION, M. (2009), "The Developing World's Bulging (but Vulnerable) Middle Class", *Policy Research Working Paper*, n° 4816, The World Bank, January.
- RIVIÈRE, C. (1978), *Classes et stratifications sociales en Afrique : Le Cas guinéen*, PUF, Paris.
- RIVERO, C.G., P. du Toit H. Kotze (2003), "Tracking the Development of the Middle Class in Democratic South Africa." *Politeia* 22(3), pp. 6-29
- ROBERT, R. (1981), "The Peculiarities of African Labour and Working-Class History", *Labour/Le travailleur*, n°8/9, Autumn/Spring 1981/1982, pp. 317-333.

- ROCCA, J.-L. (2008), *La société chinoise vue par ses sociologues : migrations, villes, classe moyenne, drogue, sida*, SciencesPo, Paris.
- RUESCHEMEYER, D., E. H. STEPHENS, J. D. Stephens (1992), *Capitalist Development and Democracy*, Chicago University Press, Chicago.
- SCHLEMMER, L. (2005), "Lost in Transformation? South Africa's Emerging African Middle Class", *CDE Focus*, n° 8, Johannesburg, Center for Development and Enterprise, 15 p.
- SCOTT, I. (1978), "Middle class politics in Zambia", *African Affairs*, n° 77, pp. 321-334.
- SEEKINGS, J. (2004), "Trade Unions, Social Policy and the Political Economy of Class Compromise in Post-Apartheid South Africa", *Review of African Political Economy* 31, no. 100, pp. 299-312
- SÉLIM, M., R. Cabanes et J. Copans (1995), *Salariés et entreprises dans les pays du Sud : contribution à une anthropologie politique des travailleurs*, Karthala, Paris.
- SHIKWATI, J. (2007), "Molding the middle class. Expanding Kenya's Middle Class to Promote Growth", *Ethnic Conflict*, n°28 (4), Winter.
- SIMONET, J.-L. (1954), « L'évolution institutionnelle dans les territoires britanniques de l'Afrique de l'Ouest », *Politique étrangère*, n° 4, 19ÈME année, pp. 450-466.
- SIMONINI, A. (2009), *Les classes moyennes au Kenya, les enseignants des écoles primaires et secondaires entre syndicalisme et grève*, Mémoire de M2, sous la direction de C. Toulabor, professeur à l'IEP de Bordeaux.
- SKLAR, R. L. (1963), *Nigerian Political Parties: Power in an Emergent African Nation*, Princeton University Press, Princeton.
- Soarez de Oliveira, R. (2007), "Business Success Angola Style: Postcolonial Politics and the Rise of Sonangol", *Journal of Modern African Studies*, n°45 (4).
- SORET, M. (1955), *Formation d'une classe moyenne en Afrique équatoriale française*, ORSTOM, 11 p.
- SOUTHALL, R. (1980), "African Capitalism in Contemporary South Africa", *Journal of Southern African Studies* 7, no.1, pp. 38-70
- SOUTHALL, R. (2004), "The ANC and Black Capitalism in South Africa", *Review of African Political Economy*, 31(100), pp. 313-328
- SOUTHALL, R. (2005), "Black Empowerment and Corporate Capital", in Daniel, J., J. Lutchman, R. Southall (ed.) *The State of the Nation: South Africa 2004-2005*, HSRC Press & Michigan, Michigan State University Press, Cape Town.
- The Kenyan debate African affairs (1998), n° 97. Pour un résumé : Michael Chege, "Introducing race as a variable into the political economy of Kenya Debate: and incendiary idea", *African Affairs* (1998), n°97, pp. 209-230
- THUROW, L. C. (1987), "Economic Paradigms and Slow American Productivity Growth", *Eastern Economic Journal*, 13, pp. 333-33 ;
- THUROW, L. C. (1987), "A Surge in Inequality", *Scientific American*, 256 (5), pp. 30-37.
- TORDOFF, W. (ed) (1974), *Politics in Zambia*, Manchester University Press, Manchester.
- Van Onselen, C. (1997), *The Seed is Mine: the Life of Kas Maine, a South African Sharecropper, 1894-1985*, James Currey, Oxford.
- VAN BINSBERGEN, W. (1986), "The Postcolonial State, State Penetration and the Nkoya Experience in Central Western Zambia, State and Local Community in Africa", *Cahiers du CEDAF*, n°2-3-4.
- VIRCOULON, T. (2003), « L'eau gratuite pour tous ? L'exemple de la nouvelle politique de l'eau en Afrique du Sud », *Afrique contemporaine*, n° 205, 2003/1, pp. 135-150
- WALLERSTEIN, I. (1966), *Social Change : The colonial situation*, John Wiley, New York.
- WARNIER, J.-P. (1993), *L'esprit d'entreprise au Cameroun*, Karthala, Paris.
- WALRAVEN, K. V. et C. Thiriou (ed.) (2002), *Démocratisation en Afrique au sud du Sahara. Transitions et virage. Un bilan de la littérature (1995-1996)*, CEAN et Leiden, Bordeaux.

- WELLER, C. E. et E. Staub (2006), "*Middle Class in Turmoil. Economic Risks Up Sharply for Most Families Since 2001*", consultable à l'adresse URL www.americanprogress.org/issues/2006/09/midclassreport.html
- West, M. O. (2002), *The Rise of an African Middle Class: Colonial Zimbabwe 1898-1965*, Indianapolis University Press, Bloomington.
- WOLPE, H. (1977) "The Changing Class Structure of South Africa: The African Petit-Bourgeoisie", *Research in Political Economy*, edited by P. Zarembka, vol. 1, Greenwich, Connecticut
- WORLD BANK (2007), *Global Economic Prospects 2007: Managing the New Wave of Globalization*, The World Bank, Washington D.C.
- WORLD BANK (2007), *World Population in 2025*, The World Bank, Washington D.C.
- YOUNG, C. (1986), "Nationalism, Ethnicity and Class in Africa: a retrospective", *Cahiers d'études africaines*, Vol. 26, n° 103.
- ZEILIG, L. et D. Seddon (2002), "*Marxism, Class and Resistance in Africa*", *Class Struggle and Resistance in Africa*, New Clarion Press, Chentleham.

Sites Internet consultés pour des références statistiques

- Africa Renewal
- Afrobarometer
- Banque africaine de développement
- Federal Office Statistics (RSA)
- FMI
- Human Development Program
- Observatoire économique de l'Afrique subsaharienne
- OCDE
- OIT
- Statistiques mondiales.
- <http://www.classesmoyennes-afrique.org/fr/leprojet/joan-bardeletti/>

Série Documents de travail / Working Papers Series Publiés depuis janvier 2009 / published since January 2009

Les numéros antérieurs sont consultables sur le site : <http://recherche.afd.fr>

Previous publications can be consulted online at: <http://recherche.afd.fr>

- N° 78 « L'itinéraire professionnel du jeune Africain » Les résultats d'une enquête auprès de jeunes leaders Africains sur les « dispositifs de formation professionnelle post-primaire »
Richard Walther, consultant ITG, Marie Tamoifo, porte-parole de la jeunesse africaine et de la diaspora
Contact : Nicolas Lejosne, département de la Recherche, AFD - janvier 2009.
- N° 79 Le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté : quel bilan des expériences dans les pays en développement ?
Emmanuelle Lavallée, Anne Olivier, Laure Pasquier-Doumer, Anne-Sophie Robilliard, DIAL - février 2009.
- N° 80 Les nouveaux dispositifs de formation professionnelle post-primaire. Les résultats d'une enquête terrain au Cameroun, Mali et Maroc
Richard Walther, Consultant ITG
Contact : Nicolas Lejosne, département de la Recherche, AFD - mars 2009.
- N° 81 *Economic Integration and Investment Incentives in Regulated Industries*
Emmanuelle Auriol, Toulouse School of Economics, Sara Biancini, Université de Cergy-Pontoise, THEMA,
Comments by : Yannick Perez and Vincent Rious - April 2009.
- N° 82 Capital naturel et développement durable en Nouvelle-Calédonie - Etude 1. Mesures de la « richesse totale » et soutenabilité du développement de la Nouvelle-Calédonie
Clément Brelaud, Cécile Couharde, Vincent Géronimi, Elodie Maître d'Hôtel, Katia Radja, Patrick Schembri, Armand Taranco, Université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines, GEMDEV
Contact : Valérie Reboud, département de la Recherche, AFD - juin 2009.
- N° 83 *The Global Discourse on "Participation" and its Emergence in Biodiversity Protection*
Olivier Charnoz. - July 2009.
- N° 84 *Community Participation in Biodiversity Protection: an Enhanced Analytical Framework for Practitioners*
Olivier Charnoz - August 2009.
- N° 85 Les Petits opérateurs privés de la distribution d'eau à Maputo : d'un problème à une solution ?
Aymeric Blanc, Jérémie Cavé, LATTs, Emmanuel Chaponnière, Hydroconseil
Contact : Aymeric Blanc, département de la recherche, AFD - août 2009.
- N° 86 Les transports face aux défis de l'énergie et du climat
Benjamin Dessus, Global Chance.
Contact : Nils Devernois, département de la Recherche, AFD - septembre 2009.
- N° 87 Fiscalité locale : une grille de lecture économique
Guy Gilbert, professeur des universités à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Cachan
Contact : Réjane Hugounenq, département de la Recherche, AFD - septembre 2009.
- N° 88 Les coûts de formation et d'insertion professionnelles - Conclusions d'une enquête terrain en Côte d'Ivoire
Richard Walther, expert AFD avec la collaboration de Boubakar Savadogo (Akilia) et de Borel Foko (Pôle de Dakar)
Contact : Nicolas Lejosne, département de la Recherche, AFD - octobre 2009.
- N° 89 Présentation de la base de données. Institutional Profiles Database 2009 (IPD 2009)
Institutional Profiles Database III - Presentation of the Institutional Profiles Database 2009 (IPD 2009)
Denis de Crombrughe, Kristine Farla, Nicolas Meisel, Chris de Neubourg, Jacques Ould Aoudia, Adam Szirmai
Contact : Nicolas Meisel, département de la Recherche, AFD - décembre 2009.

- N° 90 Migration, santé et soins médicaux à Mayotte
Sophie Florence, Jacques Lebas, Pierre Chauvin, Equipe de recherche sur les déterminants sociaux de la santé et du recours aux soins UMRS 707 (Inserm - UPMC)
Contact : Christophe Paquet, département Technique opérationnel (DTO), AFD - janvier 2010.
- N° 91 Capital naturel et développement durable en Nouvelle-Calédonie - Etude 2. Soutenabilité de la croissance néo-calédonienne : un enjeu de politiques publiques
Cécile Couharde, Vincent Géronimi, Elodie Maître d'Hôtel, Katia Radja, Patrick Schembri, Armand Taranco Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines, GEMDEV
Contact : Valérie Reboud, département Technique opérationnel, AFD - janvier 2010.
- N° 92 *Community Participation Beyond Idealisation and Demonisation: Biodiversity Protection in Soufrière, St. Lucia*
Olivier Charnoz, Research Department, AFD - January 2010.
- N° 93 *Community participation in the Pantanal, Brazil: containment games and learning processes*
Participation communautaire dans le Pantanal au Brésil : stratégies d'endiguement et processus d'apprentissage
Olivier Charnoz, département de la Recherche, AFD - février 2010.
- N° 94 Développer le premier cycle secondaire : enjeu rural et défis pour l'Afrique subsaharienne
Alain Mingat et Francis Ndem, IREDU, CNRS et université de Bourgogne
Contact : Jean-Claude Balmès, département Education et formation professionnelle, AFD - avril 2010
- N° 95 Prévenir les crises alimentaires au Sahel : des indicateurs basés sur les prix de marché
Catherine Araujo Bonjean, Stéphanie Brunelin, Catherine Simonet, CERDI - mai 2010.
- N° 96 La Thaïlande : premier exportateur de caoutchouc naturel grâce à ses agriculteurs familiaux
Jocelyne Delarue, Département de la Recherche, AFD - mai 2010.
- N° 97 Les réformes curriculaires par l'approche par compétences en Afrique
Francoise Cros, Jean-Marie de Ketele, Martial Dembélé, Michel Develay, Roger-François Gauthier, Najoua Ghriss, Yves Lenoir, Augustin Murayi, Bruno Suchaut, Valérie Tehio - juin 2010.
- N° 98 Les coûts de formation et d'insertion professionnelles - Les conclusions d'une enquête terrain au Burkina Faso
Richard Walther, Boubakar Savadogo, consultants en partenariat avec le Pôle de Dakar/UNESCO-BREDA.
Contact : Nicolas Lejosne, département de la Recherche, AFD - juin 2010.
- N° 99 *Private Sector Participation in the Indian Power Sector and Climate Change*
Shashanka Bhide, Payal Malik, S.K.N. Nair, Consultants, NCAER
Contact : Aymeric Blanc, Research Department, AFD - June 2010.
- N° 100 Normes sanitaires et phytosanitaires : accès des pays de l'Afrique de l'Ouest au marché européen - Une étude empirique
Abdelhakim Hammoudi, Fathi Fakhfakh, Cristina Grazia, Marie-Pierre Merlateau.
Contact : Marie-Cécile Thirion, département de la Recherche, AFD - juillet 2010.
- N° 101 Hétérogénéité internationale des standards de sécurité sanitaire des aliments : Quelles stratégies pour les filières d'exportation des PED ? - Une analyse normative
Abdelhakim Hammoudi, Cristina Grazia, Eric Giraud-Héraud, Oualid Hamza.
Contact : Marie-Cécile Thirion, département de la Recherche, AFD - juillet 2010.
- N° 102 Développement touristique de l'outre-mer et dépendance au carbone
Jean-Paul Ceron, Ghislain Dubois et Louise de Torcy.
Contact : Valérie Reboud, AFD - octobre 2010.
- N° 103 Les approches de la pauvreté en Polynésie française : résultats et apports de l'enquête sur les conditions de vie en 2009
Javier Herrera, IRD-DIAL, Sébastien Merceron, Insee - novembre 2010.
Contact : Cécile Valadier, département de la Recherche

- N° 104 La gestion des déchets à Coimbatore (Inde) : frictions entre politique publique et initiatives privées
Jérémy Cavé, Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (LATTs), CNRS - décembre 2010.
- N° 105 Migrations et soins en Guyane - Rapport final à l'Agence Française de Développement dans le cadre du contrat AFD-Inserm
Anne Jolivet, Emmanuelle Cadot, Estelle Carde, Sophie Florence, Sophie Lesieur, Jacques Lebas, Pierre Chauvin
Contact : Christophe Paquet, département Technique opérationnel (DTO), AFD - décembre 2010.
- N° 106 Les enjeux d'un bon usage de l'électricité : Chine, Etats-Unis, Inde et Union européenne
Benjamin Dessus et Bernard Laponche avec la collaboration de Sophie Attali (Topten International Services), Robert Angioletti (Ademe), Michel Raoust (Terao)
Contact : Nils Devernois, département de la Recherche, AFD - février 2011.
- N° 107 Hospitalisation des patients des pays de l'Océan indien - Prises en charges spécialisées dans les hôpitaux de la Réunion
Catherine Dupilet, Dr Roland Cash, Dr Olivier Weil et Dr Georges Maguerez (cabinet AGEAL)
En partenariat avec le Centre Hospitalier Régional de la Réunion et le Fonds de coopération régionale de la Réunion
Contact : Philippe Renault, AFD - février 2011.
- N° 108 *Peasants against Private Property Rights: A Review of the Literature*
Thomas Vendryes, Paris School of Economics - February 2011.
- N° 109 Le mécanisme REDD+ de l'échelle mondiale à l'échelle locale - Enjeux et conditions de mise en oeuvre
ONF International
Tiphaine Leménager, département de la Recherche, AFD - mars 2011.
- N° 110 L'aide au Commerce : état des lieux et analyse
Aid for trade: A survey
Mariana Vijil, Marilyne Huchet-Bourdon et Chantal Le Mouël
AGROCAMPUS OUEST, INRA, Rennes - avril 2011.
- N° 111 Métiers porteurs : le rôle de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'insertion professionnelle
Sandra Barlet et Christian Baron, GRET
Nicolas Lejosne, département de la Recherche, AFD (lejosnen@afd.fr) - avril 2011.
- N° 112 Charbon de bois et sidérurgie en Amazonie brésilienne : quelles pistes d'améliorations environnementales ?
L'exemple du pôle de Carajas
Ouvrage collectif sous la direction de Marie-Gabrielle Piketty, Cirad, UMR Marchés,
Contact : Tiphaine Leménager, département de la Recherche, AFD (lemenagert@afd.fr) - avril 2011.
- N° 113 Gestion des risques agricoles par les petits producteurs Focus sur l'assurance-récolte indicielle et le warrantage
Guillaume Horrérard, Bastien Oggeri, Ilan Rozenkopf sous l'encadrement de :
Anne Chetaille, Aurore Duffau, Damien Lagandré
Contact : Bruno Vindel, département des Politiques alimentaires, AFD - mai 2011.
- N° 114 Analyse de la cohérence des politiques commerciales en Afrique de l'Ouest
Jean-Pierre Rolland, Arlène Alpha, GRET
Contact : Jean-René Cuzon (cuzonjr@afd.fr), département PSP, AFD - juin 2011
- N° 115 L'accès à l'eau et à l'assainissement pour les populations en situation de crise :
comment passer de l'urgence à la reconstruction et au développement ?
Julie Patinet (Groupe URD) et Martina Rama (Académie de l'eau),
sous la direction de François Grünwald (Groupe URD)
Contact : Thierry Liscia (lisciat@afd.fr), département du Pilotage stratégique et de la Prospective, AFD

- N° 116 Formation et emploi au Maroc : état des lieux et recommandations
Jean-Christophe Maurin (maurinjc@afd.fr) et Thomas Mélonio (meloniot@afd.fr), AFD - septembre 2011.
-
- N° 117 *Student Loans : Liquidity Constraint and Higher Education in South Africa*
Marc Gurgand, Adrien Lorenceau, Paris School of Economics
Contact : Thomas Mélonio (meloniot@afd.fr), Research Department, AFD - September 2011.